FRANCESCA ALBANESE

QUAND LE MONDE DORT

RÉCITS, VOIX ET BLESSURES DE LA PALESTINE

TRADUIT PAR SIMONETTA GREGGIO

MÉMOIRE D'ENCRIER

Table des matières

Couverture
Extrait
Page de marque
Page de demi-titre
À propos du livre, de l’autrice et de la traductrice
Page titre
Prologue
Introduction - La solidarité est une forme politique de l’amour
Hind - Qu’est-ce que l’enfance en Palestine ?
Abu Hassan - Quelles sont les conséquences de l’occupation ?
George - Qu’est-ce que cela signifie de vivre à Jérusalem ?
Alon - Comment reconnaître une personne antisémite ?
Ingrid - Comment fait-on tomber l’apartheid ?
Ghassan - Jusqu’où peut aller la cruauté d’un génocide ?
Eyal - Comment mesurer la destruction d’un peuple ?
Malak - Où est le chez-soi d’une personne réfugiée ?
Gabor - Pourquoi est-il si important de préserver la mémoire d’un peuple ?
Max - Mon compagnon de route
Conclusion - Le vice de l’espérance
Remerciements
Dans la collection Roman
Crédits
Couverture arrière

C’EST LORSQUE LE MONDE DORT QUE NAISSENT LES MONSTRES. ET DES MONSTRES, NOUS EN AVONS DÉJÀ BEAUCOUP PARMI NOUS. LE PREMIER D’ENTRE EUX : NOTRE INDIFFÉRENCE.

MÉMOIRE D'ENCRIER

1260, RUE BÉLANGER — BUREAU 201
MONTRÉAL, QUÉBEC H2S 1H9
INFO@MEMOIREDENCRIER.COM
MEMOIREDENCRIER.COM

QUAND LE MONDE DORT

RÉCITS, VOIX ET BLESSURES DE LA PALESTINE

L’esprit de la Palestine vit dans les récits qui peuplent ses rues. Récits qui disent la dignité face à la souffrance, la beauté au cœur du désastre, la vérité derrière les murs. Francesca Albanese écoute, recueille et raconte. Elle mêle sa voix à celles des femmes, hommes et enfants qui vivent l’injustice au quotidien en Palestine : une enfant tuée à Gaza, un chirurgien marqué par l’horreur dont il a été témoin, une artiste exilée, un penseur juif brisé par l’apartheid. Toutes ces voix s’engagent à dire NON à l’horreur et à l’inacceptable. Lucide et troublant, *Quand le monde dort* est un acte d’amour, de courage et de vérité.

Née en 1977 à Ariano Irpino, en Italie, **FRANCESCA ALBANESE** est juriste et Rapporteuse spéciale de l’ONU sur les droits humains dans les territoires palestiniens occupés. Pressentie pour le Prix Nobel de la paix, elle est l’une des voix les plus respectées sur le statut juridique et la situation des Palestiniens. Elle est l’autrice de *Palestinian Refugees in International Law* (2020) et de *J’accuse* (2023).

Née à Padoue, en Italie, et établie en France, **SIMONETTA GREGGIO** est écrivaine, traductrice, journaliste, scénariste et productrice à France Culture. Elle est Chevalier des Arts et des Lettres.

FRANCESCA ALBANESE

QUAND LE MONDE DORT

RÉCITS, VOIX ET BLESSURES DE LA PALESTINE

TRADUCTION DE L'ITALIEN PAR

SIMONETTA GREGGIO

Pour la première fois, je me sens véritablement indignée.

Indignée par l'indifférence.

Par la violence de ce génocide, la manière dont il s'est immiscé dans notre quotidien, le constat que certains n'en sont absolument pas affectés alors que d'autres sont dévastés. Je me retrouve, une fois encore, face à des représentants d'État qui – ensemble, et certains plus que d'autres – pourraient mettre un terme à tout cela.

Il suffirait d'un trait de plume.

Cela m'indigne et me déçoit, comme cela m'arrive souvent dans cette salle, de voir la plupart d'entre vous réciter la même comédie de toujours.

Bien sûr, nous condamnons l'attaque du Hamas.

Bien sûr, nous sommes solidaires des victimes israéliennes. Bien sûr, nous demandons la libération des otages.

Mais est-il possible qu'après la mort de quarante-deux mille personnes à Gaza, il y ait encore des gens incapables d'éprouver la moindre empathie pour les Palestiniens ?

Voilà : ceux d'entre vous qui, aujourd'hui, n'ont pas prononcé un seul mot sur ce qui se passe à Gaza montrent que l'empathie a disparu de cette salle.

L'empathie est le ciment qui nous relie les uns aux autres en tant qu'humanité. Et il ne s'agit pas de charité envers les Palestiniens.

Il s'agit du respect de vos fonctions qui impliquent aussi l'obligation, pour vos États, de faire appliquer fermement la Convention sur le génocide afin de prévenir ce crime.

Alors, si nous sommes réellement ici aujourd'hui pour faire respecter le droit international, il n'y a pas d'autre issue que d'imposer des sanctions à Israël et de revoir nos relations diplomatiques, économiques, politiques, militaires et stratégiques avec cet État.

Pour que cela soit le dernier génocide de l'histoire de l'humanité.

Francesca Albanese

Extraits de son intervention à l’Assemblée générale des Nations Unies
30 octobre 2024

INTRODUCTION

La solidarité est une forme politique de l'amour

Je suis devenu à dix ans ce qu'on appelle un réfugié.
Dans ma tête d'enfant, je me demandais qui était cet ennemi invisible qui a détruit ma vie.
À quoi ressemblait-il ? Était-ce un humain ou un monstre ? Pourquoi avait-il fait de moi un réfugié ?
Qu'est-ce que je lui avais fait ? D'où venait-il ?
Quelle langue parlait-il ?
— SALMAN ABU SITTA, *MAPPING MY RETURN*[1]

Ces derniers temps, je me suis souvent surprise à repenser à George Orwell. Son célèbre aphorisme – « la guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage ; l'ignorance, c'est la force » – ne m'a jamais semblé aussi actuel, aussi juste que dans le cas de la Palestine et d'Israël.

J'écris ces lignes à un moment particulier de ma vie : les États-Unis viennent de me sanctionner. Depuis le 9 juillet 2025, le Département du Trésor m'a inscrite sur la liste des « ressortissants spécialement désignés », ce qui interdit à tout citoyen ou toute entreprise étatsunienne d'avoir le moindre lien financier avec moi.

Je deviens ainsi la première responsable des Nations Unies à être sous le coup d'une telle mesure – je partage désormais le même sort que Vladimir Poutine, l'ayatollah Ali Khamenei ou encore le président vénézuélien Nicolás Maduro – pour le « crime » absurde d'avoir, dit-on, collaboré avec la Cour pénale internationale. La réalité est tout autre : ce que l'on me reproche, c'est d'avoir dénoncé les violations des droits de la personne commises par Israël contre les Palestiniens. Les États-Unis choisissent d'appeler cela « antisémitisme ». Une accusation à la fois infondée et dangereuse, car elle dessert profondément les communautés juives du monde entier et banalise la mémoire ainsi que la réalité de la haine antisémite. Ces sanctions ne sont rien d'autre qu'une punition pour

avoir exercé, avec constance, le mandat que m'a confié l'ONU, au moment même où Gaza et les territoires palestiniens occupés subissent des souffrances indescriptibles.

Je n'avais pas prévu, en commençant ma vie, de me retrouver dans un combat contre le pouvoir. Je suis née et j'ai grandi à Ariano Irpino, une petite ville montagneuse du sud de l'Italie, un lieu que peu de gens quittent et où ils sont encore moins à s'y installer. Mon adolescence a été façonnée par un rejet viscéral de l'injustice. Dans le même temps, la violence mafieuse – ses assassinats de juges, d'avocats et de journalistes – a laissé une empreinte indélébile sur moi. Lorsque les procureurs antimafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino ont été assassinés en 1992, la Sicile a éclaté de colère. Les gens ordinaires se sont mobilisés partout à travers le sud de l'Italie contre le crime organisé. J'ai alors compris que la solidarité et le courage sont les moteurs les plus puissants de changement.

À dix-huit ans, après le décès de mon père, j'ai trouvé refuge dans le havre de rationalité que m'offraient les études de droit. Bien qu'un profond sens de la justice sociale ait toujours coulé dans mes veines, l'ordre, la structure et la logique du droit m'ont apaisée. J'ai aussi eu la chance d'avoir une mère forte, toujours présente à mes côtés, qui me tenait la main ou posait simplement la sienne sur mon épaule quand j'en avais besoin.

À l'université, j'ai trouvé ma véritable voie. Je me suis engagée dans un collectif d'étudiants critiques. J'animais la vie culturelle du campus et je représentais mes camarades dans les instances académiques. J'ai été indignée par la décision de mon département de vouloir honorer Giovanni Gentile, ministre de l'Éducation de Mussolini et signataire des lois raciales de 1938 qui ont condamné des milliers de juifs[2] italiens à la mort. J'ai organisé une manifestation, et nous avons gagné : la plaque commémorative prévue pour Gentile n'a pas été installée à la faculté de droit.

Pour subvenir à mes besoins, je cumulais deux, parfois trois petits emplois en même temps, et j'ai tout de même obtenu mon diplôme avec la plus haute mention. Ces années m'ont permis de voyager, d'apprendre l'anglais à l'étranger et de découvrir des horizons bien plus vastes que ceux de ma petite ville. Mais devenir avocate n'a jamais été ma vocation : la notion de « juriste des droits de la personne » n'existait pas en Italie à

l’époque, et je n’avais aucune envie de passer le Barreau. Ce qui me motivait réellement, c’était de défendre les personnes privées de leurs droits. Pendant un moment, j’ai rêvé de devenir journaliste, mais ce rêve s’est transformé lorsqu’une généreuse bourse m’a permis de poursuivre des études de droit international et de développement dans une grande ville du sud que j’aimais tant, Lecce.

C’est au détour d’un de mes nombreux petits boulots étudiants que j’ai découvert pour la première fois le monde des relations internationales, grâce à un stage au ministère italien des Affaires étrangères. Cette expérience a ouvert la voie à une bourse onusienne, puis à ma première mission à l’étranger : deux années passées au Maroc, où j’ai travaillé tout en vivant pleinement, à la fois comme voyageuse curieuse et comme témoin malgré moi des injustices et atteintes aux droits de la personne. Cette étape m’a donné envie de faire mon doctorat, et j’ai finalement choisi de poursuivre mes études à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de Londres.

Mon passage à Londres a joué un rôle décisif dans ma trajectoire intellectuelle. Alors étudiante de troisième cycle à SOAS, j’ai découvert les approches critiques du droit international et des études sur le développement. Ce fut une révélation, non sans peine. C’est là que j’ai rencontré Edward W. Said – non pas en personne, mais à travers ses écrits. *L’Orientalisme*[3] et ses autres ouvrages m’ont offert une langue et un cadre pour comprendre la politique de la représentation, la construction de « l’Autre » et les distorsions profondément ancrées dans les récits eurocentrés. Ces idées n’étaient pas toujours confortables, mais elles exerçaient une force irrésistible en dévoilant le monde tel qu’il est.

Edward W. Said – aux côtés d’Antonio Gramsci, autre phare intellectuel dans ma vie – m’a aidée à comprendre comment la culture soutient le pouvoir, et que la résistance doit d’abord commencer par la remise en question des récits que le pouvoir impose. Ces influences ont marqué mon parcours et guidé mes choix. S’en sont suivies quatre années au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme, vécues entre le monde arabe et l’Asie du Sud-Est. Finalement, je me suis installée en Palestine pour travailler au sein de l’UNRWA[4], l’agence de l’ONU créée

en 1949 après la Nakba, la catastrophe de l'expulsion forcée des Palestiniens à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948. Je réalisais ainsi un rêve que je portais depuis longtemps.

À Londres, j'avais étudié la question palestinienne à travers le prisme du droit. J'en suis ressortie avec le sentiment d'une injustice à la fois immense et persistante. Juriste onusienne dans la ville occupée de Jérusalem, je me débattais chaque jour avec la dissonance entre les principes du droit international – égalité, justice, dignité – et la réalité brutale des rapports de force. Nulle part ailleurs cet écart n'était plus flagrant qu'en Palestine, où l'inaction de la communauté internationale tournait en dérision le droit qu'elle prétendait défendre. Cette contradiction m'a finalement poussée à quitter l'ONU, tout en poursuivant mes recherches de manière indépendante.

Entre-temps, mon mari Max et moi nous sommes installés à Washington, où est née notre première fille, Leila. Jeune mère, j'explorais la ville et ses contradictions. J'avais mis de côté le droit et la Palestine, et m'étais formée pour devenir professeure de yoga. Mais les bombardements incessants de Gaza – en 2012 puis en 2014 – m'ont brutalement ramenée à la réalité. Avec Leila en porte-bébé, je participais aux manifestations, cherchant à apaiser la culpabilité de ne pas être aux côtés de mes collègues de l'UNRWA et des Gazaouis qui pleuraient leurs proches. Le sentiment d'impuissance était étouffant.

Je me souviens d'un *sit-in* devant le magasin Target, sur la rue Columbia, où j'ai éclaté en larmes dans les bras de bénévoles de l'organisme Jewish Voices for Peace. Ce fut le début de mon amitié avec nombre d'activistes pacifistes basés à Washington. Parallèlement, je me suis mise à enseigner bénévolement le yoga dans des communautés défavorisées, de la rue Columbia jusqu'à Anacostia. Il n'a pas fallu longtemps avant que, malgré un emploi bien rémunéré mais émotionnellement stérile, mon cœur et mon esprit ne reviennent à la Palestine. Cette fois-ci, ce fut sous l'angle de la recherche à l'université de Georgetown.

Quatre ans plus tard, un nouveau départ : cette fois en Indonésie, où nous avons vécu jusqu'à la naissance de notre deuxième enfant, Giordano.

C’est au cours de cette période que mes recherches ont abouti à un livre consacré aux réfugiés palestiniens[5], qui montre l’humanité des Palestiniens, malgré la tragédie de leur histoire.

Pour ces réfugiés, leur « statut » n’est pas qu’une mention juridique ; il incarne l’expérience quotidienne de l’exil, celle de l’arrachement à une patrie qui a bel et bien existé. Très vite, il m’est apparu évident que leur situation ne pouvait être résolue sans d’abord la reconnaissance du droit collectif du peuple palestinien à l’autodétermination. C’est aussi ce que j’ai souligné dans mon tout premier rapport en tant que Rapporteuse spéciale de l’ONU sur les territoires palestiniens occupés.

Dans ce rôle, je cherche à incarner ce qu’Edward W. Said appelait le « témoin véridique ». Pour moi, l’impartialité ne signifie pas l’indifférence : elle implique d’enquêter avec rigueur, de confronter les faits au droit, et de dire la vérité au pouvoir, même lorsqu’elle dérange. En Palestine, cela revient à dévoiler l’asymétrie profonde entre occupant et occupé, colonisateur et colonisé, et à montrer comment des décennies de dépossession ont fini par être normalisées par une communauté internationale trop souvent impuissante.

Mon parcours, de ma petite ville du sud de l’Italie jusqu’au cœur du droit international, a été marqué par l’intranquillité, la force de mes convictions et une intolérance viscérale face à l’injustice. Si une leçon se dégage de ce cheminement, c’est bien celle-ci : lorsque nous nous tenons ensemble, avec courage, même face à des pouvoirs solidement ancrés, le changement n’est pas seulement possible, il devient inévitable.

Je suis aujourd’hui la huitième Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 – et la première femme à occuper ce poste en 30 ans. Ce mandat a été créé en 1993 par la Commission des droits de l’homme (aujourd’hui le Conseil des droits de l’homme) pour documenter et rapporter à l’ONU les violations commises par Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, territoires alors occupés militairement depuis 26 ans déjà.

Cette occupation, qui viole de manière flagrante le droit international, a permis à la puissance occupante d'établir des dizaines de colonies réservées aux seuls citoyens israéliens juifs (une violation grave de la Quatrième Convention de Genève et un crime de guerre au regard du Statut de Rome). Israël a en parallèle déplacé de force des Palestiniens (autre crime de guerre et crime contre l'humanité), exécuté extrajudiciairement des centaines d'entre eux, et arrêté arbitrairement et détenu dans des conditions inhumaines des dizaines de milliers d'adultes et d'enfants (des actes également constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité).

Les Palestiniens qualifient depuis longtemps ce régime d'apartheid : d'un côté, un droit militaire imposé aux Palestiniens – des lois rédigées par des soldats, appliquées par des soldats, et révisées dans des tribunaux militaires par ces mêmes soldats ; de l'autre, un droit civil pour les colons israéliens. Il aura pourtant fallu près de trois décennies pour que le mot *apartheid* circule plus librement à l'échelle internationale.

À titre d'experte indépendante de l'ONU, ma tâche consiste à examiner les faits avec impartialité et à fournir une analyse juridique rigoureuse et étayée de la situation des droits de la personne des Palestiniens au regard des normes internationales pertinentes.

Il convient de rappeler que mon mandat est pro bono et limité à l'examen des violations commises par Israël, en tant que puissance occupante. Lors de sa création, il reposait sur un constat clair : depuis 1967, Israël occupait illégalement un territoire palestinien et y commettait, depuis plus de 30 ans, des violations répétées et documentées. Annexions rampantes, déplacements forcés, exécutions extrajudiciaires… toutes ces pratiques se poursuivent aujourd'hui encore.

Il m'est arrivé aussi d'examiner les violations commises par le Hamas et par les autorités de facto en place. Mais, par définition, ces actes échappent au cadre de mon mandat, qui est centré sur la racine du problème : l'occupation. Le fait central est ceci : Israël maintient une occupation illégale, de type colonial, visant à perpétuer la dépossession, la privation et l'assujettissement du peuple palestinien. Fondamentalement, cette occupation sans fin repose sur le déni du droit du peuple palestinien à

l’autodétermination – l’un des droits fondateurs de l’ordre international établi après la Seconde Guerre mondiale.

Face au déni abject de leurs droits fondamentaux, les Palestiniens ont cherché à se libérer par tous les moyens, dont beaucoup sont pleinement légitimes en droit international. L’Assemblée générale de l’ONU elle-même a reconnu le droit des peuples colonisés à résister à une occupation étrangère « par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée ». Mais, comme je l’ai toujours affirmé dans mes fonctions de Rapporteuse spéciale, cela ne signifie en aucun cas que les crimes commis contre des civils puissent être justifiés. J’ai toujours été claire : ceux qui commettent de tels crimes, dont certains groupes armés palestiniens, doivent rendre des comptes devant les institutions appropriées du droit international, et non par le biais d’opérations de vengeance militaire qui ne font qu’accroître la souffrance des populations civiles.

Pour comprendre pourquoi ces opérations de représailles sont particulièrement odieuses dans le contexte palestinien, il faut rappeler qu’Israël a été fondé sur des terres palestiniennes, habitées depuis des siècles par une population qui n’a jamais souhaité vivre sous un régime d’apartheid ni sous une occupation étrangère. Que la Palestine d’alors n’ait pas correspondu aux critères occidentaux de l’État-nation est sans importance : la Charte de l’ONU reconnaît à tous les peuples le droit à l’autodétermination et à un gouvernement représentatif. Or, depuis 77 ans, les Palestiniens se voient refuser ce droit, tout en subissant une occupation militaire indéfinie, une colonisation rampante et une annexion de facto. Ces conditions ne font qu’alimenter le cycle de la violence et éloignent toujours plus la possibilité d’une paix juste.

Malgré cette réalité accablante, la question palestinienne reste au cœur des préoccupations mondiales, en Italie notamment, où ce livre a connu un grand succès dès sa parution. Partout, des milliers de personnes sont venues m’écouter, avides de comprendre la situation et d’agir. Cet enthousiasme est inhabituel pour un récit écrit par une juriste, d’autant plus qu’il traite d’un sujet systématiquement effacé de l’agenda public par une presse docile et par l’idéologie dominante. D’où mon bonheur de savoir que *Quand le*

monde dort rejoindra des lecteurs à travers le monde grâce à ses diverses traductions.

Les États-Unis, de par leur soutien inconditionnel à Israël, demeurent l'obstacle principal à une résolution pacifique. En épargnant Israël de toute sanction internationale – que ce soit par leur veto au Conseil de sécurité ou par leurs milliards de dollars d'aide militaire –, ils ont instauré une culture de l'impunité qui a permis à Israël de perpétrer les pires crimes. Comme je l'ai montré dans mes travaux, cette impunité a conduit à l'irréparable : à Gaza, Israël a pu commettre un génocide, c'est-à-dire la négation ultime du droit d'un peuple à l'autodétermination, et même de son droit à exister.

Ce constat n'a pas été une surprise pour les chercheurs spécialisés. Tous les signes avant-coureurs étaient présents dans la période qui a précédé le 7 octobre 2023, ce jour fatidique où le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens ont tué environ 1 200 personnes en Israël et en ont enlevé 252, emmenées à Gaza comme otages. La ségrégation raciale, les déplacements forcés, l'apartheid, les exécutions extrajudiciaires, l'impunité de leurs auteurs tous ces crimes perpétrés à différents moments et contre différentes communautés palestiniennes convergeaient vers un but commun : effacer la présence palestinienne vivante en Palestine, afin de laisser place à un projet sioniste de « Grand Israël ».

Cette tragédie, hélas, était annoncée. Elle résulte de l'échec des États-Unis et de l'Europe à assumer leurs responsabilités au regard du droit international. Selon le droit de la responsabilité des États, un crime tel que le génocide entraîne trois obligations claires pour les États tiers : ne pas reconnaître la situation illégale, ne pas aider à la perpétrer, et coopérer activement pour y mettre fin par des moyens légaux (sanctions, embargos, mesures concrètes). Or ni les États-Unis ni l'Europe n'ont respecté ces obligations. Ils ont continué à entretenir des relations économiques et politiques normales avec Israël, légitimant ainsi son occupation illégale, et se sont refusés à imposer la moindre sanction significative.

Le résultat, tragique, est que le génocide de Gaza est désormais inscrit dans notre histoire : la destruction quasi totale du territoire, le massacre de dizaines de milliers de familles, l'instrumentalisation cynique de l'aide humanitaire, et la tentative désespérée du gouvernement israélien

d’expulser définitivement les Gazaouis hors de leurs terres. Tout cela aurait pu être évité, et de nombreux experts en droits de la personne n’ont cessé de le prédire depuis des années.

L’incapacité de l’Occident à appliquer le droit international à la Palestine, alors même qu’il en est l’un des principaux architectes et garants, montre clairement son désengagement pour une paix véritable. Il maintient l’illusion de son rôle de médiateur, tout en laissant se cristalliser une situation intenable : trois décennies d’un processus de paix sans issue, sous l’égide des accords d’Oslo[6].

Présentés à l’origine comme une voie vers la libération palestinienne, ces accords ont en réalité agi comme un cheval de Troie, permettant le contrôle et le pillage de la société palestinienne. J’ai récemment décrit cette situation comme un continuum carcéral sociopolitique : les Palestiniens sont détenus à la fois « derrière les barreaux » et « au-delà des barreaux », par la contrainte physique, la bureaucratie envahissante et une surveillance omniprésente. Voilà pourquoi je parle des territoires palestiniens occupés comme d’un « panoptique moderne ».

À l’occasion de récents anniversaires politiques, j’ai relu attentivement les déclarations officielles. Ce qui frappe, c’est la volonté de la communauté internationale de maintenir le statu quo, en répétant les mêmes recettes éculées depuis trois décennies. On parle d’ouvrir une « nouvelle voie », « au-delà d’Oslo », sans en reconnaître les failles, en particulier l’incapacité à placer les droits et la dignité des Palestiniens au cœur de toute démarche politique. Voilà qui résume l’air du temps : un mélange d’amnésie, d’aveuglement et de déni.

Le contraste est d’autant plus flagrant quand on observe la réaction internationale face à l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Là, les violations du droit international – l’agression, l’occupation illégale, l’annexion – ont immédiatement suscité une condamnation ferme et une mobilisation rapide en faveur de la justice internationale. À l’inverse, pour la Palestine, le silence est assourdissant.

Cette disparité révèle une profonde dissonance cognitive au sommet des institutions politiques occidentales, ces « grands prêtres de l’empire ». Elle expose aussi les limites du droit international, dont l’application reste

tributaire de la volonté des États. Ce double standard mine les fondements mêmes de l'ordre international axé sur les droits de la personne, tel qu'il avait été conçu à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

L'histoire de la Palestine illustre cruellement comment les pratiques internationales peuvent perpétuer l'injustice, même en présence d'un corpus juridique solide. Dans le paysage politique actuel, où les États oscillent entre l'angoisse « post-Oslo », l'oubli volontaire ou la myopie assumée, je tiens à rappeler ceci : la priorité demeure le respect des obligations internationales et non la définition abstraite de ce que devrait être la paix. Mettre fin à l'occupation, stopper la colonisation et bloquer toute annexion : telles sont les exigences inscrites dans le droit international. Car ce que la loi requiert, au fond, c'est de permettre à l'autre de vivre dans la liberté, la sécurité et la dignité. Voilà la justice dans son sens le plus simple.

Le génocide de Gaza fait désormais partie de notre histoire collective, une tache indélébile qui pèsera sur l'humanité et pour laquelle nos petits-enfants demanderont des comptes. C'est dit, c'est fait. La question qui se pose à présent est celle de l'avenir : comment avancer ?

Il m'est souvent arrivé de penser que la Palestine, pour moi, a été comme la pilule rouge du film *The Matrix* – celle qui révèle la vraie nature du monde. Mon travail, après des années d'étude de la question palestinienne, m'a permis de voir et de comprendre plus clairement le système dans lequel nous vivons.

J'en suis venue à constater le courage qu'il faut pour affronter les rouages de ce système. J'ai vu ce courage se manifester à d'innombrables occasions lors de mes longs voyages, à travers une multitude de visages et d'histoires : représentants officiels, membres de la société civile, chercheurs, intellectuels, travailleurs, syndicats et, surtout, des foules d'étudiants et de gens ordinaires. Des personnes précieuses qui cherchent à faire circuler des propos utiles et à propager l'espoir.

C'est arrivé aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Espagne, en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas, au Portugal, en Égypte, en Jordanie, au Canada et en Italie. Même en Belgique, où la présence des institutions européennes – parfois plus attachées à leur bureaucratie qu'à

leur efficacité – rend souvent l'atmosphère lourde. Ce périple m'a permis de percevoir l'élan qui lie tant de communautés et les pousse à lutter pour la justice, la vérité, la dignité et un avenir plus juste, par-delà les différences.

Ce livre que vous tenez entre vos mains a vu le jour grâce à tous ces compagnons et compagnes de route qui m'ont entourée de près ou de loin. J'ai donc choisi de centrer l'exploration de thèmes que je considère comme fondamentaux pour comprendre l'histoire, le présent et l'avenir de la Palestine sur les récits de dix personnes qui me sont chères. Ces dix personnes, par leur enseignement, leur témoignage ou même simplement leur présence, m'ont guidée sur mon cheminement vers la connaissance de cette terre qui souffre depuis bien trop longtemps.

George, l'un de nos amis les plus proches à l'époque où Max et moi vivions à Jérusalem, nous fera sillonner la ville, ses ruelles, ses recoins, entre les maisons anciennes pleines de charme, les librairies où les livres pour enfants sont désormais confisqués par les soldats israéliens, et les cafés où, il y a quelques années encore, il n'était pas rare de danser aux côtés de jeunes Israéliens – sans uniforme.

Ingrid, une femme européenne qui a choisi la Palestine et qui lui a tant donné, montrera l'exigence de la rigueur dans la pensée et de l'utilisation du cadre juridique de l'apartheid – comme elle me l'avait fait comprendre en 2017, avec une clarté fondatrice.

Eyal, qui a quitté Israël depuis longtemps et estime ne pas avoir le droit d'y retourner tant qu'il ne pourra le faire avec un passeport palestinien, c'est-à-dire celui d'un État unique et démocratique, éclairera sur la complexité des conditions physiques et matérielles qui engendrent un génocide.

Hind, morte à six ans pour le seul fait d'être palestinienne, ouvrira les yeux sur ce que signifie être un enfant dans un pays où, depuis des générations, les mineurs n'ont pas le droit à un nid qui les protège et respecte leurs racines.

Gabor, marqué dès son enfance par les persécutions contre les juifs, révélera l'absurdité de ce que subit aujourd'hui le peuple palestinien et l'illusion de normalité.

Et puis il y a Ghassan, le chirurgien venu de Londres, plongé au cœur de l'horreur innommable de Gaza dans les premiers mois de l'assaut génocidaire ; Malak, la jeune artiste dont l'œuvre illustre la première de couverture, elle qui a fait le chemin inverse, quittant Gaza pour rejoindre Londres, afin de raconter en peinture ce que vit son peuple ; Abu Hassan, qui nous a guidés à travers les lieux marqués par l'oppression que subissent les Palestiniens ; Alon, éminent spécialiste du génocide et ami précieux, qui m'a aidée à mieux comprendre les conflits intérieurs d'un juif israélien qui « voit » les Palestiniens et fait sienne leur cause – car la libération du peuple palestinien de l'apartheid est aussi la clé de la libération des Israéliens eux-mêmes ; et enfin, Max, mon mari, l'une des personnes les plus proches de moi, dans la vie comme dans cette recherche de lucidité que nous aspirons à traduire en action.

Dix personnes, dix récits qui s'entrelacent avec les vies et les visages de beaucoup d'autres – moi-même, les membres de ma famille, la caissière d'un magasin irlandais, ou encore les enfants qui venaient manger les mûres devant notre maison à Jérusalem.

En développant, en ce moment terrible, le germe d'une idée qui me trottait en tête depuis des années – celle d'écrire un livre de « Polaroids de Jérusalem » –, je souhaite aussi raconter ici la Palestine telle que je l'ai vécue : non pas comme une militante, mais comme une personne qui s'en est approchée d'abord par curiosité culturelle, puis avec un regard de juriste.

J'ai voulu interroger, à travers ces récits, à la fois le passé et le présent de la Palestine, dans l'espoir d'imaginer un avenir meilleur pour tous ceux qui partagent cette terre. Mon propos n'est pas d'adoucir la réalité cruelle dans laquelle nous vivons : ces récits sont brutaux, dévastateurs, parfois insoutenables. Certains viennent du cœur même du génocide, d'autres de la position douloureuse de ceux qui, impuissants, ont dû regarder les atrocités de loin.

Et pourtant, au milieu de cette souffrance, j'espère transmettre une conviction : la paix au Moyen-Orient, et en Palestine, reste possible. Cette terre peut redevenir un foyer pour juifs, chrétiens, musulmans et pour tous ceux qui la considèrent comme leur chez eux – quel que soit le nom qu'on

lui donne. Mais cette paix ne pourra voir le jour qu'en s'appuyant sur la justice universelle et la responsabilité partagée. Chaque récit de *Quand le monde dort* offre un regard singulier et complémentaire sur le génocide et sur les erreurs qui nous y ont conduits. Ce sont ces expériences humaines, brutes et authentiques, qui peuvent servir de base à un avenir commun, juste et durable.

Il est temps de se dresser contre la dévastation de Gaza et contre la destruction de ce qu'il reste de la Palestine, et de lutter contre un système international fondé sur la force, au nom d'une soi-disant « paix » toujours invoquée au bénéfice de quelques-uns, et toujours avec des mots servant à travestir la réalité de ce qui est commis – exactement comme Orwell l'avait prophétisé il y a près d'un siècle.

Aujourd'hui, le concept de *doublepensée*[7] imaginé dans *1984* par le Ministère de la Vérité ne nous paraît plus du tout fantaisiste ; il nous invite au contraire à regarder ce que nous avons vraiment sous les yeux.

Face à ce mal qui se répand, et qui voudrait nous soumettre ou nous abattre, nous devons répondre par la conscience et l'action. Le savoir est une arme essentielle, car la connaissance est notre meilleure défense contre la manipulation, l'exploitation et le mensonge. Et de cette connaissance devrait naître, naturellement, l'action.

Mais alors, quelle issue salvatrice peut encore exister, pour nous tous, pour les Palestiniens comme pour les Israéliens ? Moi, je la vois. Même si ce n'est qu'avec les yeux de l'esprit, je la vois – et je vois aussi les contours du chemin qui pourrait nous y mener. Et je sais que cette vision est réellement partagée : toutes celles et tous ceux qui, depuis le début du génocide, ont reconnu en moi un espoir, une lumière, un point de repère, m'ont donné une force que je n'aurais jamais imaginée. Malgré les plaintes, les menaces de mort, la peur que quelque chose n'atteigne ce que j'ai de plus précieux au monde, lutter pour une cause juste est un appel que plusieurs d'entre nous sont incapables d'ignorer.

Je crois profondément en la possibilité de nous retrouver, ensemble, comme une famille humaine, en redécouvrant le sens vrai et profond de la solidarité. Le mot latin *solidum* signifie précisément « un tout » : quelque chose d'entier, d'indivisible, de complet – souvent à l'opposé de ce qui est

fragmenté ou brisé. Et ainsi, comme un seul corps, nous devrions pouvoir nous unir, nous rencontrer et résister. La solidarité, dans ce sens, devient une « forme politique de l'amour », comme l'a si justement dit la rabbine étatsunienne Alissa Wise.

Le succès de *Quand le monde dort* ne se mesurera pas au nombre d'exemplaires vendus, mais à sa capacité à susciter un élan collectif en faveur de la justice. J'espère un effet papillon : que, malgré nos fragilités individuelles, nous soyons capables, ensemble, de provoquer une transformation profonde au nom de notre humanité commune.

Sans trahir le message d'Edward W. Said, j'inclus résolument les Israéliens dans ce discours de réhumanisation. Comme les Palestiniens, ils sont pris dans un projet colonial anachronique – avec, bien sûr, des responsabilités et des souffrances incomparables. Mettre fin à la domination des Israéliens juifs sur les Palestiniens serait un acte de réhumanisation. Car nul ne peut opprimer et brutaliser les autres sans perdre lui-même une part de son humanité.

C'est dans la convergence des luttes pour l'émancipation et la liberté – qu'elles soient individuelles ou collectives – que nous devons retrouver notre *solidum*, notre socle commun. Ensemble, nous pouvons relever tous les défis.

Une chose est certaine : l'avenir dépend du travail que nous accomplissons aujourd'hui. Ce qui importe, c'est d'arrêter immédiatement les injustices passées et de prévenir celles à venir. La responsabilité revient à nous tous – société civile internationale, juristes, étudiants, citoyens du monde – de nous lever et d'utiliser nos voix pour exiger de nos gouvernements qu'ils respectent leurs obligations et défendent l'ordre multilatéral, aujourd'hui plus menacé que jamais.

Lorsque le monde s'endort, c'est à nous, peuples, de le réveiller. Et aujourd'hui plus que jamais, le monde a besoin de cet éveil. Alors faisons du bruit, provoquons la tempête, ou mieux encore – comme on dit chez moi – faisons de l'*ammuina*[8] !

Bonne lecture,

Francesca Albanese

1. Salman Abu Sitta, *Mapping My Return: A Palestinian Memoir*, American University in Cairo Press, Cairo/Oxford University Press, Oxford, 2016. Sauf mention contraire, toutes les notes de bas de page proviennent de la traductrice.

2. Est appliquée dans ce livre la règle suivante : on écrit le nom des religions et des adeptes d'une religion avec une lettre minuscule, soit les musulmans, les chrétiens, les juifs, ou l'islam, le christianisme, le judaïsme. (Note de l'éditeur.)

3. Edward W. Said, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Points, Paris, 2015 ; paru originalement en anglais en 1978, chez Routledge & Kegan Paul Ltd, à Londres.

4. L'UNRWA fournit de l'aide humanitaire et des services essentiels aux réfugiés palestiniens forcément déplacés par la guerre de 1948 en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans les territoires occupés de la Palestine. L'UNRWA est financée par les contributions des États membres de l'ONU. Contrairement au HCR (l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés), l'UNRWA ne propose pas de réinstallation dans des pays tiers. Son mandat est lié à la résolution 194 de l'ONU, qui affirme le droit au retour des réfugiés palestiniens.

5. Francesca Albanese et Lex Takkenberg, *Palestinian Refugees in International Law*, Oxford University Press, Oxford, 2020.

6. Officiellement la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, les accords d'Oslo, signés en 1993, comprenaient entre autres le retrait partiel des forces israéliennes et la négociation ultérieure de certains enjeux d'autonomie palestinienne. Ces négociations, poursuivies jusqu'en 2014, n'ont jamais abouti.

7. Concept central du roman *1984* de George Orwell, la doublepensée est une forme de contrôle mental et de manipulation idéologique qui désigne la capacité de croire simultanément deux idées contradictoires, tout en acceptant que les deux soient vraies.

8. C'est un terme issu du dialecte napolitain où *fare ammuina* signifie un joyeux brouhaha, s'agiter dans le vide, et, parfois, s'agiter pour attirer l'attention bienveillante de ses supérieurs.

HIND

Qu’est-ce que l’enfance en Palestine ?

« Parvenir à ne plus avoir peur.
Voilà le but ultime de l’homme. »
— ITALO CALVINO, *LE SENTIER DES NIDS D’ARAIGNÉE*[9]

Fin janvier 2024. Hind Rajab a six ans. Elle est recroquevillée sur la banquette arrière de la voiture de son oncle et sa tante, serrée contre ses quatre cousins. Après le énième ordre d’évacuation dans la zone ouest de Gaza, sa mère et ses frères ont fui à pied, mais comme il pleuvait et qu’il faisait froid, son oncle et sa tante ont embarqué Hind avec eux en voiture.

C’est le début de l’après-midi, les frêles habitacles en tôle des voitures ne protègent pas du fracas des bombes, l’embouteillage est terrifiant. Quelque chose ne va pas. Les adultes le sentent, ils sont nerveux, leurs voix se bousculent, haletantes. Non loin d’une station-service du côté de Tel al-Hawa, la voiture est prise sous un déluge de feu de l’artillerie israélienne. Puis, un silence glacial, irréel. Hind regarde autour d’elle : personne ne parle, chacun s’est affaissé sur lui-même, comme vidé. Les mains tremblantes, elle extirpe le téléphone d’entre les doigts de sa cousine de quinze ans, Layan, tuée alors même qu’elle parlait avec les opérateurs du Croissant-Rouge.

Hind explique que « les autres sont morts ou endormis » et supplie qu’on vienne la sauver. « Le char est à côté de moi. Il bouge. Tu viendras me chercher ? J’ai très peur. » Au bout du fil, l’opératrice – elle aussi terrifiée, consciente du danger qu’encourt Hind – lui répond avec tendresse : « *habibti* », « mon trésor », et reste en ligne pour ne pas la laisser seule. Il a fallu trois heures de communication. Trois heures pour que ses collègues du Croissant-Rouge parviennent à coordonner les secours avec les autorités

israéliennes, localiser la voiture et obtenir l'autorisation de sauver l'enfant. Trois heures avant que l'opératrice puisse rassurer Hind et lui dire que deux secouristes étaient en route.

L'enregistrement de cette conversation déchirante, suspendue à un fil, est désormais entré dans l'histoire, et peut-être qu'un jour il servira de preuve aux juges qui condamneront les responsables du massacre dans lequel Hind a été tuée : douze jours plus tard, on retrouvera son corps dans cette même voiture criblée de plus de trois cents impacts de balles, non loin de l'ambulance avec les cadavres des deux secouristes qui étaient venus pour la sauver. Ils ont été abattus avant d'avoir pu la rejoindre.

Les investigations du groupe britannique Forensic Architecture, dirigé par le professeur Eyal Weizman, en reconstituant les distances et la trajectoire des tirs, ont démontré qu'il n'était « pas plausible » que les soldats israéliens qui ont tiré depuis leur char n'aient pas eu une vision claire de la présence de civils à bord du véhicule, parmi lesquels deux fillettes.

L'histoire de Hind est devenue le symbole de la brutalité de l'assaut israélien contre la population de Gaza après le 7 octobre 2023. La petite fille a été tuée plus de trois mois après cette date, à un moment où Israël avait déjà massacré plus de 26 000 personnes, dont au moins 10 000 enfants. Comment a-t-on pu tolérer tout cela ? Et comment est-il possible qu'aujourd'hui encore – à la fin mars 2025, tandis que j'achève la révision de ce livre –, alors que le nombre officiellement recensé d'enfants tués a dépassé les 17 000, dont 1000 âgés de moins d'un an, l'impunité règne et que poursuive sa route, inexorable, la machine de mort enclenchée par Israël ?

La réponse se trouve dans des décennies de manipulation du discours, manipulation qui a perverti notre perception des rapports de force entre Israéliens et Palestiniens.

Ces 30 dernières années, ce discours dominant a conduit beaucoup de personnes à croire que les Palestiniens sont les seuls responsables de leur sort, qu'ils représentent une menace existentielle pour Israël. Même les enfants ? Oui, même eux – et peut-être surtout eux. Car dans la logique de

l’assaut lancé après le 7 octobre, chaque vie palestinienne est perçue comme un danger potentiel pour la survie d’Israël.

Combien d’enfants palestiniens sont morts ainsi ? Dans l’impunité des coupables, dans la douleur lancinante de familles et de communautés tout entières ? Des dizaines de milliers.

Aussi atroce soit-elle, l’histoire de Hind n’a rien d’exceptionnel en Palestine.

Mohammed Tamimi avait deux ans lorsqu’un jour, quelques mois avant le 7 octobre 2023, les forces d’occupation israéliennes – celles qu’on appelle officiellement Forces de défense israéliennes (IDF en anglais) – lui ont tiré une balle dans la tête alors qu’il se trouvait en voiture avec son père, en Cisjordanie occupée. Personne n’a été tenu responsable. Comme toujours. Voilà ce qu’est l’enfance, en Palestine.

À Jérusalem, juste derrière le jardin de la maison où Max et moi vivions, il y avait une petite colline avec un mûrier immense, incroyable, généreux, qui donnait des fruits pendant de longs mois. Sous l’arbre se formait un tapis violet de mûres tombées, les enfants venaient souvent les cueillir. Juste au pied de la maison, un muret de pierres était surmonté d’un grillage métallique, sans doute installé provisoirement des années auparavant, mais jamais retiré. Les enfants, à force de passer par là pour attraper les mûres, y avaient creusé leur propre passage.

Un jour, en les apercevant, je leur ai dit :

— Salut les enfants, si vous voulez des mûres, frappez à la porte, je vous l’ouvrirai, comme ça vous n’aurez pas à passer par le trou.

La plupart n’ont pas compris mes paroles – ils ne parlaient pas anglais – sauf un petit garçon aux grands yeux sombres que j’avais déjà vu dans le quartier avec ses amis et sa sœur jumelle Muna.

Alors je me suis adressée à lui directement :

— Salut. Je sais que vous habitez dans le coin, je vous ai souvent vu jouer. Si vous voulez des mûres, n’hésitez pas à nous faire signe. Ce sera plus sûr que de passer par ce grillage.

Sa réponse, respectueuse mais ferme, m’a laissée sans voix.

— Non, merci. Pas besoin que tu laisses la grille ouverte. On continuera à les prendre comme on a toujours fait, en passant par là.

À onze ans, le petit Mohammed m'a paru déjà incroyablement assuré. Sa famille avait été l'une des premières du quartier de Sheikh Jarrah à être spoliée de sa maison par des colons israéliens – ces civils armés qui s'installent dans les colonies de Cisjordanie avec le soutien de l'armée. C'est dans cette maison que Rifqa, la grand-mère de Mohammed, s'était réfugiée en 1948 après avoir été chassée de Haïfa (aujourd'hui en Israël). Au terme d'une longue bataille judiciaire, en 2009, la bâtisse principale a été saisie par les colons israéliens, et la famille El-Kurd a dû construire, dans le jardin, une extension sommaire où elle a été contrainte de vivre.

La réponse de Mohammed m'avait frappée, car il n'est pas courant qu'un enfant de onze ans — ou de sept, douze, quatorze ans — ait une telle conscience de ses droits, de son espace, de son identité. Mais pour les Palestiniens grandissant sous occupation, comme pour les millions d'autres nés dans les camps de réfugiés autour de la Palestine, c'est la norme.

Des générations entières ont vu leur terre disparaître jour après jour sous leurs pieds comme un tapis qu'on retire. Cela a nourri une lutte interminable pour la maison, pour la dignité, pour tout ce qui devrait aller de soi à cet âge. Aux enfants palestiniens, on arrache l'enfance. Ils deviennent adultes dans des corps d'enfants, déjà accablés par les soucis, les peurs, les responsabilités qui ne devraient jamais être les leurs. C'est pour cela qu'en tant que Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, j'ai choisi de consacrer mon troisième rapport, en 2023, à l'enfance. Et pour cela, j'ai emprunté à la langue anglaise un mot qui traduit puissamment la réalité palestinienne : *unchilding*, c'est-à-dire « privé d'enfance ». Ce choix est né de l'espoir qu'en montrant ce que signifie réellement la vie d'un enfant en Palestine – à travers des récits, des données, du droit – l'opinion publique serait plus clairement informée de la gravité de la situation. Lorsque j'ai mené mes recherches, la situation était déjà terrible, mais bien différente de celle d'aujourd'hui : le rapport qui a été présenté le 20 octobre 2023 avait été achevé seulement deux semaines avant. À ce moment-là, les chiffres des enfants palestiniens tués sur les 15 années écoulées (de 2008 à septembre

2023) étaient déjà épouvantables : plus de 1 400. Chacun d'eux était un petit univers effacé à jamais.

Du 7 octobre 2023 à mars 2025, ces chiffres déjà monstrueux ont été multipliés par 10 : en 17 mois, plus de 17 000 enfants ont été tués, dont plus de 1 000 nourrissons dont la vie a été fauchée avant même qu'ils puissent apprendre à marcher, à parler, à jouer.

À Gaza, en août 2024, Mohammed Abu al-Qumsan était en route pour aller remplir les documents de certificats de naissance de ses jumeaux, âgés de trois jours, lorsqu'il a reçu un appel : « Ton appartement a été bombardé. Tes enfants et ta femme sont à l'hôpital. » Il n'y avait déjà plus rien à faire. Ils étaient morts avant même d'avoir pu regarder le monde. Voilà ce qu'est l'enfance, en Palestine.

En 2023, n'ayant pas obtenu les autorisations nécessaires du gouvernement israélien pour mener mes recherches dans les territoires occupés, recherches que je faisais en vue du rapport destiné à l'Assemblée générale de l'ONU cet automne-là, j'ai décidé d'adopter une approche différente. Avec le soutien de la société civile palestinienne et d'autres collaborateurs, nous avons mis en place des groupes de discussion qui m'ont permis d'interviewer des enfants en ligne. À cette époque, je me trouvais en vacances avec ma famille en Sicile, chez les *nonni* des enfants, mes beaux-parents. Chaque après-midi, après avoir déjeuné avec mes enfants et m'être rapidement baignée, j'allais sur la terrasse du petit établissement balnéaire. Là, une fois l'ordinateur branché à l'une des rares prises électriques disponibles, commençaient des entretiens qui duraient plusieurs heures, jour après jour. Les groupes d'enfants et d'adolescents rencontrés se sont révélés rapidement bien organisés et très disciplinés. Répartis par tranches d'âge et par région, enfants, parents et accompagnateurs se montraient enthousiastes à l'idée de pouvoir partager leurs expériences et leurs témoignages avec moi. Assis autour d'une table ou perchés sur des bancs parfois plus hauts qu'eux (comme à Jénine), tous restaient attentifs, concentrés devant l'écran. Quelqu'un traduisait, même si, à Gaza en particulier, la majorité des enfants parlaient plutôt bien anglais, ce qui me permettait d'échanger directement avec eux, sans intermédiaire.

Ces rencontres me confrontaient à un véritable miracle de vie, de vitalité et de douceur – une scène où la force et l'espoir semblaient subsister, envers et contre tout. Au cœur de l'occupation permanente – le siège imposé transformait chaque habitant en prisonnier d'un ghetto à ciel ouvert – et de la proximité écrasante des colonies israéliennes en Cisjordanie, avec leurs incursions militaires, leurs arrestations arbitraires et les violences des colons, les enfants que j'ai rencontrés cet été-là faisaient preuve d'une capacité extraordinaire à préserver des valeurs fondamentales, à commencer par l'amour de l'école. Les garçons avaient revêtu leurs plus belles chemises, s'étaient soigneusement coiffés ; les filles portaient des robes colorées, les cheveux attachés sous un foulard ou tombant librement sur les épaules. Et ces voix, face à moi, me parlaient d'une soif insatiable de savoir, d'un désir ardent de futur.

C'est aussi cela, l'enfance en Palestine.

Ce qui m'a d'abord beaucoup frappée – et m'a appris aussi quelque chose sur moi-même, sur les préjugés inconscients que nous portons en nous, parfois –, c'est que les enfants étaient incroyablement préparés lorsqu'on abordait des sujets moins personnels et plus généraux. Qu'il s'agisse de l'eau, de l'éducation, de la liberté de mouvement, ils décrivaient les violations subies avec une précision et une force revendicative telles que cela pouvait sembler presque trop construit. « On dirait de petits avocats », me suis-je dit. J'ai compris très vite qu'il n'y avait rien d'artificiel dans leur manière de parler, de défendre, d'argumenter. Ce n'est pas comme mes enfants qui vont à l'école, jouent, vivent dans un cocon protégé. Eux ont vécu, dans leur propre chair, des réalités qui blessent et qui effraient. Alors, oui, on comprend que, pour eux, parler des droits de la personne devient une revendication vitale : comment est-ce possible ce qui nous arrive, alors que sur papier tous ces droits devraient être garantis ? Cette question résonne avec force dans les bouches des enfants palestiniens. C'est un appel à la justice, cette justice qui fait totalement défaut. Pendant que mon fils, à huit ans, apprend par cœur ses tables de multiplication, les enfants palestiniens s'approprient le langage du droit pour revendiquer leur propre existence, leur propre humanité. Et ainsi, paradoxalement, pour défendre

leur droit à être des enfants, ils deviennent de véritables petits avocats, portant sur leurs épaules le poids écrasant de cette revendication. Un poids ancien, transmis de génération en génération : c'est pourquoi cette innocence s'accompagne chez eux de la conscience profondément enracinée de l'injustice subie. Il faut à l'enfant un courage surhumain pour affronter l'oppression : cet état de guerre permanent, cette séparation du reste des Palestiniens du monde, l'impossibilité de voyager, et même de rêver aux choses les plus simples. Pour moi, ces journées avaient quelque chose de surréaliste. Il me suffisait de faire quelques pas vers la maison des *nonni* pour revenir à mon quotidien, un monde où les questions étaient « Est-ce que les enfants ont mangé ? », « Qui s'est disputé avec qui ? », « Qui a dévoré deux glaces en cachette ? ». Je basculais sans cesse d'un univers à l'autre. Quand je rejoignais les enfants de Gaza City, de Khan Younès, de Jérusalem, de Bethléem, de Naplouse, de Ramallah, de Masafer Yatta, je me laissais absorber par une réalité radicalement différente.

Parfois, il arrivait que mon cadet, Giordano, alors âgé de six ans, vienne spontanément voir avec qui je parlais, encore en maillot de bain, insouciant. Je me souviens d'un jour où un enfant depuis l'écran m'a demandé :

— Pourquoi ce garçon n'est pas habillé ?

— Parce que nous sommes à la mer.

Lui, la mer, il ne l'avait jamais vue.

Avec les enfants de Cisjordanie, nous avons pu organiser plus de rencontres qu'avec ceux de Gaza, où la logistique était bien plus difficile. Organiser les transports, permettre aux parents d'accompagner leurs enfants était souvent impossible, en raison des centaines de checkpoints, fixes ou mobiles, érigés par l'armée israélienne pour « surveiller » les déplacements palestiniens. Il nous a donc fallu planifier de nombreux rendez-vous, par petits groupes de quatre ou cinq enfants, pas toujours les mêmes. Ils m'attendaient assis sagement, un peu fébriles, déjà prêts à me dire ce qu'ils avaient à dire. Je les laissais parler. J'avais déjà rassemblé les chiffres sur les guerres, les attaques, les destructions de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, les expulsions, les meurtres, les arrestations. Ce que je voulais maintenant, c'était entendre leur parole à propos de leur maison, leurs jeux, leurs

voyages, leur famille, pour que ce rapport que j'écrivais soit aussi, autant que possible, le leur. Les groupes de discussion ne duraient jamais moins de deux heures. Vers la fin, une fois que nous avions établi une certaine proximité, je me sentais prête à poser la question : « Est-ce qu'il y a quelque chose qui vous fait peur ? » Inévitablement, tous parlaient de la mort. La peur la plus profonde de ces enfants, c'était de mourir, ou de perdre leurs parents. En deuxième lieu, les arrestations. En troisième, « qu'ils détruisent ma maison ».

Telles sont les peurs les plus fréquentes des enfants palestiniens. C'est ainsi qu'ils grandissent.

Et cela me semblait d'une brutalité inouïe. « Nous devons nous battre pour avoir le droit de respirer, d'exister ici, de rester sur notre terre sans souffrir chaque jour », a dit Rawan, onze ans. Et Aladdin, quatorze ans : « Il faut toujours fuir un danger : si ce ne sont pas les soldats, ce sont les colons. »

Dans les récits des enfants que j'ai rencontrés, j'ai entendu des milliers de manières de dire la violence et la peur : la violence des checkpoints, celle de la perte du travail du père, des gifles, des coups, des humiliations en public, du « je prends ta terre, j'humilie tes parents » ; la douleur de vivre sans ses parents, arrêtés ou tués, qu'il faut remplacer par des proches qui vous aiment, certes, mais qui ne sont ni père ni mère.

Même avant le 7 octobre 2023, c'était déjà leur vie quotidienne : « ils nous bombardaient de partout, ils étaient partout. On avait très peur que nos parents meurent », m'a raconté Yasmine, seize ans, qui avait déjà vécu cinq guerres à Gaza.

Voici l'histoire de Samer, onze ans :

« Mon père a été tué près d'une colonie par les soldats. Ils disaient qu'il était violent… Non seulement j'ai perdu la personne la plus importante de ma vie, mais ensuite, ils ont pris notre maison. D'abord je suis devenu orphelin, puis sans-abri. »

Et celle de Fares, douze ans : « L'année dernière, les soldats ont attaqué mon école trois ou quatre fois. Ils lançaient du gaz lacrymogène,

tiraient à balles réelles. Beaucoup de mes camarades et de nos professeurs ne pouvaient plus respirer. »

Voilà ce qu'est l'enfance en Palestine.

Malheureusement, ce n'est pas uniquement la violence qui vole l'enfance des enfants palestiniens. La violence qu'ils subissent ou dont ils sont témoins n'est pas seulement brutale et soudaine : elle est aussi – avec une férocité tout aussi insidieuse – systémique. Elle s'infiltre dans chaque recoin du quotidien, le façonne, en balise les contours.

Lorsque j'ai rédigé mon rapport sur l'enfance, nous avons comptabilisé les enfants blessés, les enfants mutilés à vie, ceux dont les parents avaient été tués, blessés ou handicapés, ainsi que toutes les personnes – adultes et mineures – ayant subi des traumatismes. Ces chiffres donnent le vertige, mais en même temps, ils ne disent rien. Depuis des années, les Palestiniens dénoncent cette banalisation par les statistiques.

Une organisation de jeunes écrivains fondée à Gaza par le professeur et poète Refaat Alareer porte un nom qui en dit long : We Are Not Numbers (Nous ne sommes pas des chiffres). Elle est née en réaction à la destruction de la culture, de l'identité et des espoirs palestiniens à Gaza, conséquence directe de l'occupation permanente. Du conflit permanent. C'est toute la vie des Palestiniens – et surtout celle des plus jeunes – qui est en suspens. Pour tout enfant, la maison devrait être le cœur de l'enfance, un refuge, un lieu sûr où grandir, rêver, s'aventurer. Or en Palestine, même à l'intérieur des murs du foyer, il n'y a aucune certitude de sécurité. Les expulsions et les destructions de maisons font partie du modus operandi de l'occupation israélienne. Grandir dans cette réalité signifie vivre avec un sentiment de non-appartenance imposé de l'extérieur. Chaque pierre confisquée représente non seulement une habitation détruite, mais un morceau de vie, d'histoire, un passé effacé, un avenir hypothéqué. Cela laisse une cicatrice profonde, une perte qui dépasse la simple matière : elle brise les liens, décime les communautés et projette sur l'enfance l'ombre constante d'une existence incertaine.

Le colonialisme de peuplement israélien, conçu pour annexer progressivement (et illégalement) ce qui reste du territoire palestinien, ne se

limite pas à cela. Il crée un environnement coercitif qui étouffe toute possibilité de développement et d'épanouissement.

Les enfants et leurs familles sont poussés vers la pauvreté, privés de ressources essentielles comme l'eau et l'électricité. La ségrégation spatiale et les restrictions de déplacement imposées par l'occupation les empêchent d'accéder à une éducation digne et à des soins médicaux adaptés – aussi bien à Gaza (même avant l'offensive actuelle) qu'en Cisjordanie.

L'occupation touche tous les aspects de la vie palestinienne. Dans les territoires occupés, les démolitions punitives et les expulsions forcées laissent de nombreuses familles sans-abris, condamnant les enfants à une enfance marquée par l'anxiété et l'instabilité. Le blocus de Gaza – véritable prison à ciel ouvert qui étouffait Gaza depuis 16 ans avant sa destruction quasi totale – et les attaques militaires répétées ont anéanti les infrastructures vitales, forçant des millions de personnes à survivre grâce à l'aide humanitaire. Des générations d'enfants ont vu leurs maisons et leurs terres rasées, leurs familles et leurs amis tués. Ils ont intériorisé le traumatisme, celui d'un peuple sans cesse humilié, affamé, privé de dignité. Les enfants palestiniens d'aujourd'hui – qui représentent près de la moitié de la population – ont toujours vécu sous occupation, tout comme leurs parents avant eux. Un système qui, génération après génération, les prive de droits fondamentaux : l'autodétermination, la sécurité, la dignité, la croissance. Leur enfance tout entière est un combat quotidien pour ne pas sombrer.

Ces enfants deviennent adultes dans un environnement gangrené par la violence.

Les images d'enfants déambulant au milieu des décombres, ramassant des jouets ou des livres ayant échappé aux bulldozers ou réconfortant des parents effondrés, me hantent toujours. À l'été 2023 – qui me semble si lointain maintenant –, j'ai aussi interviewé des adultes qui, enfants, avaient vécu la première ou la seconde Intifada, et qui sont aujourd'hui parents, voire grands-parents. Un élément revenait sans cesse : l'occupation est devenue toujours plus violente.

Ahmed m'a confié : « Quand on était petits, du temps de la première Intifada[10], on pouvait encore courir sur les collines. Aujourd'hui, il y a le

mur. Il y a trop de checkpoints. C'est fini, de courir sur les collines. Terminé. »

Au fil des années, les colonies israéliennes n'ont cessé de s'étendre. Depuis les accords d'Oslo dans les années 1990 jusqu'à la construction du mur dans les années 2000, en passant par les violences constantes en Cisjordanie, l'espace vital des Palestiniens s'est réduit et fragmenté. Les enfants ont même été privés de l'espace pour imaginer.

Ils vivent enfermés. Et c'est là que j'ai pris conscience d'un autre aspect essentiel de l'occupation : l'esthétique de l'enfermement. Grandir sous occupation israélienne, c'est grandir dans une prison à ciel ouvert, faite de checkpoints, de miradors, de colonies qui dominent ce qu'il reste du territoire palestinien, de soldats armés prêts à faire régner leur « ordre » à la moindre « menace » présumée. La violence que l'on subit dans cet espace n'est pas seulement physique, elle est aussi psychologique. Je pense à ces enfants que j'ai rencontrés, et j'imagine que beaucoup d'entre eux finiront par quitter leur terre, où il ne semble plus y avoir d'horizon, où les rêves sont étouffés par la brutalité de l'occupation. Là où sont contraints de vivre adultes et enfants, les chiffres des arrestations de mineurs sont glaçants : plus de 13 000 enfants palestiniens arrêtés entre 2000 et 2023 ; plus de 300 depuis octobre 2023. Les arrestations ont lieu sous n'importe quel prétexte.

Comme en témoigne Abir, quatorze ans : « Un garçon palestinien marchait dans la rue. Les soldats l'ont arrêté, fouillé, frappé, puis emprisonné parce qu'il avait refusé d'enlever son pantalon pendant la fouille. »

J'ai moi-même assisté à une infinité d'abus et d'humiliations similaires de la part de l'armée ou de la police israélienne. Rien de tout cela ne m'était inconnu. Mais entendre ces horreurs racontées par des enfants, c'était insupportable.

À l'époque de mes groupes de discussion, les violences aux checkpoints et les incursions militaires – de jour comme de nuit – dans les villages palestiniens étaient quotidiennes. Même les soldats israéliens, notamment ceux de Breaking the Silence[11], reconnaissaient sans détour qu'ils avaient ordre d'envahir les villages, parfois chaque nuit pendant des

semaines, voire des mois, pour épuiser la population et la pousser à partir, au nom de la « sécurité israélienne ».

À la violence structurelle quotidienne s'ajoute la violence des guerres, des pogroms[12] menés par les colons armés (toujours plus nombreux en Cisjordanie), et des attaques militaires. Chaque année, des centaines d'enfants et d'adolescents sont arbitrairement arrêtés, mutilés ou tués, subissant des traumatismes physiques et psychologiques profonds, rarement pris en charge ou traités. Pour tous les Palestiniens, même les plus jeunes, la protection est un mirage. Les enfants grandissent exposés en permanence à la violence, et c'est toute la société qui en souffre. Ce traumatisme, intergénérationnel, je l'ai vu de mes propres yeux lorsque j'ai rencontré de jeunes garçons qui avaient été emprisonnés. Même ceux qui, après une forme de réhabilitation, allaient « mieux », portaient en eux des stigmates indélébiles. Certains retournent à l'école, mais c'est un parcours semé d'embûches : si tu sors trop tôt de prison, c'est souvent parce que tu as *parlé* et donc livré quelques secrets aux ennemis – tu seras mis à l'écart de ta propre communauté. À l'inverse, si tu as résisté six mois, un an, deux ans, tu deviens un héros. Mais pour que tu aies pu sortir, il est probable que tes parents aient eu à payer. Ce n'est pas normal de devenir adulte dans un tel système. Quand on se demande d'où vient la violence, il suffit d'approfondir le regard et de mettre de côté ses préjugés. Les récits que j'ai entendus pendant les entretiens en ligne m'ont profondément bouleversée. L'année 2023 avait été d'une violence extrême : au moins 17 attaques de colons contre des villages palestiniens se sont soldées par des Palestiniens tués, sans compter les voitures et les maisons brûlées.

Je me souviens d'un garçon de douze ans qui avait perdu sa sœur lors d'une attaque militaire à Jénine, à l'été 2023. L'armée israélienne avait assiégé la ville pendant plusieurs jours ; sa sœur était dans la cour de sa propre maison. Tous me parlaient de cette jeune fille, du vide qu'elle avait laissé dans le camp de réfugiés où elle avait grandi, au sein du Freedom Theatre de Jénine, dont elle faisait partie. Ce théâtre, qui porte dans son nom l'idée de liberté, est un lieu où les enfants, dans une zone de tension constante, peuvent explorer leur créativité, exprimer ce qui les habite.

« Quelle somme de douleurs un si petit corps peut-il supporter ? » me suis-je dit en écoutant cet enfant me raconter, avec une lucidité déchirante, la mort de sa sœur survenue pratiquement sous ses yeux.

Laila Mohammed Ayman Khatib avait deux ans. Elle dînait à la maison avec sa famille quand un soldat israélien lui a tiré une balle dans la nuque. C'était en janvier 2025. Combien de journaux en ont parlé ? Pourquoi la vie – et la mort – des Palestiniens n'a-t-elle pas de place ni de voix dans nos sociétés ?

C'est ainsi également que l'État d'Israël sème la haine parmi les Palestiniens. Et pourtant, ce qui m'a aussi profondément marquée pendant ces après-midis d'été 2023, c'est le sens profond de la discipline, de la résilience, du respect mutuel qui se dégageait des groupes de discussion organisés à Gaza. Il y avait des conseils de jeunes, des ONG qui avaient mis en place des espaces de dialogue où les enfants pouvaient parler des situations qu'ils vivaient, des privations qu'ils subissaient. Je me souviens d'un échange entre deux fillettes, qui discutaient avec douceur. L'une disait : « C'est vrai que le blocus et le siège sont terribles pour tout le monde… Mais toi, avec ta leucémie, tu as pu aller en Cisjordanie, et tu as vu les montagnes ! Moi, les montagnes, je ne les ai jamais vues. »

La maladie est un autre thème qui revenait souvent dans mes échanges avec les enfants. À Gaza, déjà avant le génocide, la terre était polluée, surpeuplée, parsemée d'engins non explosés, l'eau était imbuvable. La contamination était partout. Et les cas de leucémie et de cancer, même chez les plus jeunes, étaient en forte hausse. Plusieurs rapports de l'ONU et d'autres organisations humanitaires ont documenté des situations tragiques : des enfants de Gaza âgés de quatre ou cinq ans contraints de voyager seuls pour recevoir des soins en Cisjordanie, car à Gaza, on manque d'infrastructures médicales adéquates et leurs parents n'ont pas les autorisations nécessaires pour les accompagner. Ces restrictions font partie des mesures de sécurité imposées par Israël depuis 2007. Elles ont eu un impact dévastateur sur toutes les formes de circulation. Les familles devaient donc chercher des soins ailleurs, ce qui mettait en danger la sécurité des enfants et engendrait un stress émotionnel immense, autant pour les jeunes patients que pour leurs proches, contraints à la séparation

dans les moments les plus vulnérables de leur vie. Ceci dit, les Palestiniens font souvent preuve d'une solidarité remarquable : il y a toujours quelqu'un pour accueillir ces enfants – un ami, un parent, un membre d'une organisation humanitaire.

Voilà ce qu'est l'enfance, en Palestine.

Ou plutôt, voilà ce qu'elle était quand les enfants avec qui j'ai parlé étaient encore vivants, quand Gaza débordait, malgré tout, de vie. Aujourd'hui, il ne reste plus rien qui n'ait été laminé par la guerre : maisons, familles, vies. La Gaza que m'avaient racontée ces enfants en 2023 n'existe plus, et une grande partie de la Cisjordanie que j'ai connue est détruite pendant que j'écris ces lignes. Même si ceux qui survivent à la tuerie ont le désir de reconstruire, ce qui reste n'est que ruines – et sur les ruines de Gaza, la poussière ne s'est pas encore déposée. Après plus de 500 jours de bombardements quasi ininterrompus, les bombes continuent de tomber. Au moment même du génocide contre les Palestiniens, lors d'une conférence tenue à Londres, le docteur Ghassan Abu-Sittah racontait : « Les enfants arrivent morts, en morceaux, grièvement blessés. Je demande des informations médicales, personne ne sait rien. Ce ne sont pas les enfants de ceux qui les amènent. Leurs parents ont été tués. »

Cela aussi, c'est l'enfance en Palestine.

Être un enfant en Palestine est une réalité qui oblige à se poser des questions déchirantes. Pourquoi est-ce ainsi ? Sommes-nous moins humains que les autres ?

Il ne faut donc pas s'étonner si, dans mes groupes, les enfants se comportaient comme des adultes, revendiquant leurs droits avec fermeté, même face à moi.

Je leur disais : « Sachez-le bien, je suis ici pour vous écouter, c'est mon travail, et je veux vraiment que tout ce que je raconte vienne de vous. Je serai votre voix. Je ne sais pas si cela changera quoi que ce soit, mais… »

Ma promesse, je l'ai tenue, même si finalement, tout a été pire que ce à quoi on pouvait s'attendre ; pire, même, que tout ce qu'on aurait pu imaginer.

Je me souviens aussi de cet été-là comme du premier moment où mes propres enfants m'ont confrontée :

— Pourquoi tu passes tout ce temps avec les enfants à l'ordinateur et pas avec nous ?

Je comprenais à quel point cela leur paraissait étrange, et j'essayais de répondre, presque certaine de ne pas être comprise en me disant qu'au moins ils comprendraient plus tard.

—Parce que si j'étais la maman d'un de ces enfants derrière l'écran, j'aimerais qu'il y ait quelqu'un pour m'aider. Et si j'étais elle, je voudrais que mes enfants en Palestine aient les mêmes droits que ceux qui sont ici, à la mer, à moitié nus toute la journée, et dont la pire crainte c'est de se faire piquer par un oursin.

C'était comme si, de part et d'autre de cet écran – d'un côté, ces enfants lucides, déterminés, de l'autre, ceux qui vivaient un été insouciant –, je pouvais entendre les voix de l'intérieur et celles de l'extérieur.

Je me souviens d'un après-midi, un an plus tard. Par la fenêtre, je voyais mon fils Giordano sauter à la corde, riant aux éclats, tandis que, sur mon ordinateur, une mère de Gaza courait, hurlant de désespoir, vers sa maison où son fils était en train de brûler vif.

C'est ça, l'enfance en Palestine.

La protection de l'enfance devrait être au cœur de tout débat autour de la « question palestinienne », afin de garantir à chaque enfant le droit de grandir protégé, dans un environnement de sécurité, de dignité et de liberté. Et pourtant, ce ne sont pas seulement les enfants palestiniens qui grandissent dans un système foncièrement injuste, qui les expose en permanence à la violence : ce sont aussi les enfants israéliens. Eux aussi sont, au fond, des victimes. Car – comme l'explique la philologue israélienne Nurit Peled-Elhanan – être éduqué dès l'enfance à la peur, à la méfiance envers l'autre, à la normalisation de la violence, à une vision du monde fondée sur la domination raciale et la suprématie n'est pas un choix :

c’est une idéologie inculquée par les dirigeants politiques, par les parents eux-mêmes parfois.

Les enfants grandissent. Et les enfants d’aujourd’hui sont les adultes de demain. S’il y a une chose que les générations palestiniennes nous apprennent, c’est que leur peuple ne se soumet pas à l’occupation.

Il résiste comme il peut, comme il sait. Il l’a fait face aux Britanniques, qui ont bradé sa terre entre 1936 et 1939. Il l’a fait à la fin des années 1980, quand la mort de quatre Palestiniens renversés par un camion militaire israélien dans le camp de Jabalia, à Gaza, a déclenché la première Intifada. Il l’a fait lors de la seconde Intifada, en 2000, qui a été plus violente. Et il continue. Parfois pacifiquement, pas toujours. Car plus l’oppression est violente et odieuse, plus explosive est la révolte. Depuis toujours, les Palestiniens veulent être les acteurs de leur propre émancipation face à l’occupation et à l’apartheid. Cette volonté collective a pris, au fil du temps, une forme de plus en plus claire, de plus en plus ferme – comme lors du grand mouvement de protestation de 2021, après une nouvelle vague d’humiliations et de violences visant les habitants palestiniens de Jérusalem. À la tête de ce mouvement, il y avait de nombreux jeunes du quartier de Sheikh Jarrah – là même où j’avais vécu. Parmi eux, deux jumeaux : Mohammed et Muna. Des années plus tard, en lisant des articles à leur sujet, j’ai réalisé que leurs visages m’étaient familiers. Mais je n’arrivais pas à faire le lien. Ce n’est qu’en voyant une photo d’enfance de Mohammed El-Kurd que je me suis souvenue : c’était ce garçon qui venait cueillir des mûres devant chez nous, et qui, déjà enfant, dans un anglais parfait, savait répondre à une étrangère de trente ans sans baisser les yeux. Aujourd’hui, Mohammed El-Kurd est journaliste, écrivain, et l’une des voix palestiniennes les plus fortes. Voici l’un de ses vers : « Je n’étais pas une victime/jusqu’à ce que le monde me le dise. »

En Palestine, l’enfance est une histoire de victimes, de peur, d’enfants privés de leur droit à grandir en sécurité, même si tant de parents font l’impossible pour leur offrir un semblant de sérénité, pour leur donner une apparence de normalité comme dans le film *La vie est belle*, et même au sein d’une réalité qui, elle, n’a rien de beau.

Une réalité où tant d'enfants et d'adolescents croisés dans ma vie et mon travail ne sont plus en vie aujourd'hui. Une réalité où la vie d'un enfant peut s'éteindre à six ans, dans une voiture criblée de balles, comme ce fut le cas pour Hind. Aujourd'hui, une organisation porte son nom : la Hind Rajab Foundation, engagée à mener des actions juridiques contre les responsables, les complices et les instigateurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Palestine. C'est essentiel. Mais cela ne ramène pas la vie, cela n'efface pas la douleur, cela ne dissipe pas la peur.

Comme me l'a dit Ouadia, quatorze ans : « Avoir peur de mourir ne t'empêche pas de mourir. Ça t'empêche de vivre. »

Voilà ce qu'est l'enfance en Palestine.

---

9. Italo Calvino, *Le sentier des nids d'araignée*, Gallimard, Folio, Paris, 2013.

10. La première Intifada a eu lieu en 1987-1988 alors que de nombreux Palestiniens dans les territoires occupés se sont soulevés en vue de renverser l'occupation israélienne. (Note de l'éditeur.)

11. Breaking the Silence (Shovrim Shtika en hébreu) est une organisation non gouvernementale israélienne fondée en 2004 par d'anciens soldats de l'armée israélienne (Tsahal). Son objectif est de recueillir, publier et diffuser les témoignages de soldats ayant servi dans les territoires palestiniens occupés, principalement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. L'organisation dénonce publiquement les abus de l'armée et l'impact de l'occupation non seulement sur les Palestiniens, mais aussi sur les soldats eux-mêmes.

12. Le mot « pogrom » est employé ici dans son sens le plus large, soit toute émeute dirigée contre une communauté minoritaire ou marginalisée, tolérée ou soutenue par les autorités. (Note de l'éditeur.)

ABU HASSAN

Quelles sont les conséquences de l'occupation ?

Les maisons, volées,
les femmes, veuves,
pierres éparses au seuil du chemin
CCCP, *PALESTINE*[13]

À Jérusalem, il est une institution. Et le premier Palestinien que mon mari Max et moi avons rencontré à notre arrivée dans la ville sainte, lors de mon second entretien avec le service juridique de l'UNRWA, pour un poste qui allait changer ma vie.

Après notre installation, nous avons continué à le voir régulièrement. Il a été une figure centrale dans tellement d'expériences, essentiel dans tellement de décisions… et pourtant, je ne me souviens pas de son véritable prénom. Tout le monde l'a toujours appelé Abu Hassan. Dans le monde arabe du Levant, on fait souvent précéder le prénom du mot *Abu* (père de) ou *Umm* (mère de), marquant ainsi le passage symbolique à l'âge adulte, en général après la naissance d'un premier enfant. Ainsi, nos amis arabes appelaient Max *Abu Leila*, et moi *Umm Leila*.

C'était en 2010. Nous posions le pied à Jérusalem pour la première fois, curieux voyageurs que nous étions, profitant de cette occasion pour visiter la ville. Nous savions certaines choses, bien sûr, mais nous étions loin d'imaginer ce qui nous attendait. Comme tant d'autres, nous avions commencé par un tour classique de la vieille ville de Jérusalem, guidés par des Israéliens : le mur des Lamentations, la ville souterraine, le Monolithe de Silwan… Je me souviens qu'à Silwan, alors que nous visitions une section des souterrains, l'une des guides a déclaré : « Vous voyez ? Ces pierres portent encore les traces de l'Exode ! » Nous étions sceptiques. Max

avait lu, avant notre départ, *Comment le peuple juif fut inventé* de Shlomo Sand[14] et, ce midi-là, nous avions passé tout le déjeuner à débattre de la manière dont l'archéologie servait d'outil de légitimation coloniale, dans le but de prouver que les juifs étaient présents sur le territoire il y a 2000 ans. Ce récit est devenu l'un des piliers du droit d'Israël à exister comme État exclusivement juif, fondé sur l'idée que ses habitants sont simplement « retournés » sur une terre qu'ils auraient quittée 19 siècles plus tôt. Pour beaucoup, ce principe justifierait l'occupation actuelle et toutes les violences infligées aux Palestiniens : « Nous sommes de retour, partez, vous n'êtes que des usurpateurs. »

Ce jour-là, nous déjeunions au Jerusalem Hotel, une autre institution locale située face à la vieille ville. Nous avons commencé à discuter avec un employé de l'hôtel, lui exprimant notre surprise devant ce qui nous semblait être de la propagande archéologique. Il nous a alors tendu un prospectus et expliqué que les visites menées par les guides israéliens n'étaient pas les seules possibles à Jérusalem. Il nous a conseillé de chercher Abu Hassan, et de suivre l'un de ses tours alternatifs.

Abu Hassan était littéralement au coin de la rue. Quand il n'était pas en train de travailler en tant que guide, on pouvait le trouver au Mihbash, un café installé à l'étage d'un ancien bâtiment, à deux pas de l'hôtel. Dès que nous sommes entrés, une forte odeur de friture et de fumée nous a enveloppés. Le lieu était d'un kitsch absolu, et pourtant, nous nous sommes sentis immédiatement chez nous – ce café allait vite devenir notre repère à Jérusalem. Nous avons demandé à voir Abu Hassan, nous nous sommes présentés, et lui avons demandé s'il pouvait être notre guide les jours suivants. Le lendemain, nous partions avec lui. Il a commencé par nous montrer les quartiers de Jérusalem où des familles étaient séparées par le mur, et où les barrières imposées par les Israéliens obligeaient les enfants à passer par les égouts pour aller à l'école. Il nous a expliqué l'envers du décor des visites archéologiques comme celle que nous venions de faire. Grâce à lui, nous avons rencontré un prêtre formé à l'archéologie, qui nous a révélé la manipulation idéologique que cachaient ces récits historiques. Puis Abu Hassan nous a conduits à Sheikh Jarrah, pour nous montrer les maisons récemment confisquées par des colons israéliens. Les familles

palestiniennes, expulsées sans ménagement, avaient dû laisser leurs effets personnels sur place : réfrigérateurs, couvertures, vêtements, cahiers d'école… Dès qu'ils nous ont vus arriver, des colons installés dans l'une des maisons sont sortis et nous ont jeté des objets au visage, en hurlant : « Partez ! Partez d'ici ! »

Après le tour, Abu Hassan nous a emmenés déjeuner – évidemment, au Mihbash. Voyant à quel point j'étais bouleversée, il m'a demandé :

— Mais vous, pourquoi êtes-vous là ? Vous êtes des touristes ?

— Je viens passer un entretien, lui ai-je répondu, j'espère pouvoir venir vivre ici pour travailler avec l'UNRWA.

— Ces vautours des Nations Unies ! a-t-il aussitôt tonné. C'était mieux quand vous n'étiez pas là, vous ne faites rien, votre présence ne change rien. Tout ce qu'on voit depuis que vous êtes arrivés, c'est que la vie est devenue plus chère pour tout le monde.

— Ce n'est pas vrai ! ai-je répliqué, piquée au vif. Si on recrute quelqu'un comme moi, qui travaille pour les droits de la personne, c'est parce que l'organisation veut vraiment qu'ils existent, ces droits, qu'ils soient protégés, enfin !

Je n'oublierai jamais sa réaction : il n'était pas du tout ébranlé. Il m'a simplement regardée droit dans les yeux et m'a demandé : « Et toi, que veux-tu vraiment faire ? » Question à laquelle, des années plus tard, je cherche encore une réponse.

Quelques semaines après, j'ai été recrutée pour le poste. Max et moi sommes revenus vivre définitivement à Jérusalem. Nous sommes allés directement au Mihbash retrouver Abu Hassan. Il était là, comme toujours. Qu'il fasse chaud ou froid, qu'il pleuve ou non, la première chose qu'on voit au Mihbash, c'est sa silhouette de dos, Abu Hassan fumant la shisha, le regard posé sur la vieille ville. Depuis ce jour, nous avons fait de nombreux tours avec lui, nous avons appris son histoire et, à travers lui, un peu de la culture palestinienne.

Abu Hassan avait un privilège : en tant que Hiérosolymite (natif de Jérusalem), il pouvait se déplacer librement en Palestine et aussi en Israël. Les Palestiniens, en effet, sont divisés en quatre catégories juridiques distinctes :

– ceux qui vivent en Israël et possèdent la citoyenneté israélienne (souvent appelés *Arabes israéliens*, ou *Palestiniens de 48*, une appellation honnie par les Palestiniens eux-mêmes) ;

– les résidents de Jérusalem-Est, comme Abu Hassan (résidents permanents mais sans citoyenneté) ;

– les Palestiniens de la Cisjordanie ;

– et les Palestiniens de Gaza.

Les Palestiniens appartenant aux deux dernières catégories possèdent en général une carte d'identité officiellement délivrée par l'Autorité nationale palestinienne (ANP), mais en réalité contrôlée par Israël, qui en régule l'émission, le renouvellement et la révocation. Ce contrôle détermine ainsi leur possibilité de se déplacer, de travailler et d'accéder aux services. Chaque groupe dispose de droits différents, notamment en matière de liberté de mouvement, d'accès aux services et de statut juridique ; c'est pourquoi le statut des habitants de Jérusalem-Est se distingue de celui des résidents de Gaza, de Cisjordanie ou d'Israël. Comme le rappelle Amnesty International : « Les Palestiniens de Jérusalem-Est ne sont ni citoyens israéliens ni résidents de Cisjordanie. Ils possèdent un statut de résident permanent précaire leur permettant de vivre et de travailler dans la ville, d'accéder à certains services sociaux, de voter aux élections municipales, mais pas aux élections nationales. »

C'est avec Abu Hassan que nous avons franchi notre premier checkpoint militaire pour nous rendre à Hébron.

Ce jour-là, il nous a expliqué que la ville était divisée en deux zones :

– la H1, sous administration formelle de l'Autorité palestinienne ;

– la H2, sous contrôle militaire israélien, où plusieurs quartiers de la vieille ville sont inaccessibles aux Palestiniens. Plus de 30 000 Palestiniens vivent dans la H2, tandis que 700 colons israéliens y occupent une zone au centre-ville, qui leur est exclusivement réservée.

La première étape du tour était la mosquée d'Abraham ou le Tombeau des Patriarches – un site religieux lui aussi divisé : musulmans et juifs prient séparément la même figure, Ibrahim pour les uns, Abraham pour les autres.

C’est dans ce lieu sacré, en 1994, qu’un colon israélo-américain, Baruch Goldstein, entra en uniforme militaire, armé d’un fusil d’assaut, massacra 29 Palestiniens en prière et blessa une centaine d’autres. Il fut finalement maîtrisé et abattu. Ce carnage déclencha une révolte : les affrontements avec l’armée israélienne firent plus de 20 morts palestiniens et 4 Israéliens. Pourtant, ce massacre n’est pas reconnu comme tel en Israël. Goldstein a eu droit à des funérailles solennelles, et sa tombe, en Cisjordanie occupée, est devenue un lieu de pèlerinage. Des horreurs comme celles-ci, il y en a eu des dizaines depuis le début de l’occupation. Mais beaucoup refusent de les voir, comme s’ils refusaient de comprendre.

À Hébron, on trouve l’une des dernières usines de keffiehs traditionnels, tissés à la main. Autrefois ville prospère de marchands, renommée pour ses poteries et ses verres soufflés, Hébron est aujourd’hui repliée sur elle-même, comme éteinte. La rue principale, Shuhada Street – la rue des martyrs –, auparavant animée, est désormais fermée. Les Palestiniens ont le droit d’y habiter, mais pas d’y marcher. Les portes des maisons et des commerces ont été murées par l’armée.

Alors, les Palestiniens ont construit des passerelles entre les toits, pour pouvoir passer d’un logement à l’autre. On assiste à des scènes absurdes : des enfants, en retard pour l’école, grimpent les portails, poursuivis, réprimandés, parfois battus par les soldats.

Abu Hassan nous a menés aussi à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. Toutes les villes palestiniennes possèdent une médina, la vieille ville ceinte de murailles, mais Naplouse est unique en son genre : située dans une région montagneuse, elle est entourée de sommets. Verdoyante, Naplouse est renommée pour son huile d’olive – avec laquelle on fabrique aussi du savon – et pour le *knafeh*, un dessert palestinien traditionnel aussi célèbre que délicieux. « Celui de Naplouse, c’est de la magie », m’avaient dit des amis à Jérusalem. Et ils avaient raison. Le *knafeh* est préparé avec un fromage de chèvre doux et fondant recouvert de pâte *kataïfi* – une sorte de pâte filo réduite en longs filaments – puis arrosé de miel chaud ou de sirop parfumé à l’eau de rose ou à la fleur d’oranger. Le tout est cuit dans d’immenses plats ronds, découpé ensuite en losanges ou en triangles, et

servi avec du thé dans l'heure qui suit sa sortie du four. Le simple fait d'assister à sa préparation est une expérience en soi.

À Naplouse, nous avons aussi eu l'occasion de rencontrer différentes personnes qui nous ont fait mieux comprendre la réalité de cette ville. Nous avons, par exemple, parlé avec d'anciens prisonniers politiques, arrêtés parfois pour avoir simplement manifesté contre les soldats et revendiqué la liberté de leur peuple, ou pour avoir participé à ce qu'on appelle des activités politiques.

Ce sont eux qui nous ont expliqué que le maire de Naplouse de l'époque, Adly Yaish, appartenait au mouvement Hamas : une organisation nationaliste islamique née dans les années 1980, durant la première Intifada, et issue de la tradition politique des Frères musulmans. Au fil des années, le Hamas est devenu à la fois un parti politique et une forme de résistance armée contre l'occupation israélienne et le système d'apartheid, notamment à travers les Brigades al-Qassam[15] – responsables de nombreux attentats tragiques, notamment ceux du 7 octobre 2023.

En 2006, le Hamas a remporté les élections législatives palestiniennes devançant Fatah, le parti rival fondé à la fin des années 1950 par Yasser Arafat et d'autres Palestiniens exilés. Le résultat de ces élections a été rejeté par la communauté internationale. Des affrontements violents ont alors éclaté entre le Hamas et Fatah. En 2007, le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, qu'il gouverne encore aujourd'hui malgré la destruction généralisée, tandis que Fatah administre la Cisjordanie.

Toujours avec Abu Hassan, nous avons visité pour la première fois – avant même que je ne m'y rende dans le cadre de mon travail – les camps de réfugiés de Balata et de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie. En 1948, les Palestiniens ont été chassés de leurs maisons par les milices sionistes – qui allaient ensuite constituer l'armée du nouvel État d'Israël. Une partie des Palestiniens déracinés de la Galilée ou des environs de Haïfa se sont rendus au Liban, mais beaucoup se sont réfugiés à Balata et à Jénine, dans l'espoir de pouvoir un jour rentrer chez eux. Ces deux camps de réfugiés sont devenus les plus vastes camps du territoire palestinien occupé.

La première génération a vécu ainsi, sous des tentes, dans l'attente du retour. La deuxième génération a été celle des résistants, des combattants :

les premiers à comprendre que personne ne viendrait les aider. Ni les pays arabes ni les Nations Unies ne les sortiraient un jour des camps, et encore moins de l'emprise de l'occupation. Ces camps sont donc devenus le berceau de la résistance armée en Cisjordanie.

La résistance palestinienne remonte à l'époque du mandat britannique. Contre Israël, elle s'organise à partir de la fin des années 1950, avec la naissance de plusieurs mouvements de lutte : Fatah, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) s'uniront ensuite sous l'égide de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), formant le noyau dur de la résistance armée. Tous ces groupes étaient solidement implantés dans les camps de réfugiés, c'est pourquoi Balata et Jénine sont, encore aujourd'hui, parmi les zones les plus fréquemment ciblées par l'armée israélienne.

Nous avons pu voir tout cela de l'intérieur, car le camp de Jénine existait encore – bien que certaines parties du territoire aient été détruites par l'armée israélienne durant la seconde Intifada[16], puis reconstruites à grand-peine. Depuis janvier 2025, le camp a de nouveau été sévèrement frappé par les bombardements israéliens, laissant en quelques semaines près de 20 000 personnes sans-abris.

La Palestine d'hier et d'aujourd'hui a été le sujet de longues conversations avec Abu Hassan ; des liens profonds nous ont unis au fil du temps. Notre amitié est devenue symbiotique : il est entré dans notre vie, et nous dans la sienne, avec le respect mutuel, mais aussi en acceptant certaines choses qui nous échappaient au début de notre relation. Abu Hassan ne m'a pas seulement montré les colonies en Cisjordanie ; il m'a aussi guidée dans Jérusalem, m'a aidée à comprendre quels produits venaient des colonies et lesquels venaient de l'extérieur, ce qu'il était juste d'acheter dans les supermarchés pour soutenir les Palestiniens et ce qu'il valait mieux éviter. Au bout d'un an, j'avais une idée assez claire de qui étaient les commerçants ordinaires et qui étaient les « collaborateurs », c'est-à-dire ceux qui faisaient affaire avec l'occupation israélienne – laquelle imposait la vente des produits des colonies tout en interdisant l'entrée à Jérusalem de produits palestiniens fabriqués en Cisjordanie (quant à ceux provenant de

Gaza, inutile même d'en faire mention…). C'est aussi à Abu Hassan que nous avons fait appel lorsque nous avons déménagé à Jérusalem, afin d'éviter les maisons confisquées aux Palestiniens en 1948 et proposées à la location. Il nous accompagnait dans nos visites. Nous le retrouvions toujours au Mihbash, au point que nous nous demandions si ce café lui appartenait. Nous avons fini par découvrir que ce n'était pas le cas, mais qu'il s'agissait bel et bien de sa seconde maison. Nous aimions y aller et y emmenions tous nos amis, même si la cuisine n'était sûrement pas le point fort, et même si les jeunes serveurs n'étaient pas vraiment faits pour ce métier. Il m'a fallu du temps pour comprendre que s'ils étaient peu accueillants, il y avait une raison. Plusieurs même. Non seulement ces jeunes hommes venaient de milieux traditionalistes et se retrouvaient à servir de l'alcool ou à sourire à des gens venus dans leur pays sans tout à fait le comprendre et le respecter, mais surtout, ils débarquaient de contextes sociaux terribles et en portaient les traumatismes. Ces jeunes qui travaillaient comme cuisiniers ou serveurs au Mihbash n'avaient généralement aucune expérience professionnelle, mais ce lieu leur offrait une chance.

Beaucoup de Palestiniens ont connu, souvent dès l'enfance ou l'adolescence, la détention dans les prisons israéliennes. Entre 1967 et 2006, plus de 800 000 Palestiniens, dont des mineurs, ont été arrêtés et détenus par Israël. Et, comme on peut l'imaginer, sortir d'une prison israélienne limite considérablement les perspectives d'emploi. Alors, pour les aider, Abu Hassan prenait ces jeunes sous son aile, leur offrant une opportunité dans ce qui était devenu son quartier général. C'était de là que provenait cette sorte d'ombre, je ne sais le dire autrement, qui habitait certains des serveurs du Mihbash.

Pour Max, nos amis ou collègues les plus proches et moi, cet endroit était un refuge. Nous l'avions adopté comme point de rencontre, car c'était aussi une manière très concrète d'apporter notre modeste contribution à la vie des Palestiniens de Jérusalem-Est. Peu importait que le service n'ait rien d'un restaurant étoilé ou que flottent dans l'air des relents de friture mêlés à la fumée de shisha – ce qui était d'ailleurs le principal reproche que nous faisaient parfois nos amis pour essayer de nous faire changer d'adresse :

« Pourquoi on va toujours dans ce café où nos vêtements puent en sortant ? » D'une manière ou d'une autre, Max finissait toujours par les convaincre d'y retourner.

Parmi les nombreux sujets qui revenaient dans nos conversations, il y en avait un qui dominait tous les autres : la détention. Plus tard, pour rédiger mon deuxième rapport aux Nations Unies *Privation arbitraire de liberté dans les territoires palestiniens occupés : l'expérience palestinienne derrière et au-delà des barreaux*, j'ai mené des recherches plus approfondies sur le sujet. Les informations qui en ont émergé étaient terrifiantes.

Dans ce rapport, présenté au Conseil des droits de l'homme en juillet 2023, j'ai utilisé le terme *carcéralité*[17] pour désigner cette privation arbitraire et systématique de liberté : un véritable système d'enfermement à grande échelle qui étouffe la vie palestinienne au quotidien. Israël, une fois de plus, avait refusé de me laisser entrer en Palestine. J'ai tout de même pendant plus de six mois mené une enquête qui a mis en lumière trois niveaux de ce mécanisme de contrôle :

– physique, avec les checkpoints, les murs et le blocus de Gaza, transformant tout le territoire en une prison à ciel ouvert ;

– bureaucratique, avec un système de restrictions qui gère et limite chaque déplacement ;

– numérique, à travers des technologies de surveillance qui observent en permanence la population.

Les arrestations se font souvent sans charges précises au préalable ni procès équitable par la suite. Le système judiciaire israélien, qui garantit le droit civil aux colons, applique en revanche aux Palestiniens les lois militaires. On ne parle même pas des conditions absurdes et dégradantes imposées aux enfants et aux adolescents, des violences spécifiques exercées contre les femmes et les personnes LGBTQ+, ni du fait que la torture reste encore largement pratiquée dans les prisons.

Voilà le tableau : des pratiques qui violent ouvertement les droits de la personne, et qui devraient être considérées comme des crimes de guerre et

des crimes contre l'humanité. Quelle légitimité peut avoir un système judiciaire qui traite tout un peuple comme une menace ?

Au-delà des chiffres effarants sur le nombre de Palestiniens détenus – car quelle que soit la situation, une arrestation laisse des traces à vie –, j'ai voulu me concentrer sur une réalité encore plus insoutenable : celle de la détention des mineurs par Israël. L'arrestation d'enfants est une arme au service de la répression. C'est l'un des instruments par lesquels Israël persécute les Palestiniens et les prive de leurs droits fondamentaux. Or la persécution, c'est-à-dire la privation « intentionnelle et grave » des droits d'un groupe du fait de son identité, est un crime international, reconnu par le Statut de Rome (celui qui fonde la Cour pénale internationale, compétente en matière de crimes contre l'humanité, de guerre, d'agression et de génocide).

Arrêter un enfant ou un adolescent – souvent en pleine nuit – en l'accusant d'avoir jeté des pierres sur des soldats, des véhicules militaires ou des colons, puis le harceler pour obtenir des informations sur son entourage ou son quartier : c'est une expérience qui le marque à jamais.

Exposé à une telle violence, sans la présence d'un parent ou d'un avocat, l'enfant se retrouve seul et vulnérable : maltraité, menacé, giflé, battu, sans possibilité de se défendre. On l'attache souvent aux poignets et aux chevilles sur une chaise, et on le laisse ainsi pendant des heures. Il souffre, il n'a pas le droit d'aller aux toilettes, il se fait dessus – et on se moque de lui pour cela. Il est arrivé que certains jeunes soient placés en isolement pendant plus de deux semaines. Pourtant, selon les standards des Nations Unies, l'isolement prolongé – plus de 15 jours – est considéré comme une forme de torture, et interdit pour les adultes… alors imaginez pour des enfants. Les prisons ne sont pas des endroits pour eux. Et surtout pas les prisons militaires, là où les Palestiniens sont systématiquement envoyés.

Pendant des années, plusieurs organisations internationales ont exhorté Israël à faire respecter les droits de l'enfant dans son système carcéral militaire. Avec du recul, c'était une erreur. On aurait simplement dû marteler ceci : les enfants ne doivent pas être arrêtés par des soldats, surtout

pas sur la base de chefs d'accusation flous, fondés sur des ordres militaires arbitraires. Ils ne doivent pas être jugés par des tribunaux militaires. En essayant de rendre cette occupation un peu plus « acceptable », on est passés à côté de l'essentiel.

Or comment une occupation peut-elle être acceptable quand elle sert d'outil d'oppression ?

Au fil des années, j'ai assisté à plusieurs procès de mineurs. Ce que j'ai vu m'a bouleversée. Les enfants arrivaient enchaînés comme des esclaves menés au travail forcé. Petits, amaigris, épuisés… parfois émus à l'idée de revoir enfin leurs parents, grâce à ces audiences qui ne duraient que quelques minutes. Le juge, souvent, ne leur adressait même pas un regard. Il écoutait l'accusation – « il a jeté des pierres » – et prononçait la sentence. Deux ans de prison. Trois ans. Parfois plus. Et c'était un juge « clément », sachant que la peine prévue pour des jets de pierres peut aller jusqu'à dix ans de prison (vingt ans si l'intention de nuire est retenue).

Après un tel cauchemar, comment s'étonner que ces enfants, une fois rentrés chez eux, soient traumatisés ? Qu'ils aient peur de sortir, qu'ils fassent des cauchemars, qu'ils fassent pipi au lit ou qu'ils développent des troubles du comportement ? Certains n'ont que douze, treize, quatorze ans. D'autres sont encore plus jeunes. Des enfants de cinq ou six ans ont été embarqués dans des véhicules militaires israéliens. Pas toujours emprisonnés, certes, mais souvent interrogés avant d'être relâchés. Les conséquences sont dramatiques. Et le message est clair : « Tu es sous notre contrôle. Tu n'es pas libre. » Dans un tel contexte, peut-on encore parler de « conflit », au sens de guerre entre deux camps équivalents ? Un conflit suppose deux parties à peu près comparables. Ce n'est pas le cas ici : Israël est l'occupant, la Palestine l'occupée. Israël est le colonisateur, la Palestine la colonisée. Une relation de domination structurelle, un système de contrôle et de ségrégation. Non, ce n'est pas un conflit, ou alors si, c'est une guerre contre l'humanité elle-même. Et pour aggraver encore cette oppression, il faut aussi parler du rôle paradoxal de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), cette institution politique née des Accords d'Oslo de 1993. Dommage que ces accords signés entre Israël et l'OLP, et qui devaient marquer un tournant – reconnaissance mutuelle, processus vers la

création d'un État palestinien – n'aient rien changé de concret. Au contraire : ils ont renforcé le système de contrôle, rendu l'occupation plus vorace dans l'accaparement des terres, plus féroce dans la répression de toute forme d'existence palestinienne.

L'État promis existe sur le papier – 135 pays des Nations Unies le reconnaissent –, mais dans les faits, il n'a jamais vu le jour. L'occupation s'est poursuivie, elle s'est même étendue géographiquement, avec la multiplication des colonies et des mesures d'oppression. Et même si les accords avaient été pleinement appliqués, ils reposaient sur une asymétrie de pouvoir telle qu'Israël aurait toujours gardé le contrôle effectif du territoire, ne laissant aux Palestiniens qu'une autonomie de façade.

Des intellectuels comme Edward Said, Tanya Reinhart, Ilan Pappé, ou des ONG comme B'Tselem, l'ont souvent dit : ces accords n'ont jamais remis en question l'architecture du contrôle israélien. Ils l'ont au contraire légitimée, transformant l'ANP en un organe administratif chargé de gérer une population toujours sous domination militaire. Officiellement, l'ANP exerce un contrôle civil et sécuritaire dans certaines zones (la zone A), et un contrôle civil partiel dans d'autres (zone B). Mais dans la pratique, son rôle principal – selon les accords – reste le maintien de la sécurité en coordination avec Israël. La sécurité de qui ? La réponse saute aux yeux.

Aujourd'hui, nombreux sont les Palestiniens qui voient dans l'ANP un obstacle à leur autodétermination, ce qui ne fait qu'aggraver la fragmentation sociale et politique du peuple palestinien. Et puis, il y a les destins individuels. Dans la vie d'un Palestinien, les choix sont très limités. Quelle que soit l'activité – même la plus banale –, il y a toujours un risque de confrontation avec l'occupant. La prison ou la mort fait partie de l'horizon. Même faire de la politique mène à la prison. Prenons Khalida Jarrar[18], députée élue en 2006. Elle a été maintes fois arrêtée pour des motifs dits de « sécurité ». En 2021, alors qu'elle était en détention sans accusation ni procès, Israël ne lui a même pas permis d'assister aux funérailles de sa fille, Suha, morte très jeune d'un infarctus.

Les arrestations opérées par l'armée israélienne font des Palestiniens des prisonniers politiques. Ils ne sont pas arrêtés pour des délits de droit

commun : les accusations portent presque toujours sur leur engagement politique. Depuis toujours, la société palestinienne est solidaire de ses prisonniers, considérés comme des résistants. Les aider, soutenir leurs familles a longtemps été une priorité de l'OLP, puis de l'ANP.

C'était le cas jusqu'en février 2025. Sous pression des États-Unis, l'ANP a suspendu toute aide aux prisonniers et à leurs proches. Ce geste était lourd de conséquences : souvent, ce sont les chefs de famille qui sont arrêtés, laissant les foyers sans ressources. Voilà pourquoi Abu Hassan tenait tant à offrir du travail à ces jeunes au Mihbash.

La résistance peut être violente, c'est vrai. Et bien sûr, les civils doivent être protégés, toujours, quoi qu'il arrive. Je ne cherche à justifier aucun acte de violence contre des civils israéliens. Je repense toutefois à cette phrase de Bertolt Brecht : « Le fleuve qui emporte tout, on dit qu'il est violent/Mais personne ne dit à quel point sont violentes/Les rives qui l'enserrent[19]. » Il est temps de traiter la violence à sa racine. D'en finir avec ce qui l'alimente. Et ce qui l'alimente, en Palestine, c'est avant tout l'oppression. Et l'apartheid.

---

13. CCCP - Fedeli alla linea est un groupe de punk rock italien formé en 1982. (Note de l'éditeur.)

14. Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, Paris, 2008.

15. Les Brigades Izz al-Din al-Qassam sont la branche armée du Hamas, le mouvement islamiste palestinien.

16. La seconde Intifada est déclenchée par la répression sanglante des manifestations que suscita la visite d'Ariel Sharon, alors chef de l'opposition israélienne, le 28 septembre 2000, sur l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les juifs) à Jérusalem.

17. Le terme est notamment popularisé par Michel Foucault, dans son œuvre *Surveiller et punir* (1975), où il développe une critique de la société disciplinaire. Pour Foucault, la carcéralité est un modèle de contrôle social qui s'étend bien au-delà des murs des prisons : c'est une logique de discipline, de surveillance et de normalisation.

18. Khalida Jarrar est une femme politique palestinienne, militante des droits de la personne et défenseure des prisonniers politiques. Elle est membre du Conseil législatif palestinien (CLP) et figure de proue du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Juriste de formation, spécialisée en droit international et en droits de la personne, elle milite également pour l'adhésion de la Palestine à la Cour pénale internationale (CPI) afin d'y poursuivre les crimes israéliens.

19. Bertolt Brecht, *Poèmes 1934-1941. Tome 5. Poèmes ne figurant pas dans des recueils. Chansons et poèmes*, L'Arche, Paris, 1967.

GEORGE

Qu’est-ce que cela signifie de vivre à Jérusalem ?

All in all, it was all just bricks in the wall
All in all, you were all just bricks in the wall
— PINK FLOYD, *ANOTHER BRICK IN THE WALL (PART 3)*

Pour moi, Jérusalem est une ville d’une religiosité écrasante, mais bien peu spirituelle : j’ai souvent eu l’impression qu’on y respire une forme de religion qui étouffe l’esprit. Et pourtant, pour d’innombrables personnes – juives, musulmanes et chrétiennes – elle est le cœur battant de leur foi.

Géographiquement, c’est une ville comme tant d’autres. Politiquement, en revanche, elle est scindée en deux, et pour qui la connaît bien, Jérusalem apparaît profondément fracturée, à commencer par la Route 1 qui la traverse du nord au sud et qui marque la ligne de séparation entre les zones majoritairement arabes à l’est et les quartiers juifs à l’ouest. Intégrée au tissu urbain, la Route 1 passe à l’est près de la porte de Damas, de Sheikh Jarrah et de Musrara. Cette route a longtemps été une frontière physique tout droit née de la guerre de 1948 mais aussi une ligne de fracture culturelle et politique au sein même de la ville. Et elle conserve, encore aujourd’hui, une forte valeur symbolique et historique.

En 1947, l’Assemblée générale des Nations Unies avait approuvé le Plan de partage, un plan qui prévoyait la division de la Palestine en deux États : environ 55 % du territoire allaient à l’État juif – alors que les juifs représentaient moins de 35 % de la population et ne possédaient en réalité que 6 % des terres –, et les 45 % restants aux Palestiniens qui, à cette époque, possédaient collectivement ou individuellement 94 % des terres.

Ce plan fut rejeté par les dirigeants palestiniens et les pays arabes, qui le jugeaient inéquitable. Il déboucha sur une guerre civile, puis sur le conflit armé de 1948 après la proclamation de l’État d’Israël. Les affrontements

entre milices sionistes et forces palestiniennes et arabes se concentrèrent sur des points stratégiques, comme la route reliant Tel-Aviv, alors peuplée principalement de juifs fuyant les persécutions en Europe de l'Est, à Jérusalem : la future Route 1. Pendant le conflit de mai 1948, dans ce qui devait être le territoire attribué à l'État juif par l'ONU, un point crucial était la région de Latrun, théâtre de violents combats entre les troupes israéliennes et la Légion arabe venue de Jordanie. Après l'armistice de 1949, la Ligne verte de cessez-le-feu a été tracée dans cette zone et, sur certains tronçons, la Route 1 en suit encore aujourd'hui le chemin. Elle continue de marquer la séparation entre des quartiers comme Sheikh Jarrah, côté palestinien, et celui ultraorthodoxe d'en face, côté israélien, à Jérusalem-Ouest. Dans le plan de partage de l'ONU, Jérusalem devait devenir un *corpus separatum*, une ville sous administration internationale. Cela ne s'est jamais concrétisé. À Israël, on avait attribué 55 % de la Palestine historique, mais le nouvel État en a pris 78 %, ne laissant que 22 % à l'État arabe imaginé par l'ONU – et refusé par les pays arabes – en violation flagrante du plan initial.

Se sont ensuivis des affrontements entre milices sionistes et résistants palestiniens, des attaques de villages – principalement palestiniens – et l'expulsion ou la fuite forcée d'environ 750 000 Palestiniens : ce que l'on appelle la Nakba. Jérusalem est alors divisée : la partie ouest sous contrôle israélien, la partie est sous contrôle jordanien. La vieille ville, légèrement au-delà de l'ancienne Ligne verte (la ligne d'armistice), est absolument spectaculaire. Entourée de murailles, elle est composée de quatre quartiers : arménien, juif, chrétien et musulman. Juste à l'extérieur des remparts, côté musulman, se trouve la rue Salah al-Din, où est située Educational Bookshop, la librairie la plus connue de Jérusalem-Est. Un point de repère, aussi bien pour les étrangers comme nous que pour les Palestiniens ayant accès à Jérusalem. Au rez-de-chaussée de Educational Bookshop, il y avait – du moins tant qu'on l'y a autorisée – une grande sélection de livres historiques et contemporains sur la Palestine. Au sous-sol, une salle accueillait des conférences et un petit café où l'on servait des gâteaux faits maison lorsqu'il n'y avait pas d'événement. À l'étage, un espace de travail et d'étude. Max – qui à l'époque collaborait à distance avec une ONG

britannique – y allait tout le temps : c'était devenu son bureau, après notre déménagement depuis Genève.

Un jour, remarquant que le type assis à côté de lui avait une quantité invraisemblable de fenêtres ouvertes sur son ordinateur, Max lui a demandé : « Comment tu fais pour travailler comme ça ? » C'est comme ça qu'il a rencontré George, et qu'est née leur amitié, puis la nôtre, au grand dam des autres clients du café. Avec leurs voix tonitruantes, Georges et Max ont vite été surnommés les pollueurs sonores.

George est un ingénieur palestinien de Jérusalem : brillant, d'une chaleur rare. Il a étudié aux États-Unis, a travaillé dans la Silicon Valley et, au début des années 2000, après 20 ans passés là-bas, il a tout quitté pour revenir et contribuer à ce qu'il espérait voir devenir un jour l'État libre de Palestine.

En Palestine, George a eu du mal à trouver un emploi à la hauteur de ses qualifications – notamment à cause de son indépendance d'esprit. Il peinait à collaborer avec les ONG internationales, qui s'attendaient à ce qu'un Palestinien ne parle ni d'occupation ni d'apartheid. L'idée implicite était : si tu veux bosser avec nous (nous, les Occidentaux qui avons l'argent), il faut te conformer à nos codes. Mais George était un anticonformiste. Un homme de principes, impossible à plier à la dépolitisation exigée par les bailleurs occidentaux.

Travailler avec les Israéliens était encore plus compliqué. Même les plus progressistes gardaient une forme de supériorité à l'égard des Palestiniens. Et George ne supportait pas l'idée de se sentir redevable de leur prétendue générosité.

Pour un Palestinien, vivre à Jérusalem, c'est se heurter chaque jour à la subalternité structurelle imposée par Israël. Ça commence par les mots, les plus simples en apparence, mais qui ne le sont pas du tout. Par exemple, l'opposition entre peuples « arabes » et « juifs » est en réalité une projection du discours sioniste qui simplifie à l'extrême une situation d'apartheid, en l'enfermant dans une lecture ethnoreligieuse, au détriment de sa dimension politique, coloniale, nationale. Appeler les Palestiniens simplement « les Arabes » – comme le font souvent les manuels scolaires israéliens ou les grands médias internationaux – revient à nier leur identité nationale, à faire

comme si la Palestine n’existait pas, comme si les Palestiniens étaient des invités de passage, ou pire : une invention. Qu’est-ce que cela signifie, pour un Palestinien de Jérusalem, vivre chaque jour cette tension qui infiltre tout, jusqu’aux mots du quotidien qui, en vérité, ne sont jamais anodins ?

Avec Abu Hassan, George et Ibrahim étaient nos amis les plus proches à Jérusalem, eux qui ont changé notre vie et nous ont aidés à naviguer dans les méandres de cette ville. Deux âmes complémentaires. L’un chrétien, l’autre musulman. George, toujours débordant d’énergie, comme une bouteille de champagne qu’on vient de déboucher. Ibrahim, sérieux, cultivé, souvent silencieux, appartenait à la famille Husseini, l’une des plus influentes familles de la Palestine, descendant du Prophète et, surtout, du Grand Mufti de Jérusalem – une figure largement discréditée par une narration visant à délégitimer son rôle politique durant les années de la création de l’État d’Israël en Palestine. Cette narration a réduit sa personne à sa proximité controversée avec l’Allemagne nazie, occultant ainsi sa place centrale dans la résistance palestinienne contre le mandat britannique et le sionisme[20]. À l’époque, Ibrahim vivait dans une très belle et vaste maison du centre de Jérusalem-Est, travaillait comme journaliste pour une chaîne occidentale et devait mesurer chaque mot : dire la vérité sur Israël, c’était prendre le risque de ne pas être publié, voire de perdre son emploi, comme cela arrive à tant d’autres. Je ne sais pas comment j’aurais tenu sans eux, sans nos amis, dans cette Jérusalem parfois si dure. Après six mois, j’avais voulu partir. Je ne supportais plus l’oppression, l’énergie lourde, cette séparation forcée, omniprésente, cet apartheid dont je ne connaissais pas encore le nom, mais que je vivais dans ma chair. Traverser la ville vous laisse sans voix. Quelques jours après avoir rencontré Ibrahim, nous sommes allés ensemble au mur des Lamentations : l’un des lieux les plus sacrés du judaïsme, vénéré comme le dernier vestige du mur d’enceinte du Second Temple de Jérusalem. Il a été détruit selon certains par les Romains au I^{er} siècle, alors que d’autres pensent que ce mur n’aurait jamais existé, ou du moins pas à cet endroit.

Juste derrière se trouve l’esplanade des Mosquées, un lieu saint de l’islam. Comme beaucoup de sites à Jérusalem, cet endroit porte en lui une histoire de violence et d’expropriation.

En juin 1967, lorsque l’armée israélienne occupe Jérusalem-Est, le quartier marocain, situé juste en face du mur, est placé sous occupation. En une nuit, 10 000 m² sont rasés et environ 650 habitants en sont expulsés, leurs maisons détruites pour faire place aux pèlerins juifs. Une histoire que les milliers de touristes et fidèles qui visitent ce lieu chaque année n’entendront jamais.

Ce jour-là, Max, Ibrahim et moi marchions dans la vieille ville. Nous parlions de ces histoires, nous tentions d’imaginer ce quartier à l’époque où il était encore habité. Soudain, nous avons remarqué un homme qui parlait d’un ton plutôt animé, comme un marchand de casseroles cherchant à capter l’attention de la foule, face à un petit groupe de personnes qui semblaient être des touristes. La scène m’a surprise : à Jérusalem, on ne voit pas ça. Du moins pas chez les gens que je croisais : ni les Palestiniens, qui marchent tête baissée pour ne pas attirer l’attention, ni les juifs ultraorthodoxes qui traversent au pas de course le quartier arabe pour aller prier au mur, ni les soldats, omniprésents, qui contrôlent chaque aspect de la vie palestinienne. Quand il a remarqué que je le fixais, l’homme m’a souri de toutes ses dents, les bras ouverts comme Kate Winslet à la proue du *Titanic*. Et avec un fort accent australien, il m’a lancé :

— *Welcome to Israel !*

— Palestine occupée. C’est la Palestine occupée, ici, ai-je répondu, avec un sourire discret.

— La Palestine n’existe pas, ça, ici, c’est Israël, a-t-il répliqué, piqué.

Alors Ibrahim, qui marchait à mes côtés, lui a demandé vivement :

— Et si la Palestine n’existe pas, moi je suis quoi ?

— Tu n’existes pas, a rétorqué l’homme, sans ciller.

Des années plus tard, nous avons appris qu’il était à la tête de l’une des organisations de colons les plus agressives. Ce jour-là, sans le savoir, nous avions croisé un homme qui, dans un monde juste, serait en prison depuis longtemps.

George et Ibrahim n’étaient pas des guides, mais marcher avec eux, c’était découvrir la vieille ville avec un regard neuf. Nous passions des heures à discuter dans le magnifique jardin de l’Hospice autrichien, un lieu d’accueil

pour pèlerins où travaillaient de nombreux jeunes Autrichiens. Parfois, nous allions ensemble au Mihbash, le café où se trouvait toujours Abu Hassan, qui avait fini par s'impliquer activement dans sa gestion.

À Jérusalem-Est, il y avait peu de lieux ouverts le soir, mais en journée, on trouvait de nombreux endroits où prendre le petit-déjeuner. Le samedi matin, Max aimait traîner au lit, alors que moi, plus matinale, je partais souvent avec George vers Salah al-Din Street, dans un petit établissement auquel on accédait par un escalier étroit. Au sous-sol, un lieu des plus simples : murs couverts de faïence de cuisine, tables en plastique blanc, chaises noires et blanches, vieux frigo à boissons et un comptoir avec friteuse où l'on se servait des plats chauds. Là, nous prenions le petit-déjeuner palestinien classique : houmous, houmous *basar* (chaud, avec de la viande) pour George, tomates, olives, concombres, divers fromages arrosés d'huile d'olive et, bien sûr, des montagnes de pain à tremper dans l'huile et le zaatar pour moi. Je me souviens que, durant mes derniers jours à Jérusalem, j'étais en plein dans ma première grossesse et j'avais une envie irrésistible de nourriture épicée : je me gavais de crème de pois chiches chaude accompagnée de *filfil akhdar*, de petits piments verts piquants à la place du pain (ce qui m'avait valu le surnom de Ghazaouia, « femme de Gaza », là où ces piments sont très prisés). Les propriétaires, eux, étaient terrifiés à l'idée que je puisse me sentir mal sur place : ils redoutaient une descente de la police israélienne à cause d'une Italienne enceinte tombée malade dans leur établissement.

Parfois, toujours avec George, Ibrahim et Abu Hassan, nous sortions aussi le soir à Jérusalem-Ouest. Nous allions au Toy Bar, l'un des rares lieux de la ville où jeunes Israéliens et Palestiniens se retrouvaient. Les soirées dansantes y prenaient parfois l'allure de fêtes débridées ; l'on dansait sur les tables jusqu'au matin. Tout se passait dans un petit périmètre. Pas très loin de là se trouvait le Diwan – « divan » en arabe –, une discothèque avec DJ et piste spacieuse. Après tant de tensions accumulées, danser avait quelque chose de libérateur. Jamais je ne serais entrée dans un endroit interdit à mes amis palestiniens ; et celui-là faisait figure de zone franche. En plus, Amir, le jeune Israélien à l'entrée, connaissait Abu Hassan, et cela suffisait pour que l'on soit accueillis comme des princes.

Certes, il y avait souvent des soldats israéliens, mais il faut comprendre qu'en Israël, presque tous les citoyens juifs le deviennent un jour. Pour eux, le service militaire est obligatoire : trois ans pour les hommes, deux pour les femmes. Après cette période, on peut être rappelé jusqu'à quarante ans, sauf quelques rares exceptions. Ceux qui refusent d'y participer, comme les objecteurs de conscience, risquent la prison, parfois pendant des mois.

Il y avait aussi un endroit appelé l'Uganda, un bar tenu par des Palestiniens de 1948, toujours à Jérusalem-Ouest, il a fermé peu après notre départ. Son nom était une provocation : l'Ouganda avait en effet été envisagé au début du XX^{e} siècle comme terre d'accueil pour l'installation d'un État juif, avant que l'idée d'un État d'Israël en Palestine ne se concrétise sous le Mandat britannique (1920-1948).

Parmi tous les lieux explorés avec George, Talbiya et Baka sont inoubliables : deux quartiers contigus au cœur de Jérusalem-Ouest, aux avenues arborées, bordées de cafés, qui pourraient appartenir à n'importe quelle ville occidentale, et où se dressent des maisons somptueuses. Des demeures élégantes et uniques, bâties entre les années 1920 et 1930 par des familles palestiniennes aisées, dans un style mêlant influences arabes, ottomanes et européennes. Ces quartiers, alors riches et cosmopolites, accueillaient juifs, musulmans et chrétiens, avant que la guerre et l'arrivée du sionisme européen ne brisent cette coexistence.

Ces maisons, en pierre claire de Jérusalem – celle-là même qui, au coucher du soleil, se teinte d'or, valant à la ville son surnom de « cité dorée » – avaient souvent de grandes fenêtres en arcade, encadrées de persiennes en bois, des plafonds hauts, des jardins intérieurs, des bancs de pierre, des pavements colorés. Beaucoup ont conservé leurs portes d'origine, solides, sculptées à la main, aux poignées en laiton ; à l'intérieur, les sols étaient en céramique géométrique ou florale, avec alcôves, voûtes et cheminées. Après 1948, la plupart ont été prises d'assaut par des milices sionistes, vidées de leurs habitants contraints à la fuite dans l'espoir de revenir bientôt. Ce retour ne s'est jamais produit. Soixante-dix-sept ans plus tard, les maisons sont toujours là, alors que l'idée d'un retour, elle, reste interdite.

Un jour, en se promenant, George nous a montré de l'extérieur la maison confisquée à sa grand-mère. Je lui ai demandé :

— Tu veux qu'on sonne pour voir si on peut entrer, juste pour que tu la voies une fois de l'intérieur ?

— Laisse tomber, m'a-t-il répondu sèchement. J'ai déjà essayé, et je préfère ne pas te dire comment on a été traités. Maintenant, d'autres y vivent. Ou alors quelqu'un paie un loyer, parce que souvent ces « nouveaux propriétaires » ne vivent même pas dans nos maisons.

Cette histoire, je l'ai entendue tellement souvent ! Des Palestiniens parviennent parfois à revenir dans les lieux de leur enfance, ceux-là mêmes qui leur ont été décrits dans les récits de parents ou de grands-parents déplacés, les survivants de la Nakba. Une fois sur place, ils ne retrouvent plus rien. Parfois, le bâtiment a été rasé ; d'autres fois, il a été remplacé par une nouvelle construction. Ce qui fait peut-être le plus mal, c'est ce qui est arrivé à George : revenir, voir la maison familiale toujours debout, tenter d'y entrer ne serait-ce que pour la revoir une fois dans sa vie, et se faire brutalement repousser par ceux qui l'occupent – qui ne sont parfois même pas les nouveaux propriétaires, mais de simples locataires. Beaucoup de ces maisons ne sont d'ailleurs pas habitées, leurs « occupants » ayant la double nationalité et vivant à l'étranger. Je connaissais même des employés d'ONG internationales qui avaient loué des maisons ayant appartenu à des Palestiniens devenus réfugiés en 1948. C'est une réalité que je trouve aberrante, même si elle ne me surprend plus vraiment. Les expatriés, y compris Max et moi, sont souvent coupés de la réalité. Nous ne sentons pas toujours la terre sous nos pieds. Il est difficile de se remettre en question en tant que fonctionnaires des Nations Unies, aveuglés que nous sommes par la posture du *white saviour*, ou sauveur blanc. J'en venais à penser que notre simple présence ici, loin d'aider, participait au problème. Car même si les quartiers de Talbiya et Baka sont objectivement magnifiques, avec leurs restaurants charmants, ils incarnaient le déchirement intérieur. On y sent très fortement l'appropriation culturelle, visible jusque dans les menus où coexistent houmous, baba ganoush, falafel, huile d'olive et zaatar… mais aussi soupe de betterave et chou braisé. Une cuisine fusion israélo-palestinienne aurait pu représenter une carte alléchante si elle n'avait pas

pour arrière-goût celui de l'apartheid, si Israël n'était pas aussi l'État qui s'acharne à effacer l'identité palestinienne tout en la stigmatisant. Une cuisine sous occupation ne peut pas incarner quelconque fusion. Elle serait plutôt le signe de la normalisation d'une épuration sous forme de vol culturel. Je crains qu'il faille des décennies pour s'affranchir de ce sentiment d'abus et de privilège qui imprègne tout – même les menus des restaurants. C'est pourquoi je considère que, de l'autre côté de la ville, Jérusalem-Est – qui fait partie intégrante de la Cisjordanie sous occupation militaire israélienne – constitue une sorte de frontière coloniale : une réalité marquée par le choc permanent entre la population palestinienne locale (arménienne, chrétienne, musulmane) et le processus de judaïsation, c'est-à-dire l'imposition progressive de la présence, du contrôle et de la culture israélo-juive, qui touche tous les aspects de la vie quotidienne. Cela ne signifie pas nier la profonde empreinte juive de Jérusalem, surtout quand on sait combien de juifs arabes y vivaient avant la création d'Israël. Or, comme l'ont écrit de nombreux historiens, dont des Israéliens, tels Menachem Klein, la coexistence entre juifs arabes, musulmans et chrétiens a été brisée par la montée du sionisme à partir du milieu du XX^{e} siècle. Ces blessures, depuis, ne se sont jamais refermées – ou du moins, pas encore. C'est là l'une des questions les plus complexes et les plus sensibles pour quiconque ne connaît pas en profondeur l'histoire de la Palestine.

Une discussion que nous avions souvent au fil de nos promenades, d'abord avec nos amis palestiniens, puis avec des amis israéliens, concernait une question complexe et délicate, à savoir qui sont les véritables autochtones de cette terre ? Dire que les Palestiniens, ceux que l'on identifie comme les non-juifs vivant sur cette terre que l'on nomme sainte, sont autochtones ne signifie pas pour autant que les juifs ne le sont pas aussi.

À la fin du XIX^{e} siècle, alors que l'Empire ottoman entamait son déclin, une partie du mouvement sioniste européen naissant envisageait déjà la création d'un État juif, fondé sur l'immigration juive et le contrôle politique et culturel de la population locale. À cette époque, la Palestine historique abritait une population majoritairement musulmane, aux côtés de minorités chrétiennes et juives : tous étaient des « Arabes de Palestine ». À

la suite des persécutions en Europe de l'Est et à l'antisémitisme qui sévissait partout sur le continent, jusqu'à l'horreur de la Shoah, des milliers de juifs ont émigré progressivement vers ce territoire, d'abord ottoman, puis sous mandat britannique. Cela a constitué une avancée cruciale pour le projet colonial sioniste, porté notamment par l'Autrichien Theodor Herzl, les Russes Chaim Weizmann et Vladimir Ze'ev Jabotinsky, ou encore le Polonais David Ben-Gurion, futur premier ministre d'Israël en 1948.

L'Aliyah, ce terme qui signifie « retour » et désigne l'immigration hébraïque vers la Terre d'Israël, était déjà au cœur du sionisme à la fin du XIX^{e} siècle. Il est donc juste de dire qu'il existait une communauté juive en Palestine avant le sionisme (équivalente ou inférieure à 10 % de la population de l'époque). Il est également vrai que la plupart des juifs venus en Palestine avant ou juste après la création d'Israël, notamment les rescapés de la Shoah, n'avaient que peu d'alternatives, tant les pays occidentaux étaient réticents à les accueillir. Des milliers d'entre eux se sont retrouvés sans refuge, avec des familles décimées et des communautés anéanties. Cependant, il est tout aussi vrai qu'aujourd'hui, de nombreux Israéliens vivant dans les colonies de Cisjordanie ou à Jérusalem-Est, occupant maisons et terres palestiniennes, ont des noms et accents américains, belges, français, australiens ou canadiens. Souvent, ni eux ni leurs parents ne sont nés en Israël, ils viennent de pays où ils choisissent bien souvent de retourner. Tout en vivant à l'étranger, ils conservent la propriété ou le contrôle de biens situés en territoire occupé, contribuant ainsi à l'expropriation systématique des Palestiniens.

Vivre à Jérusalem, cela signifie aussi marcher dans la rue et voir les affaires d'une famille entassées sur le trottoir, pendant que quelqu'un s'installe dans la maison comme si de rien n'était. Il existe plusieurs manières, pour les Israéliens, d'acquérir des maisons palestiniennes. En soi, vouloir acheter une propriété n'a rien de condamnable. Mais à Jérusalem, il ne s'agit pas de simples individus qui, tombés sous le charme d'une maison, décident de l'acheter, il s'agit d'organisations poursuivant un objectif politique précis, celui de judaïser ce qui reste de la Palestine. L'une des figures emblématiques – et les plus agressives – de ce système est Daniel Lauria :

le même homme avec qui mon ami Ibrahim et moi avions eu un accrochage au mur des Lamentations. Des années plus tard, je l'ai reconnu dans un documentaire sur les colons, où il expliquait fièrement son engagement pour « faciliter » la vente de maisons et de terres palestiniennes afin d'encourager le retour des juifs. Dans ce documentaire qui porte sur l'organisation Ateret Cohanim[21], dirigée par Lauria, une scène est devenue virale : on y voit un colon israélien face à Muna El-Kurd, la sœur jumelle de Mohammed El-Kurd. Il lui dit sans la moindre honte, alors qu'elle l'accuse de voler sa maison : « *If I don't steal it, someone else is going to steal it* » (si ce n'est pas moi qui la vole, quelqu'un d'autre le fera). Et avec des hommes comme Lauria dans les parages, comment le contredire ?

Ateret Cohanim s'emploie, en pratique, à expulser les Palestiniens, souvent à l'aide de titres de propriété très discutables, ou à les convaincre de vendre. Certains, poussés au désespoir, finissent par céder. Ils vendent en secret avant de s'exiler à l'étranger, et sont souvent rejetés ensuite par leur propre communauté. D'autres sont tout simplement chassés de force. Même lorsque ces acquisitions sont légales, elles s'inscrivent dans une logique d'occupation, car elles s'appuient sur des moyens coercitifs. Juste au-dessus de notre maison à Jérusalem vivaient des colons, et leur présence était sans cesse affirmée : gardes armés, drapeaux israéliens, immenses menoras en équilibre sur les toits… Ariel Sharon lui-même avait acheté une maison à Jérusalem-Est, située non pas dans une ruelle discrète, mais à un carrefour très fréquenté, non loin de la porte de Damas, un lieu de passage où je me rendais souvent pour rejoindre l'Hospice autrichien. C'est là que j'ai été témoin, à plusieurs reprises, de fouilles musclées et de passages à tabac infligés à de jeunes Palestiniens par des soldats israéliens. Il était essentiel que cette maison soit placée là, dans un lieu hautement visible : elle servait de symbole. Cela aussi contribue à l'atmosphère constamment tendue de Jérusalem.

Quand on traverse le quartier arabe de la vieille ville pour se rendre au mur des Lamentations ou à l'esplanade des Mosquées, il suffit de lever les yeux pour apercevoir d'immenses drapeaux israéliens et des symboles juifs sur

des maisons encore récemment habitées par des Palestiniens. Pour un Palestinien, la simple possibilité de rentrer chez lui et d'y trouver des colons – ce qui est arrivé souvent ! – est source d'une angoisse infinie.

Au-delà de ses charmes, ses ruelles fourmillantes de boutiques, la magie qui se dégage des puissants remparts et des minarets d'où s'élèvent les chants envoûtants de l'appel à la prière, Jérusalem m'a toujours transmis un sentiment de mélancolie. J'y ai vécu, j'y suis revenue à plusieurs reprises, j'étais heureuse de m'y trouver ; pourtant, je ressentais un vide, un froid intérieur. Chaque fois que j'y ai remis les pieds, la sensation est devenue plus lourde, plus profonde. C'est une ville vibrante de vie et, en même temps, c'est comme si on lui avait arraché quelque chose qui ne reviendra pas. Et la population palestinienne en est particulièrement attristée, car Jérusalem a toujours été un cœur battant, pas seulement à cause de la religion mais aussi parce que, jusqu'à la construction du mur de séparation qu'Israël a érigé en Cisjordanie, la ville était un carrefour commercial qui faisait office de pont entre le nord et le sud de la région. Naplouse et Hébron sont évidemment d'autres points névralgiques, mais Jérusalem était le pivot vers lequel tout convergeait avant les années 2000. Aujourd'hui, Jérusalem a été découpée, refermée par ce mur que la Cour internationale de justice a déclaré illégitime en 2004 en ordonnant de le démanteler, sans qu'aucune suite concrète n'ait été donnée à cette décision. Désormais, les Palestiniens de Jérusalem peuvent aller en Cisjordanie, mais ceux qui vivent en Cisjordanie ne peuvent entrer dans la ville qu'avec des permis délivrés par Israël, des permis difficiles, voire impossibles à obtenir.

Cette situation a eu un impact catastrophique sur l'économie locale, car les bergers, les Bédouins et de nombreux Palestiniens vivant de l'agriculture et de l'artisanat dépendaient du commerce en ville. Un exemple parmi d'autres : Jérusalem était un centre vital pour la vente des produits laitiers, distribués dans toute la région. Aujourd'hui, c'est terminé. Comme l'a souligné Amnesty International dans son rapport de 2022, *Israel's Apartheid Against Palestinians*, les Palestiniens vivent sous des juridictions distinctes, soumis à des régimes de permis stricts qui les séparent les uns des autres et les isolent de leurs terres comme de leurs

familles. Acheminer les produits palestiniens vers la ville est devenu si compliqué que les commerçants finissent par vendre ceux des colonies. Je me souviens qu'au début, cela me surprenait beaucoup. Mais ce n'est qu'un autre aspect de cette réalité schizophrénique, si difficile à saisir.

À partir d'octobre 2023, avec l'intensification des restrictions, des attaques et des abus, et l'absence de visiteurs, presque toutes les boutiques palestiniennes que je connaissais ont fermé. Le tourisme a chuté de façon dramatique ; il ne reste que quelques stands d'oranges pressées et de jus de grenade pour les rares pèlerins qui viennent visiter la ville. Et le reste ? À Jérusalem, de nombreuses familles palestiniennes travaillant dans l'hôtellerie ou la restauration survivent presque exclusivement grâce au tourisme international. Je me souviens qu'il y a déjà dix ou quinze ans, on ne voyait pas beaucoup d'Israéliens s'aventurer dans les quartiers arabes de la ville. Même prendre un taxi à Jérusalem-Ouest ne garantissait pas que le chauffeur accepte de se rendre jusqu'à Jérusalem-Est, craignant de possibles attaques. Que ces craintes soient fondées ou non, elles font de Jérusalem une ville « naturellement » divisée comme certains lacs où des courants d'eau de couleurs différentes coulent côte à côte sans jamais se mélanger. Ici, ce qui semble *naturel* n'est qu'une illusion. La réalité montre plutôt un régime de séparation, de ségrégation raciale, mieux : ethnoreligieuse. Un régime d'apartheid.

J'ai quitté Jérusalem à la fin de 2012, Leila dans mon ventre. Max était parti peu après la fin de l'été pour s'installer à Washington ; moi, je suis restée aussi longtemps que la grossesse me l'a permis, avant de le rejoindre. J'ai attendu que la maison se vide de tous ses meubles et je lui ai dit adieu un matin de la fin novembre. La lumière projetait l'ombre des branches du grenadier de la terrasse sur le sol de ma chambre. Il ne restait plus que le matelas. C'est ainsi que George m'a trouvée : assise par terre, contemplant mes pieds nus caressés par ce jeu de lumière. Il m'a tendu la main pour m'aider à me relever et nous sommes allés prendre un petit-déjeuner à Salah al-Din. Là, j'ai pris tendrement congé du restaurateur qui n'en pouvait plus de moi et de mon obsession pour les poivrons verts au petit matin. Puis nous sommes passés saluer les frères Muna, les propriétaires de Educational Bookshop, où j'ai acheté une énième pile de

livres. George m’a accompagnée partout dans cette dernière tournée, un sourire doux, quelque peu narquois, aux lèvres. Il m’appelait affectueusement *habibti* chaque fois que je disais une bêtise. Quand il était sérieux, j’étais Frenci ou *kbire*, la grande. Après, je suis devenue Frenci *kbire*, pour me distinguer de notre chère amie Francesca Bombi, Frenci *sghire*, la petite.

Après avoir quitté Jérusalem, Max et moi avons revu George assez vite : en mars, il a été l’une des premières personnes à prendre Leila dans ses bras dans une clinique de Washington. Et au fil des années, nous n’avons jamais perdu le lien avec « l’oncle George ». Il a continué à venir nous voir aux États-Unis comme en Italie et, de mon côté, j’ai toujours trouvé le moyen de lui rendre visite chaque fois que je retournais en Palestine durant les années de recherche pour mon livre sur les réfugiés palestiniens. Puis le génocide s’est abattu sur nous comme une épée. Nous nous sommes parlé bien moins souvent, avons même repris contact après un an de silence. Il m’a confié qu’il avait craqué, qu’il n’allait pas bien, il m’a avoué qu’il avait peut-être bien sombré dans la dépression. Et au fond, qui n’est pas déprimé, aujourd’hui, parmi les Palestiniens ?

Moi aussi, j’ai connu des moments d’effondrement. Je me souviens des premières semaines du génocide, entre octobre et novembre 2023. Je pleurais souvent, incapable de ranger dans ma tête tous ces morts : 200, 250 personnes par jour, des enfants, des histoires atroces… Je tenais tant bien que mal même si, durant cette période, je n’étais pas présente. Je ne l’étais pour personne, pas même pour mes enfants ou ma mère, elle dont la mémoire, entre-temps, ne cessait de s’étioler. Chaque matin il fallait se lever, faire le décompte des morts, essayer de comprendre ce qui s’était passé, vérifier les informations, parler avec d’autres spécialistes, répondre à ceux qui m’appelaient depuis Gaza ou la Cisjordanie, satisfaire autant que possible les demandes des journalistes, penser à respirer.

J’ai gardé un souvenir très net d’un matin d’octobre, en Italie, où j’ai donné une interview à la BBC avec les yeux pleins de larmes – je pleurais depuis l’aube. Je venais de voir les images de la destruction à Gaza, j’étais

incapable de faire face à la douleur provoquée par ce cri inhumain de vengeance surgissant des hordes de jeunes soldats en tenue d'assaut.

Les mois suivants se sont écoulés comme en apnée. Puis, lentement, j'ai commencé à bâtir une cloison en moi pour tenter de revenir à la vie en acceptant que tout basculait irréversiblement, et que moi aussi, j'avais perdu quelque chose qui ne reviendrait plus jamais.

Entretemps, au début de l'année 2025, Educational Bookshop s'est retrouvé au cœur de l'actualité. L'armée israélienne a fait irruption deux fois dans la librairie, arrêté les propriétaires et vidé les étagères. Les soldats ont emporté tous les livres dont la couverture comportait un drapeau palestinien ou un élément jugé indésirable, même un livre de coloriage pour enfants, saisi comme preuve « d'incitation au terrorisme ».

Le colonialisme israélien ne se contente pas d'occuper le territoire ; il cherche aussi à réprimer toute tentative de forger une conscience collective, palestinienne ou internationale, qui dévoilerait la réalité de cette occupation. Sinon pourquoi s'attaquer aux lieux de culture, ces espaces de résistance pacifique ?

Vivre à Jérusalem, c'est aussi cela.

---

20. Dans les années 1990, deux historiens — l'Israélien Zvi Elpeleg et le Palestinien Philip Matar — ont publié, chacun de son côté, une biographie du Grand Mufti de Jérusalem, apportant des nuances et complexifiant l'héritage de cette figure controversée. Les deux condamnent la relation de ce dernier avec Hitler mais l'innocentent de tout crime de guerre. Voir Philip Matar, *The Mufti of Jerusalem*, Columbia University Press, New York, 1992 ; Zvi Elpeleg, *The Grand Mufti*, Frank Cass, Londres, 1993. (Note de l'éditeur.)

21. Ateret Cohanim est une organisation nationaliste religieuse israélienne qui œuvre à la judaïsation de Jérusalem-Est, notamment dans la vieille ville et à Silwan. Elle facilite l'installation de colons juifs au cœur de quartiers palestiniens, via l'achat contesté de biens et des procédures d'expulsion.

ALON

Comment reconnaître une personne antisémite ?

> Apartheid *était un mot nouveau, mais l'idée était vieille. Ce mot signifie littéralement « séparation » […].*
> *Ce qui existait plus ou moins de fait devait désormais s'imposer de droit. La ségrégation […] devait se cristalliser dans un système monolithique, diabolique dans les moindres détails, implacable dans son étendue, écrasant par son pouvoir.*
> — NELSON MANDELA, *UN LONG CHEMIN VERS LA LIBERTÉ*[22]

Aujourd'hui plus que jamais, alors que l'on accuse d'antisémitisme les Palestiniens, peuple actuellement victime d'un génocide, ainsi que celles et ceux qui se battent pour la justice, il devient urgent de comprendre ce que signifie réellement le terme *antisémitisme* et quels sont les dangers d'un usage détourné.

Quand j'ai été nommée Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés, en mai 2022, j'étais déjà la cible d'insultes, et plusieurs rapports avaient été rédigés contre moi, principalement à l'initiative d'une organisation aussi malhonnête dans son approche des droits de la personne qu'efficace dans sa stratégie de diffamation systématique envers quiconque ose critiquer l'État d'Israël. Cette organisation, c'est UN Watch[23] : en théorie, il s'agit d'un organisme chargé de surveiller le respect des principes de la Charte des Nations Unies, en promouvant les droits de la personne et la responsabilité des gouvernements au sein du système onusien. En pratique, il constitue un véritable instrument de propagande israélienne au cœur des Nations Unies. Mais ceux qui connaissent Israël n'en seront pas surpris.

L'été de ma première année de mandat, j'ai été invitée à intervenir devant la Commission des affaires étrangères et communautaires de la Chambre des députés italienne. Pendant mon intervention, le président de

l'époque, Piero Fassino, m'a interrompue pour juger ma lecture de la question israélo-palestinienne « unilatérale » et m'a appelée à faire preuve de plus de « neutralité ». En somme, il me reprochait de ne pas être impartiale. Avec la naïveté de celle qui débute, je suis tombée des nues. En quoi étais-je partiale ? Pourquoi un responsable politique en appelait-il à l'objectivité d'une fonctionnaire internationale venue, de manière courtoise, rendre compte d'une situation d'une gravité extrême ? Et surtout : pourquoi m'inviter pour ensuite m'attaquer ? À l'époque, cela a semé la discorde au sein même de la commission : Laura Boldrini et d'autres ont pris la parole pour me défendre, et l'affaire est devenue publique.

C'est au beau milieu de ce tumulte que j'ai fait la connaissance d'Alon Confino, professeur italo-israélien, spécialiste d'histoire, d'études juives et du Proche-Orient à l'Université Amherst du Massachusetts et directeur de l'Institut pour les études sur l'Holocauste, les génocides et la mémoire aux États-Unis. Alon avait suivi l'affaire dans la presse italienne. Il m'a écrit : « Je vois ce qui se passe. C'est une honte, et j'aimerais t'aider. Dis-moi si je peux écrire quelque chose. » Et il l'a fait. Il a rédigé une magnifique lettre ouverte en anglais. Je l'ai aidé à la traduire, car il ne se sentait pas assez sûr de lui, même s'il parlait un italien admirable. Il l'a envoyée à *La Repubblica*[24], qui a refusé de la publier. D'autres journaux ont fait de même. Sa lettre n'a jamais été diffusée. Mais de cette tentative est née une belle collaboration entre nous et une amitié forte qui a duré jusqu'aux derniers jours de sa vie, en juin 2024. Dès les débuts de notre échange, Alon m'a sensibilisée à une question cruciale : la controverse entre chercheurs juifs du monde entier à propos de la définition de l'antisémitisme proposée par l'organisation IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance). En réalité, l'antisémitisme se définit de lui-même : c'est la haine, la discrimination, les préjugés, la violence envers les juifs en tant que juifs, tout comme l'islamophobie est la haine, la discrimination, les préjugés et la violence envers les musulmans en tant que musulmans, et ainsi de suite. L'IHRA, pourtant, a proposé en 2016 une définition particulière de l'antisémitisme, alambiquée, vague et biaisée : « L'antisémitisme est une certaine perception des juifs qui peut s'exprimer comme une haine à leur égard. Des manifestations verbales et physiques

d’antisémitisme sont dirigées contre des juifs ou des non-juifs et/ou contre leurs biens, contre des institutions communautaires juives et des bâtiments utilisés pour le culte. »

À cette définition, apparemment inoffensive, s’ajoutent onze exemples concrets qui relient l’antisémitisme à la critique de l’État d’Israël et de ses politiques. Le danger de cette définition réside dans sa capacité à faire passer toute critique d’Israël pour antisémite. En somme, puisque Israël se définit comme un « État juif », le critiquer reviendrait à haïr les juifs – même en présence de violations documentées commises par cet État. Cette équation est toxique. Et je n’ai été ni la première ni la seule à le dire. Comme Alon me l’a souvent rappelé, confondre critique d’Israël et antisémitisme met en danger à la fois les Palestiniens et les juifs eux-mêmes. Ce raisonnement établit une identification immédiate entre tous les juifs et l’État d’Israël. Or ce n’est pas le cas. Alon était israélien, il aimait profondément Israël. Comme lui, de nombreux juifs américains ou européens refusent d’être associés aux crimes de l’État israélien. Beaucoup sont antisionistes, d’autres ne le revendiquent pas ouvertement, certains pas du tout. Et pendant qu’on brouille les cartes entre antisionisme et antisémitisme, on passe sous silence le véritable antisémitisme, celui qui continue de prospérer : celui des extrêmes droites, qui considèrent les communautés juives, tout comme les communautés arabes et les personnes homosexuelles, comme un corps étranger à éliminer du système occidental pour en préserver la supposée pureté. L’idée d’une race supérieure, transformée au XX^{e} siècle en idéologie d’extermination par l’Allemagne nazie, n’a pas disparu avec Hitler, comme l’explique l’historien israélien Raz Segal, professeur d’études sur l’Holocauste et le génocide à l’Université Stockton, au New Jersey. Cette idéologie s’est dissimulée, transformée, mais elle circule encore dans les veines de nos sociétés, même dans celles qui se targuent de défendre les droits de la personne et les libertés fondamentales.

Raz Segal a montré comment les concepts de suprématie raciale réapparaissent aujourd’hui, portés par une rhétorique qui déshumanise les Palestiniens et s’inscrit dans une logique de domination raciale.

Le mythe de la race, à vrai dire, ne naît même pas avec Hitler, bien qu'il en ait fait un drapeau de destruction. Il représente cette âme noire dissimulée sous des habits blancs qui hante cinq siècles de colonisation, depuis 1492. Ce qu'on m'a appris enfant à appeler « la découverte de l'Amérique » marque en réalité le début de l'horreur pour les peuples autochtones du continent américain. Avec ses trois caravelles, Christophe Colomb est devenu l'instrument de la cupidité de la reine Isabelle d'Espagne, avide d'or et de ressources. En arrivant dans le « Nouveau Monde », cette terre habitée par des peuples aux traditions millénaires, comme les Haudenosaunee, les Apaches, les Navajos, les Sioux, les Cherokees, les Inuits, les Incas, les Mapuches, les Muiscas, les Guaranis et tant d'autres, Colomb inaugura l'exploitation de l'Amérique latine, suivie de la conquête du Nord, où les Pères pèlerins, fuyant les famines européennes, s'emparèrent des territoires peuplés par des centaines de nations autochtones aujourd'hui menacées d'effacement historique.

Un exemple criant : les États-Unis, pays fondé sur un génocide, racontent leur propre histoire à partir du 4 juillet 1776, date de la Déclaration d'indépendance des Treize Colonies vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Cette date marque, dit-on, la naissance des États-Unis comme nation souveraine – en oubliant de dire qu'entre 1492 et le milieu du XVII^{e} siècle, les colonisations européennes des Amériques ont causé la mort de dizaines de millions d'Autochtones, exterminés par les guerres, l'esclavage, les déportations et les maladies importées par les Européens, contre lesquelles ils n'avaient aucune défense immunitaire.

Ces génocides — qui, dans certaines régions, ont entraîné une chute démographique de 70 à 90 % de la population originelle — restent encore aujourd'hui rarement abordés, ou alors leur narration est présentée de façon rassurante, normalisant l'horreur. L'ensemble du cinéma western (jusqu'à *Soldat Bleu* et *Danse avec les loups*) a raconté de manière romancée le génocide des prétendus « Peaux-Rouges », expression elle-même raciste et dépréciative. L'histoire est écrite par les vainqueurs, qui sont souvent aussi les bourreaux. Mais les survivants portent leur histoire en eux. Elle voyage dans leur ADN. Et dès qu'ils prennent un stylo, ils la corrigent. *The Rediscovery of America*, de Ned Blackhawk[25], est l'un des livres les plus

éclairants que j’ai lus pendant cette longue année et demie de génocide en Palestine. Il raconte l’histoire de la naissance des États-Unis du point de vue des peuples autochtones.

Aujourd’hui, plus personne, ou presque, du moins en théorie, ne peut nier que la conquête de l’Amérique par les puissances européennes relève d’un processus colonial. Les siècles se sont écoulés et le temps permet de mieux comprendre cette histoire, en en éclairant les zones d’ombre avec toujours plus de clarté. En revanche, dès qu’il s’agit de situations actuelles, le débat devient beaucoup plus tendu. Avec Alon, nous avons longuement parlé de tout cela. Après nos premiers échanges par courriel et au téléphone, une collaboration belle et intense est née entre nous. Je lui ai fait lire, ainsi qu’à son ami proche Amos Goldberg – professeur d’histoire juive et d’études contemporaines du judaïsme à l’Université hébraïque de Jérusalem, l’un des rares Israéliens à avoir dénoncé ouvertement le génocide perpétré contre les Palestiniens après le 7 octobre –, le rapport sur l’autodétermination que je préparais en 2022 pour les Nations Unies. Tous deux m’ont dit :

— Bonne chance. Le problème, ce n’est pas la manière dont tu construis l’idée du droit à l’autodétermination, mais que tu attribues à Israël le fait d’être un régime colonial.

— Mais c’est ce qu’il est…

— Oui, nous le savons, mais prépare-toi : ils vont te tomber dessus.

Et c’est exactement ce qui s’est produit. Ma visite en Palestine, initialement prévue pour décembre 2022, a été refusée, et les attaques d’antisémitisme à mon égard n’ont plus cessé depuis, malgré de nombreuses prises de position en ma défense – venues d’universitaires, de journalistes, d’activistes, notamment de nombreux juifs progressistes, toujours en première ligne. Grâce à Alon et Amos, j’ai fréquenté de nombreux intellectuels juifs – israéliens, britanniques, américains – avec lesquels j’ai construit une collaboration vitale. Ensemble, nous avons tenté de résister à ce qui se passait alors aux Nations Unies, où des groupes de pression avançaient leurs pions, insistant pour que l’ONU adopte la définition de l’IHRA de l’antisémitisme, une définition qui intégrait d’office les critiques d’Israël.

Là où ces pressions ont été efficaces, les conséquences se sont fait sentir.

À ce jour, 25 des 27 États de l'Union européenne ont adopté cette définition sous une forme ou une autre. Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, elle s'est imposée comme un standard dans les administrations, les universités, et même dans les entreprises. En Italie, le Conseil des ministres l'a adoptée dès 2020. Des compagnies aériennes comme Lufthansa l'ont également reprise.

Mais quelles en sont les implications ? Cela signifie que si tu portes un keffieh ou une broche arborant le drapeau palestinien, tu pourrais un jour être sanctionné, car ces symboles risqueraient d'être perçus comme une attaque contre l'État d'Israël ou comme une négation de son existence. Nous sommes arrivés à un niveau d'oppression et d'absurdité politique inédit.

En même temps, nous assistons à une prise de conscience sans précédent. Jamais encore Israël n'avait été remis en question aussi durement. Jamais les mobilisations n'avaient été si importantes. Je ne parle pas seulement des rues qui débordent, mais aussi d'actions juridiques majeures en cours – par exemple contre les gouvernements du Royaume-Uni, du Danemark ou des Pays-Bas, accusés d'avoir soutenu militairement Israël pendant qu'il commettait de graves crimes internationaux. Ou encore les démarches menées par la Hind Rajab Foundation, qui demande justice contre les soldats israéliens pour lesquels existent des preuves de participation à des crimes de guerre ou à des actes de génocide.

Dans de nombreux pays, pourtant, ces procédures sont entravées, car elles sont aussitôt qualifiées d'*antisémites*. Il y a donc, d'un côté, une montée de la lucidité et de la vérité ; de l'autre, une répression croissante. Ce contraste témoigne d'une faiblesse structurelle du système global dont les Palestiniens sont victimes. Un système qui ne dépend pas uniquement d'Israël, mais aussi des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de l'Europe, où les Palestiniens sont souvent discriminés au nom d'une idée implicite : leur simple existence représenterait un embarras, voire une menace, pour l'État d'Israël. La logique est pervertie, l'argumentation

irrationnelle. Parfois, tout cela ressemble à une volonté obstinée de ne pas comprendre. Peut-être parce que comprendre obligerait à agir.

Je reste sans voix lorsque je lis des articles qui parlent des Palestiniens comme d'un peuple « plein de haine ». Mais qui, aujourd'hui, ne ressentirait pas de la colère ou de la douleur face aux actions d'Israël, à la manière dont elles sont menées et à sa capacité à faire taire le débat dans le monde entier ? Quoi qu'il en soit, les émotions ne devraient jamais guider les décisions politiques. Ce qui doit prévaloir, c'est le droit : c'est la seule mesure légitime de ce qu'une politique peut – ou ne peut pas – faire.

Quand je suis devenue amie avec Alon, Amos et d'autres signataires de la *Jerusalem Declaration on Antisemitism*, une alternative à l'IHRA, fidèle à la définition essentielle de l'antisémitisme comme haine des juifs en tant que juifs, j'ai compris l'importance d'agir. En 2022, alors que l'ONU semblait sur le point d'adopter la définition de l'IHRA, j'ai consulté d'autres Rapporteurs spéciaux, dont les mandats étaient pertinents : liberté d'expression, liberté d'association, lutte contre le racisme, défense des droits de la personne. Ensemble, avec les chercheurs juifs qui sollicitaient notre soutien, nous avons décidé d'écrire au Secrétaire général de l'ONU et au Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations, chargé de cette question.

En un an, nous avons contribué à rendre ce processus plus transparent, plus démocratique, plus ouvert aux voix critiques et progressistes. Comment l'ONU aurait-elle pu adopter une définition qui non seulement ne définit rien clairement, mais qui est aussi profondément controversée et dangereuse ?

À ce jour, cette définition n'a jamais été officiellement adoptée par les Nations Unies. Et si certains groupes de pression continuent d'y être accueillis, une autre dynamique s'est instaurée : des chercheurs comme Alon Confino, Amos Goldberg et David Feldman ont été invités à plusieurs reprises à venir dialoguer avec les instances onusiennes.

En octobre 2022, un rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, E. Tendayi Achiume, a acté ce que de nombreux experts dénonçaient déjà : « L'influence de facto de la définition de l'IHRA sur les politiques des États et des acteurs privés a contribué à des

violations des droits humains, notamment de la liberté d'expression, de réunion et de participation politique. »

Pendant ce temps, je me préparais pour ma visite en Palestine, prévue en décembre. Depuis 14 ans (de 2008 à 2022), aucun Rapporteur spécial n'avait obtenu de réponse du gouvernement israélien à ses demandes. J'ai donc décidé de changer de stratégie : au lieu de demander l'autorisation, j'ai informé les autorités israéliennes de ma visite. Je leur ai simplement annoncé : « Je serai là à telle date, pour telles rencontres. » Le message implicite était clair : « Vous ne pouvez pas m'en empêcher, car vous êtes une puissance occupante illégitime. J'ai coordonné ma mission avec les Palestiniens, je vous en informe afin que vous facilitiez les choses autant que possible. » Un jour plus tard, les autorités israéliennes ont déposé une plainte auprès des Nations Unies, affirmant que je n'avais pas respecté les procédures, que pour aller dans les territoires palestiniens occupés, je devais demander leur autorisation, et ont rappelé les formalités à suivre. Très bien. J'ai suivi toutes les procédures. Mais sept jours avant mon départ, un grand quotidien israélien connu pour son alignement avec le gouvernement, a publié une « révélation » taillée sur mesure pour faire scandale. Au centre de l'article, une accusation claire : j'étais antisémite, et la preuve en était une publication Facebook en juillet 2014, au moment de l'offensive israélienne sur Gaza, qui avait causé plus de 2 000 morts – dont environ 500 enfants – et 11 000 blessés. Mon statut appelait à soutenir les Nations Unies dans leur aide humanitaire, et critiquait l'inaction de l'Occident face à ce nouveau massacre de Palestiniens. J'y écrivais que l'Europe était paralysée par la culpabilité de la Shoah et les États-Unis, par le « lobby juif ». Cette formule était maladroite, je le reconnais. Oui, il existe un puissant lobby pro-Israël, et de nombreux juifs en font sans doute partie. Mais parler de « lobby juif » est une erreur. Cela passe sous silence d'autres acteurs essentiels du soutien à Israël, comme les chrétiens sionistes, pour qui le retour des juifs en Terre sainte accomplit une prophétie biblique – un fanatisme religieux très puissant aux États-Unis et ailleurs. Ce qui était encore plus grave, c'est que je n'avais pas, à l'époque, fait une distinction essentielle entre les juifs sionistes – en particulier ceux qui prônent la souveraineté juive « du fleuve à la mer », un projet fondamentalement

discriminatoire, donc interdit par le droit international – et ceux, juifs également, qui s'y opposent ou refusent simplement qu'on les y associe.

Israël ne représente pas tous les juifs. Pas plus que l'Italie ne représente tous les catholiques.

C'était le 15 décembre 2022. Je me souviens de chaque détail de cette journée où la nouvelle s'est propagée, où je voyais ma tête de Rapporteuse spéciale rouler dans la boue. Mais une fois encore, ce sont mes amis et compagnons israéliens – ceux avec qui j'avais cheminé dans la défense des droits fondamentaux – qui m'ont tendu la main. Ce soir-là, en visioconférence, Alon, Amos, Daniel Levy et David Feldman étaient là. Ils avaient lu l'article et voulaient m'aider à y faire face. Je revois encore Alon, dans son bureau épuré du Massachusetts, me dire : « Ne t'excuse pas, Francesca. *You can't apologize. They will mop the floor with your face if you apologize*. » (Ils laveront le sol avec ton visage si tu t'excuses.) Il m'a conseillé de garder mes distances. Mes mots étaient véritablement mal choisis. Je devrais tout simplement recentrer la discussion sur la violence systémique subie par les Palestiniens. Alon était un penseur et un brillant orateur. L'idée des *infelicitous words* – mots maladroits – m'a permis de réévaluer ma compréhension de la question palestinienne. J'ai reconnu que les termes employés à l'époque n'étaient pas ceux que j'utiliserais aujourd'hui. Cette controverse a même ouvert un espace utile pour aborder de front l'antisémitisme. Et aussi de dénoncer la manière éhontée dont il est instrumentalisé.

Les paroles d'Alon, d'Amos et de Daniel Levy m'ont soutenue. Ainsi j'ai pu bâtir une armure autour de mon engagement. Depuis, d'autres campagnes de diffamation se sont abattues sur moi. Mais ce jour-là, j'ai tenu bon. Et cela m'a valu le respect d'une large part de la société civile, notamment de plusieurs groupes juifs progressistes et d'intellectuels qui se sont mobilisés à mes côtés.

Je pense notamment à Avi Shlaim, historien israélien et professeur à l'Université d'Oxford, qui a publié peu après une lettre disant : « Les trois piliers du judaïsme sont la vérité, la justice et la paix. Francesca Albanese incarne ces valeurs à un degré extraordinairement élevé. Beaucoup de juifs

dans le monde seront troublés de voir Israël trahir ces principes fondamentaux. »

Dans ces jours difficiles, ses mots ont eu pour moi un poids à la fois politique et personnel que je n'oublierai jamais.

Au début de l'année 2023, le journal *Altreconomia* m'avait invitée à présenter au Sénat italien mon rapport sur le droit à l'autodétermination, et j'avais proposé d'y associer également Alon. Malgré les pressions exercées par l'ambassade d'Israël en Italie pour empêcher la tenue de l'événement et le malaise compréhensible qu'elles ont suscité jusque chez les organisateurs, je suis arrivée à Rome pleine d'enthousiasme à l'idée de vivre ce moment institutionnel dans mon propre pays aux côtés d'une personnalité aussi brillante, intellectuellement et humainement, qu'Alon. J'étais aussi tout simplement heureuse d'enfin le rencontrer en personne.

Nous nous étions donné rendez-vous la veille au soir devant la librairie Feltrinelli de Largo Argentina. J'y ai rencontré un homme élégant à la chevelure blanche et foisonnante, parapluie sous le bras et l'air de quelqu'un qui ne se prend pas trop au sérieux. Nous nous sommes embrassés comme si nous nous retrouvions après des années d'absence, puis nous avons commencé à marcher. L'objectif, c'était de parler, encore et toujours, en laissant nos pas nous guider. Nous avons longuement flâné dans les ruelles du ghetto juif, fait un détour par une autre librairie, puis partagé une très belle soirée à manger des artichauts, à boire, à discuter musique et littérature, entourés de quelques-unes de mes amies les plus proches. Je me souviens qu'au moment de nous quitter, après avoir envoyé un selfie à Amos resté à Jérusalem, Alon s'est mis à rire et m'a lancé : « Tu crois que quelqu'un m'a vu dîner avec toi ? Est-ce que je peux traverser le ghetto seul, de nuit, sans problème ? » Le lendemain matin, nous nous sommes retrouvés à proximité du Sénat pour notre présentation. Nous avons été accueillis dans une salle magnifique et avons pu aborder des thèmes qui nous tenaient profondément à cœur. Ce fut un événement marquant. J'ai été touchée non seulement par l'engagement d'Alon à défendre ma réputation avec toute son autorité morale et intellectuelle, mais aussi par les mots qu'il

a choisis – des mots très rares en Italie lorsqu'il est question d'Israël et de la Palestine.

Il a commencé son intervention en retraçant l'histoire de l'antisémitisme, en expliquant son origine et son évolution. Il a rappelé que le terme avait été forgé en 1879, marquant une rupture dans la compréhension de la haine envers les juifs, qui passait d'un rejet religieux à une idéologie raciale et politique. Il a ensuite abordé le sujet qui nous avait réunis pour la première fois : l'usage idéologique de l'accusation d'antisémitisme. Il a souligné combien cette accusation sert trop souvent à faire taire des critiques pourtant fondées et légitimes envers Israël et le sionisme, détournant ainsi l'attention des violations des droits de la personne subies par les Palestiniens. Selon lui, « l'accusation d'antisémitisme est fréquemment utilisée comme une arme idéologique contre les individus, universitaires, journalistes, qui osent défendre l'égalité des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux des Palestiniens, ou dénoncer les violations du droit international dans les territoires occupés ».

Alon a également parlé de la position complexe des juifs israéliens, qui peuvent être à la fois victimes et agresseurs, dans la mesure où Israël, bien que né des cendres de la Shoah, impose aujourd'hui un pouvoir oppressif sur les Palestiniens. Il a critiqué la politisation de la mémoire de l'Holocauste, affirmant qu'elle ne saurait justifier des violations actuelles des droits de la personne. Il a insisté sur la nécessité absolue de distinguer l'antisémitisme de l'antisionisme : « Parler du sionisme ou d'Israël sous un angle politique, ce n'est pas de l'antisémitisme, c'est une conversation nécessaire, un débat que nous devons avoir. »

Ce « nous devons » était pour lui un impératif moral, en tant que juif, en tant qu'Israélien, et par amour pour Israël. Je ressens la même chose : un devoir personnel, en tant que femme européenne consciente de ce que les Européens ont fait pendant des siècles ; en tant qu'Italienne, consciente du fait que l'Italie a été complice de la Shoah au nom d'une idéologie raciste, il y a moins d'un siècle. Je crains que ces idéologies ne resurgissent. C'est pourquoi je m'engage, chaque jour, par tous les moyens dont je dispose, à construire un tissu de vigilance qui puisse les étouffer dès leur apparition.

Lors de mon intervention aux côtés d'Alon, j'ai parlé du droit à l'autodétermination comme d'un droit fondamental à exister en tant que peuple – un droit qui ne peut se négocier. Comme je l'écrivais dans mon rapport : « Les violations du droit international ne doivent pas faire l'objet de négociations, car cela reviendrait à légitimer ce qui est illégal. » J'ai insisté sur le fait que la question palestinienne, trop souvent réduite à une simple crise humanitaire, doit être reconnue pour ce qu'elle est : une question éminemment politique, à traiter conformément au droit international.

Distribuer de l'aide sans s'attaquer aux causes structurelles de la crise revient à perpétuer l'injustice, à la normaliser, au lieu de tout mettre en œuvre pour y mettre fin. J'ai aussi dénoncé le récit dominant qui présente la Palestine comme un « conflit », alors qu'il s'agit d'un système durable de domination et d'expropriation relevant du paradigme du colonialisme de peuplement.

J'ai expliqué que l'occupation israélienne n'a rien de temporaire, qu'elle s'inscrit dans un projet plus vaste mêlant colonisation, apartheid et contrôle militaire. On ne peut parler de développement ni de « paix économique » sans d'abord mettre fin à cette domination. Injecter de l'argent et de l'aide humanitaire dans ce contexte, c'est vouloir faire fonctionner un jouet cassé. Et à cela, la communauté internationale a souvent échoué, adoptant des approches inadaptées qui ignorent les causes profondes du problème.

Tout part du droit fondamental du peuple palestinien à l'autodétermination, un droit humain bafoué depuis des décennies. Il me semble évident, incontestable que tout cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme. Il s'agit simplement de l'application du droit international, ce droit que les États ont eux-mêmes élaboré, qui délimite le champ de la politique, qui fixe ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Un droit qui n'a de valeur que s'il est objectif et universel, et donc garanti à chaque être humain sur cette Terre.

Ce jour-là, j'ai été heureuse de pouvoir m'exprimer dans un cadre officiel et public, pour affirmer ma conviction que l'espoir se trouve aujourd'hui dans les nouvelles générations, bien sûr chez les Palestiniens,

mais aussi dans la société civile internationale et parmi de très nombreux juifs de la diaspora, notamment aux États-Unis.

J'ai expliqué que, selon moi, les grandes luttes sociales doivent passer – ou devraient passer – par le langage des droits de la personne. Ce langage nous révèle combien la politique arrive souvent trop tard, voire freine activement le changement. J'ai pris l'exemple de l'apartheid sud-africain : il n'a pas été démantelé par une soudaine prise de conscience morale des États, mais parce qu'ils ont fini par se retrouver acculés, contraints de reconnaître qu'ils ne pouvaient plus s'opposer à une campagne mondiale en faveur du mouvement antiapartheid. Ce basculement n'est pas venu d'en haut. Il a été rendu possible par une transformation intérieure de la société sud-africaine et par 20 ans de mobilisation de la société civile à travers le monde.

Ces mots, prononcés ce jour-là depuis une tribune officielle, ont trouvé un certain écho, notamment grâce aux nombreuses interviews publiées dans la presse. Et parce qu'Alon était Alon, personne n'a osé l'attaquer violemment comme on l'avait fait avec moi. Ce jour-là, sa réputation, sa stature, ont offert une démonstration éclatante de ce que l'union peut produire : force, légitimité, lumière.

Après la réunion, nous sommes repartis marcher dans Rome. Ce qu'il y avait de merveilleux chez Alon, c'était sa stature d'intellectuel ; sa parole était puissante, elle servait la force de ses idées ; pourtant, en même temps, c'était un homme simple, délicat, élégant. Dès la fin du déjeuner avec les journalistes, il m'a dit en riant : « Allez, on va au Colisée, on prendra une photo à envoyer à Amos pour le rendre fou de jalousie ! »

Il n'y avait aucune différence entre nos conversations personnelles, où il parlait avec tendresse de sa compagne Tal et de ses enfants, restés en Israël, et la suite des réflexions que nous avions amorcées, quelques heures plus tôt, au Palazzo Giustiniani. Je me souviens qu'en arrivant près du Colisée, je lui ai lancé :

— Tu ne crois pas que les juifs européens sont allés en Palestine parce qu'ils n'avaient nulle part où aller, et non à cause d'un véritable lien avec cette terre ?

Cette idée, selon laquelle l'État juif se serait établi en Palestine pour des raisons profondes, me semblait un peu plate. Certes, la Palestine avait une résonance biblique, contrairement à d'autres territoires envisagés à l'époque, comme l'Argentine ou l'Ouganda, mais je n'y voyais pas beaucoup plus qu'une opportunité.

— Donc, en somme, on peut bien parler de colonialisme de peuplement[26], non ? ai-je poursuivi. Les sionistes européens ne seraient jamais allés là-bas s'ils n'avaient pas, d'une manière ou d'une autre, mis de l'avant, ou instrumentalisé, l'argument religieux.

Il s'est arrêté net au milieu du trottoir, a éclaté de rire, puis m'a dit :

— Eh bien, Francesca, si tu étais l'une de mes étudiantes, tu risquerais d'échouer à l'examen ! Ce n'est pas tout à fait ça, a-t-il continué d'une voix plus douce. Ce que tu dis n'est pas faux, mais ce n'est pas entièrement exact non plus. Peut-être que je peux t'expliquer un peu mieux.

Alors, devant le Colisée, il m'a longuement parlé de la complexité des revendications d'autodétermination des juifs européens. Nous n'avons même pas essayé d'entrer dans les ruines, il y avait un monde fou et nous étions trop absorbés par la discussion. Nous sommes restés sur un banc à parler. Alon a poursuivi :

— Il y a autre chose aussi. Le peuple juif a un lien très profond avec cette terre, avec Jérusalem en particulier. C'est notre histoire. Bien sûr, ce lien ne signifie pas que nous en soyons les propriétaires. Mais il faut savoir présenter la complexité du processus historique, sachant que beaucoup d'entre nous n'avaient vraiment plus nulle part où aller. C'est un point fondamental. Après la Shoah, ce n'est pas comme si le monde avait soudainement ouvert les bras aux juifs. Non. On ne voulait toujours pas de nous. Personne ne voulait de nous, en Europe. Nous étions les pestiférés, ceux qu'on devait faire disparaître du paysage. Parce que les Européens ne pouvaient même pas supporter l'idée que des juifs aient survécu à tout cela.

Alon n'était pas opposé à l'utilisation du paradigme du colonialisme de peuplement dans le cas d'Israël.

— Mais, m'a-t-il dit ce jour-là, il faut en comprendre les spécificités. Le colonialisme de peuplement juif a une matrice unique, parce qu'à la base il y a toujours eu ce lien très fort avec ces lieux. Ce serait une erreur de dire

que l’intérêt des juifs pour Jérusalem et la Palestine est artificiel, ou n’est qu’un prétexte. L’amour pour cette terre est profondément ancré dans notre histoire, dans notre culture.

Ses paroles ont été précieuses. Depuis cette conversation, j’ai toujours gardé en moi cette idée : l’État d’Israël a représenté pour le peuple juif – et particulièrement pour les juifs d’Europe – une source de fierté, de légitimité, de visibilité, à un moment de l’histoire (les années 1950-1960) où un antisémitisme diffus et violent était encore vivace. Pour la première fois, les juifs se sont sentis protégés. Cette compréhension des choses, je la dois à Alon, et elle restera à jamais liée à ce moment partagé avec lui dans les rues de Rome. Ce que je n’oublierai jamais, plus encore que ses mots, c’est son sourire au moment de conclure notre échange. Il a pris son téléphone, s’est approché de moi et a dit : « Allez, envoyons la photo à Amos. Et même s’il fait froid, j’ai très envie d’une glace, pas toi ? » Je ne sais plus si on l’a mangée, cette glace. Mais je me souviens que nous sommes allés à Trastevere, encore une fois à pied, et que nous avons encore parlé, puis que nous avons retrouvé ma chère amie Rania Hammad, fille de Nimer Hammad, ancien représentant de l’OLP en Italie, et d’autres amis, pour partager un plat d’artichauts. Se dire au revoir dans cette atmosphère joyeuse a été une belle façon de se quitter. De toute façon, nous avions prévu de nous revoir très bientôt.

En mars 2023, nous étions en train d’organiser sa participation à la présentation de mon rapport à Genève, lorsque, lors d’un appel vidéo – je me souviens de son pull vert et de son trouble visible –, il m’a dit : « Tu sais, je ne suis pas sûr de pouvoir venir. Je ne me sens pas bien, je dois faire des examens. » Deux semaines plus tard, en avril, le diagnostic est tombé. Leucémie. Le début de son calvaire.

De mon côté, je travaillais sur mon second rapport, consacré à la privation de liberté en Palestine. Alon et Amos m’ont soutenue encore une fois, relisant plusieurs versions, m’envoyant leurs remarques, tout ceci pendant qu’Alon suivait ses traitements de chimiothérapie. Puis notre correspondance s’est espacée. Je faisais en sorte de moins le solliciter, car je sentais qu’il se fatiguait vite. Et puis, soudain, l’Histoire a de nouveau

perdu la tête. Le 7 octobre a explosé sous nos yeux, avec une violence inouïe.

À peine deux semaines plus tard, je suis partie aux États-Unis pour présenter mon rapport sur l'enfance. Il est passé totalement inaperçu, alors qu'il contenait – comme le disait Amos – « tout » : le nombre d'enfants tués, blessés, amputés par les guerres successives, l'état catastrophique du système de santé à Gaza, qui n'a fait qu'empirer depuis mais qui était déjà intenable avant le 7 octobre. Depuis 17 ans, Gaza est sous blocus : on ne peut pas en sortir, rien n'y entre sans l'accord d'Israël, ce qui signifie que des maladies parfaitement curables ailleurs deviennent mortelles. Des enfants atteints de pathologies non graves, mais nécessitant des soins introuvables sur place, sont morts chez eux, faute d'avoir pu consulter un spécialiste ou accéder à des médicaments.

Mais tout cela ne semblait émouvoir personne. En Europe, beaucoup ont continué à affirmer que l'attaque du 7 octobre constituait « le pire attentat antisémite depuis la Shoah ». Parmi eux, il y avait le président français Emmanuel Macron. Je lui ai répondu publiquement sur les réseaux sociaux : « Le plus grand massacre antisémite de notre siècle ? Non, Monsieur Macron. Les victimes du 7 octobre n'ont pas été tuées parce qu'elles étaient juives, mais en réaction à l'oppression exercée par Israël. La France et la communauté internationale n'ont rien fait pour l'empêcher. Mes respects aux victimes. »

Cette prise de position a mis fin à mes relations avec la diplomatie française. Mais là encore, je pouvais m'appuyer sur les mots d'Alon, écrits durant ces mois sombres, que je lisais comme on reçoit un cadeau. Avec Amos et d'autres chercheurs spécialistes de la Shoah et de l'antisémitisme, Alon avait signé en novembre 2023 un article dans *The New York Review of Books* dénonçant l'instrumentalisation de la mémoire historique pour justifier l'agression contre Gaza. Ils alertaient le lectorat sur le danger de présenter le Hamas comme de « nouveaux nazis » et de faire peser sur l'ensemble du peuple palestinien une responsabilité collective, afin de délégitimer ceux qui défendent ses droits. Ils insistaient sur l'importance de distinguer le Hamas de la population palestinienne dans son ensemble, et rappelaient que « la confusion entre critique d'Israël et antisémitisme

affaiblit la lutte contre le véritable antisémitisme, tout en servant à réprimer la dissidence et à effacer la cause palestinienne du débat public ».

Ce qui me révoltait le plus, c'était justement cette logique à laquelle Macron donnait voix : une façon de déresponsabiliser totalement Israël, en effaçant toute discussion sur les violations massives du droit international commises depuis des décennies contre les Palestiniens.

Le jour même où j'ai atterri aux États-Unis, en octobre 2023, j'ai appelé Alon :

— Je viens te voir.

Il n'allait pas bien. Il m'a répondu :

— Je suis désolé, je ne peux voir personne, j'ai les défenses immunitaires trop basses, je ne peux pas te faire entrer chez moi.

Mais, sur les conseils d'Amos, son ami de toujours, j'ai insisté. Finalement, nous avons convenu de nous retrouver à Boston, dans un lieu public. Nous nous sommes vus dans un restaurant, vide, pour pouvoir nous tenir à distance. J'y ai rencontré sa merveilleuse compagne, Tal. Alon est resté masqué tout le long, mais nous avons parlé longtemps. Et à la fin, malgré toutes les précautions, nous nous sommes quand même pris dans les bras. Il était très affaibli. Et pas seulement physiquement. Il m'a dit : « Israël est perdu. Je vois venir sa chute. Mais je n'ai plus la force de me battre. »

C'est la dernière fois que je l'ai vu.

Alon Confino est mort le 27 juin 2024.

---

22. Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, Paris, 1995.

23. Financé en grande partie par des donateurs pro-israéliens, UN Watch concentre l'essentiel de son activité sur la dénonciation des critiques d'Israël en assimilant celles-ci à de l'antisémitisme. Plusieurs observateurs pointent un usage sélectif des droits de la personne et une instrumentalisation du discours onusien à des fins politiques.

24. *La Repubblica* est l'un des principaux quotidiens italiens, historiquement classé au centre-gauche. Bien qu'il se revendique d'un journalisme indépendant, il est régulièrement accusé de partialité sur la question israélo-palestinienne, publiant rarement les points de vue critiques d'Israël.

25. Ned Blackhawk, *The Rediscovery of America: Native Peoples and the Unmaking of U.S. History*, Yale University Press, New York, 2023.

26. « Colonialisme de peuplement » désigne une politique coloniale où les colons s’installent durablement sur le territoire conquis, souvent en expulsant ou en marginalisant la population autochtone.

INGRID

Comment fait-on tomber l’apartheid ?

L’homme nu ôta ses bras de sa tête.
Il était tombé, et regardait.
Il regardait celui qui l’avait frappé,
le sang coulait sur son visage,
et la chienne Gudrun sentait le sang.
« Fange ihn ! Beisse ihn ! » — *« Attrape-le ! Mords-le ! »*
Gudrun mordit l’homme, lui arrachant l’épaule.
« An die Gurgel ! » — *« À la gorge ! »*
— ELIO VITTORINI, *LES HOMMES ET LES AUTRES*[27]

La première fois que j’ai entendu une argumentation structurée expliquant pourquoi il fallait qualifier la situation en Palestine d’apartheid, c’était en 2017, lors d’une conférence organisée en Jordanie par des universitaires et la société civile arabe. Aujourd’hui, cette notion peut sembler évidente, mais il y a encore quelques années, elle ne l’était pas du tout. Partons du principe qu’il existe plusieurs instruments du droit international pour protéger les personnes : les traités relatifs aux droits de la personne et, en cas de conflits armés, le droit humanitaire. Ces outils ont été adoptés après les deux guerres mondiales pour tenter de limiter la barbarie des conflits et protéger autant que possible les civils, mais aussi pour reconnaître aux individus – et non plus seulement aux États – un statut de sujet de droit dans le cadre du droit international.

Les droits de la personne ne nous ont pas été concédés gratuitement : ils ont été arrachés par des luttes acharnées. L’abolition de la traite esclavagiste a été possible grâce au mouvement abolitionniste ; l’apartheid et la ségrégation raciale ont été abolis au prix de batailles civiles opiniâtres. C’est ainsi que des avancées majeures ont été obtenues pour les droits des travailleurs, des femmes, des enfants, des personnes en situation de

handicap. Ce chemin n’est pas linéaire, et la mission est loin d’être achevée. L’époque actuelle ne cesse de nous le rappeler.

Revenons à la Palestine.

Jusqu’à récemment, le principal, sinon l’unique cadre juridique utilisé pour analyser la situation dans les territoires palestiniens occupés était celui du droit humanitaire, c’est-à-dire le droit de la guerre et de l’occupation militaire, à condition que ce droit soit temporaire, justifié par des besoins militaires précis et mené dans le respect absolu des droits de la population civile. Or, Israël occupe Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est depuis 1967, sans limite de temps ni justification valable. L’ONU elle-même avait exigé son retrait par une résolution votée quelques mois seulement après le début de cette occupation, rappelant qu’il est illégal d’acquérir un territoire par la force. Non seulement Israël a ignoré cette injonction, mais il a étendu sa présence sur les territoires occupés, y compris sur le plateau du Golan syrien, en remplaçant les autorités locales par une administration militaire israélienne, en imposant ses lois, en expropriant des terres, en démolissant des maisons et en construisant plus de 300 colonies où vivent aujourd’hui environ 800 000 colons israéliens. Pourtant, le droit international reconnaît formellement l’illégalité de toutes ces actions. Un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies interdit l’acquisition de territoires par la force, et la Cour internationale de justice a rappelé à plusieurs reprises qu’une puissance occupante a le devoir de garantir les droits fondamentaux de la population occupée et de respecter son droit à l’autodétermination. En Palestine, c’est précisément ce droit qui est systématiquement bafoué.

Pour masquer ces violations, Israël a employé un langage volontairement flou, parlant de « territoires disputés » au lieu de « territoires occupés », de « population hostile » plutôt que de « population occupée ». La communauté internationale, trop souvent, s’est réfugiée dans ces subtilités terminologiques au lieu d’affronter la réalité d’une occupation permanente et de ses inacceptables conséquences. Pendant que ces faux débats sur les mots détournaient l’attention, Israël a poursuivi sans relâche la dévastation systématique non seulement des territoires, mais aussi du

droit international, pervertissant le sens même de la justice. Cette illégalité est fondamentale, car elle touche au cœur de l'ordre international : ce sont les règles de droit qui doivent régir les relations entre les États, non la loi du plus fort.

L'année 2017 a marqué pour moi un tournant intellectuel décisif, après celui que j'avais vécu en 2005 lors de mes études à la SOAS (School of Oriental and African Studies, à Londres).

À la conférence de mai 2017, en Jordanie, Michael Lynk, mon prédécesseur en tant que Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a expliqué, en s'appuyant sur la jurisprudence concernant l'occupation sud-africaine de la Rhodésie et de la Namibie (alors appelée Afrique du Sud-Ouest), pourquoi, selon le droit international, l'occupation israélienne devait être considérée comme illégale.

En résumé, la Cour internationale de justice avait établi que la présence sud-africaine en Namibie était illégale, car :

– elle ne répondait à aucune nécessité militaire ;

– elle violait les obligations fondamentales de l'occupation.

Ces obligations imposent à toute puissance occupante de préserver le bien-être de la population occupée, de ne pas la soumettre, de ne pas altérer son identité ni modifier le statut du territoire ou le cadre juridique de ses habitants. De plus, cette occupation n'était pas temporaire : elle s'était transformée en régime permanent.

Ce jour-là, Michael Lynk déclara, à propos du cas namibien : « Une occupation militaire ne peut jamais devenir un instrument de colonisation. » Bingo. Il venait de briser un tabou. Si l'occupation est illégale, alors il faut refuser toute forme de normalisation. Il faut la surveiller en permanence, en dénoncer tous les aspects, et en exiger la fin.

À l'époque, j'avais quitté les Nations Unies depuis six ans, mais en écoutant Michael, je repensais à mes années passées à travailler en Palestine. Tout devenait clair. Je m'étais souvent demandé : pourquoi continuons-nous à appliquer le droit international humanitaire, alors qu'il est évident que cette occupation militaire sert à confisquer la terre et à

anéantir la vie des Palestiniens ? Je pressentais déjà l'inadéquation du cadre juridique dominant, mais les mots de Michael Lynk ont été décisifs. En revenant sur ce parcours, je me suis dit : « Il a raison. » Puis est intervenue Ingrid Jaradat Gassner, spécialiste de longue date de la Palestine. Elle a poursuivi l'analyse juridique en insistant sur l'emploi du terme *apartheid*. À cette époque, qualifier la politique israélienne d'apartheid était encore très marginal, limité à certains milieux militants. Ce qu'Ingrid avançait avait une telle portée révolutionnaire que beaucoup, ce jour-là, n'en ont pas mesuré la puissance. La preuve : dans le texte scientifique que je rédigeais alors sur les réfugiés palestiniens, la question de l'apartheid n'avait été évoquée que de manière périphérique. Pourtant, bien qu'elle ne fût pas juriste, Ingrid a joué un rôle essentiel dans l'élaboration d'une lecture cohérente de l'ensemble des normes protégeant les individus et les peuples.

Ingrid était néerlandaise mais vivait depuis longtemps à Beit Jala, près de Bethléem, en Cisjordanie occupée. Avec son mari Mohammed Jaradat, elle avait fondé en 1998 le centre de recherche BADIL[28], référence incontournable en Palestine sur la question des réfugiés depuis 1948. En 2005, elle a également cofondé le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). BDS avait vu le jour peu après un avis consultatif majeur de la Cour internationale de justice, rendu en 2004, qui déclarait illégale la construction du mur par Israël en Cisjordanie et à Jérusalem, et dénonçait la violation des droits fondamentaux des Palestiniens : liberté de circulation, accès aux ressources, aux soins et, surtout, droit à l'autodétermination. Ce mur, qui isole les Palestiniens de Jérusalem et qui, plus de 20 ans après, reste toujours debout, a dramatiquement réduit leurs possibilités de subsistance. Comment une population peut-elle faire vivre une économie à l'intérieur d'une ville comme Jérusalem, encerclée d'un côté par la partie israélienne et des trois autres par les colonies situées dans les territoires occupés, si ses habitants produisent des services pour une clientèle qui ne peut plus les atteindre, et ne peuvent acheter des produits palestiniens parce que les liens avec les producteurs extérieurs ont été rompus ? Le mur empêche également les familles de rester unies, d'être en contact ; il empêche les chrétiens et les musulmans de se rendre à Jérusalem pour prier. C'est donc une réalité qui

conditionne de très nombreux aspects de la vie quotidienne. La décision historique de la Cour internationale de justice reposait sur le droit à l'autodétermination : un droit fondamental et central, qui, selon la Convention sur la responsabilité internationale des États, doit être soutenu par tous les membres des Nations Unies. Cette convention impose à tous les États l'obligation de ne pas accepter une situation illégitime née d'une violation de ce droit, et d'agir pour faire respecter les normes internationales, y compris les droits de la personne. Autrement dit, les États membres de l'ONU sont tenus de ne pas fournir d'aide ni de soutien à l'occupation, et doivent exiger l'arrêt de la construction du mur.

D'un point de vue juridique, ce fut un tournant fondamental. C'était la première fois qu'un tribunal international se prononçait sur la question israélo-palestinienne. Mais, sur le plan pratique, rien n'a bougé depuis.

C'est ainsi qu'en 2005, en réaction à l'inaction des États après cette décision de justice, naquit le mouvement BDS : un mouvement citoyen, fondé sur l'idée d'utiliser le boycott, le désinvestissement et les sanctions pour faire pression sur Israël afin qu'il se conforme au droit international et respecte les principes universels des droits de la personne. À mes yeux, ce mouvement représente un exemple parfait de ce que devrait être la société civile, un système d'anticorps collectif, indispensable à une société saine, respectueuse des règles universelles aux niveaux national et international. Ingrid fut l'une des fondatrices de ce mouvement inspiré par la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud où, bien avant que les États ne se décident à agir, une immense campagne d'action avait vu le jour.

Aujourd'hui encore, on ne peut penser à l'Afrique du Sud sans évoquer le mot *apartheid*, mais dans ce cas, l'essentiel du combat avait été mené par la base, par la société civile – et tout avait commencé par une seule personne.

Tout a débuté en Irlande, en 1984, quand Mary Manning, une caissière de 21 ans, a refusé de scanner des pamplemousses en provenance d'Afrique du Sud au supermarché Dunnes, où elle travaillait. Elle suivait une directive de son syndicat, qui appelait à boycotter les produits sud-africains en signe de protestation contre les politiques de ségrégation et

d’oppression. Quand Manning, accompagnée de la déléguée syndicale Karen Gearon, a persisté dans son refus de manipuler tout produit sud-africain et encouragé ses collègues à faire de même, elle a été suspendue. Un mouvement de grève débutait, rejoint par huit autres salariés.

La grève a duré près de trois ans, jusqu’en avril 1987, déclenchant une réaction en chaîne qui a fait de l’Irlande le premier pays occidental à interdire les importations sud-africaines, grâce à la pression de l’opinion publique suscitée par l’acte courageux de Mary et de ses camarades. Cette interdiction est restée en vigueur jusqu’à la chute du régime d’apartheid, en 1994. Lorsqu’en 1990 Nelson Mandela a reçu la citoyenneté d’honneur de Dublin, il a reconnu publiquement la valeur du geste de boycott. Il a affirmé que, par leur action, les grévistes avaient montré aux Sud-Africains que des personnes ordinaires, vivant loin du théâtre des événements, avaient joué un rôle pionnier dans la lutte contre l’apartheid. Il a confié que cette pensée l’avait aidé à tenir, même en prison. Mais ce n’est pas tout. En 1984, lorsque l’archevêque Desmond Tutu a reçu le prix Nobel de la paix, il a invité les manifestants de Dunnes à assister à la cérémonie. Le mouvement antiapartheid né en Irlande était alors porté par un élan international qui renforçait l’opposition grandissante au régime et a constitué une étape décisive sur le chemin de sa chute.

Pour faire tomber un régime, il faut le frapper au cœur, c’est-à-dire au portefeuille, là où il engrange les bénéfices de l’exploitation. C’est exactement la philosophie qui sous-tend le mouvement BDS, qui s’engage à exposer publiquement les complicités internationales, non seulement politiques, mais aussi économiques, avec le régime d’apartheid imposé par l’État d’Israël aux Palestiniens. Le discours sur l’apartheid, auquel Ingrid a contribué de manière décisive dans le cas palestinien, a été repris et renforcé ces dernières années par plusieurs organisations de défense des droits de la personne.

Les premières à le dénoncer ont été deux ONG israéliennes qui documentent les violations commises par Israël dans les territoires occupés : Yesh Din et B’Tselem. En 2020, Yesh Din a qualifié de régime d’apartheid la situation en Cisjordanie, où Israël applique deux systèmes

juridiques distincts : l’un pour les colons israéliens, l’autre pour les Palestiniens.

En 2021, B’Tselem a publié un rapport retentissant, accompagné d’une présentation marquante devant le Conseil de sécurité de l’ONU par son directeur de l’époque, Hagai El-Ad, dans lequel l’organisation affirmait qu’Israël imposait un régime d’apartheid à l’ensemble des Palestiniens, du fleuve à la mer – du Jourdain à la Méditerranée. Selon B’Tselem, Israël contrôle l’intégralité de l’espace entre le fleuve Jourdain et la mer, assurant la suprématie des juifs israéliens au détriment des Palestiniens. Les politiques d’apartheid identifiées incluent :

– la fragmentation politique et territoriale des Palestiniens ;

– l’accès inégal aux terres et aux ressources ;

– les restrictions à la liberté de mouvement ;

– un système juridique discriminatoire, fondé sur des lois d’urgence, des ordres militaires, et des dispositions comme la loi fondamentale de 2018, qui reconnaît le droit à l’autodétermination uniquement au peuple juif.

En 2021, Human Rights Watch (HRW) a renforcé ces analyses dans un rapport détaillé, définissant l’apartheid israélien comme un système institutionnalisé de domination et d’oppression. HRW a conclu qu’Israël ne se contentait pas de commettre le crime d’apartheid, mais aussi celui de persécution, c’est-à-dire la privation systématique et intentionnelle des droits fondamentaux d’un groupe. « Les autorités israéliennes privilégient méthodiquement les juifs israéliens et répriment les Palestiniens », expliquait le rapport, « avec l’objectif déclaré de maintenir un contrôle démographique, politique et territorial. »

En 2022, Amnesty International a confirmé que l’apartheid n’était pas seulement pratiqué dans les territoires occupés, mais aussi à l’intérieur même d’Israël. L’organisation a précisé que ce système concerne également les réfugiés palestiniens, exclus du droit au retour – un principe fondamental selon lequel tous les réfugiés palestiniens ont le droit de revenir sur les terres dont eux-mêmes ou leurs ancêtres ont été expulsés en 1948 ou en 1967.

Dans son rapport, Amnesty a explicitement appelé les autorités israéliennes et les autres parties concernées à démanteler le système d'apartheid mis en place contre les Palestiniens, et à mettre fin aux violations des droits de la personne qui en découlent.

Alors, Israël est-il un État d'apartheid ?

Oui, sans aucun doute.

Aux yeux du droit international, il s'agit d'un système conçu pour maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre à travers des pratiques discriminatoires et oppressives. Même si, historiquement, ce terme est associé au régime sud-africain, la Convention internationale sur l'apartheid le définit comme un crime contre l'humanité que tout État peut commettre, au moyen d'actes inhumains, tels que déportations forcées, arrestations arbitraires, tortures ou restrictions à la liberté de mouvement, visant à opprimer systématiquement un groupe racial, en le plaçant sous contrôle au bénéfice d'un autre groupe. Le Statut de Rome inscrit aussi l'apartheid parmi les crimes contre l'humanité, en tant qu'actes perpétrés dans le cadre d'une attaque étendue ou systématique contre une population civile. Il ne s'agit pas simplement de discrimination. Il s'agit de la négation des droits fondamentaux, de la séparation des personnes selon des critères raciaux et territoriaux, et de l'utilisation de la contrainte pour maintenir un groupe opprimé dans une situation d'infériorité, de marginalisation et d'isolement. Ainsi, en élargissant la perspective au-delà de l'Afrique du Sud, la caractéristique de l'apartheid est la ségrégation institutionnalisée visant à assurer la domination d'un groupe sur un autre, ce qui est aussi fondamentalement la base du colonialisme, en particulier du colonialisme de peuplement.

Qui pourrait dire que la France en Algérie ou le Congo sous le règne de Léopold II de Belgique n'étaient pas des régimes d'apartheid ? L'apartheid peut exister, existe certainement dans des contextes coloniaux bien plus vastes que ceux auxquels nous l'avons historiquement associé. Il y a encore quelques années à peine, même lorsque je suis devenue Rapporteuse spéciale des Nations Unies en 2022, parler d'apartheid à propos d'Israël semblait impossible. Dans les cercles diplomatiques internationaux, certains se contentaient de murmurer « le mot en A »,

comme si *apartheid* était un gros mot. Aujourd'hui, cette conscience est beaucoup plus répandue, et je suis convaincue que dans quelques années, le mot *apartheid* sera automatiquement associé à l'État d'Israël, tout comme il l'est encore aujourd'hui à l'Afrique du Sud, qui porte toujours ce stigmate, 30 ans après la chute de son régime, au terme d'un long et douloureux processus de réconciliation.

Dans le cas d'Israël, parmi les nombreuses violations, il faut compter les centaines de milliers de vies brisées, tuées, mutilées dans leur corps et dans leur âme, ainsi qu'une Gaza détruite. Le génocide qui se poursuit depuis 2023 ne pourra pas être effacé de l'histoire de l'État d'Israël, et je soupçonne que, dans le futur, le monde entier frissonnera en voyant le drapeau israélien, en pensant à ce qui a été fait en son nom et sous sa bannière. Aujourd'hui, nous vivons cette réalité sans en avoir pleinement conscience, car l'être humain a besoin de temps pour réfléchir et prendre du recul. Mais il ne faut pas oublier que plus ce temps s'allonge, plus d'innocents mourront ; c'est pourquoi il est fondamental de continuer à expliquer ce à quoi nous faisons face. Même simplement s'informer et étayer la connaissance constitue une contribution importante pour faire tomber l'apartheid. Certes, dans le cas de l'Afrique du Sud, il n'existait pas de pressions comparables à celles qui, aujourd'hui, soutiennent l'État d'Israël : elles proviennent de sources multiples et variées. Il ne s'agit pas seulement d'une grande partie de l'administration israélienne, mais aussi d'un vaste réseau mondial construit dans tout l'Occident et au-delà, à travers des ambassades très actives et des techniques de communication sophistiquées, qui promeuvent la marque « Israël, seule démocratie du Moyen-Orient », « Israël, nation *start-up* ». Une nouvelle narration qui a remplacé les slogans en vogue à l'époque de Golda Meir : « Un État qui a fait fleurir le désert » et « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple ».

Aujourd'hui, ce sont les élites politiques, culturelles et financières de plusieurs pays, au premier rang celles des États-Unis, qui soutiennent Israël grâce aussi à la collusion de l'appareil militaire avec la puissante industrie de l'armement américaine[29].

Un autre soutien important est représenté par les groupes de chrétiens sionistes, aujourd'hui omniprésents, très actifs surtout aux États-Unis. S'appuyant sur des interprétations conservatrices de la Bible, ils voient dans le « retour des juifs en Palestine » l'accomplissement de prophéties, et considèrent le soutien à Israël comme une partie intégrante de leur foi, influençant ainsi de manière significative la politique étrangère américaine. De plus, le sionisme chrétien est en forte expansion dans le Sud global, là où le prosélytisme chrétien s'accompagne de plus en plus souvent de la présence du drapeau israélien. Face à des obstacles aussi massifs, le mouvement BDS a dû s'organiser de manière beaucoup plus structurée que le mouvement contre l'apartheid sud-africain. Au sein du BDS, les Palestiniens ont donc lancé la PACBI – Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël) –, qui promeut le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes complices de l'occupation, de l'apartheid et de la négation des droits des Palestiniens, ou silencieuses face à ces enjeux. Ses membres ont aussi tissé un réseau transnational d'organisations et d'experts qui soutiennent des revendications spécifiques de boycott, sanctions et désinvestissements, construisant une résistance pacifique, stratégique et active contre l'apartheid et ses logiques.

C'est là qu'intervient le facteur économique qui me pousse à dire : si la Palestine est une scène de crime, nous y avons tous laissé nos empreintes. Innombrables sont les entreprises, les fonds de pension, les banques, les fondations, les organisations de divers pays qui continuent d'investir dans l'économie israélienne, et cela constitue un élément inextricablement lié à l'occupation. Tandis que les secteurs les plus visibles de l'économie israélienne, comme l'armement et la surveillance, sont les plus évidents, il est important de rappeler que tout investissement dans l'économie israélienne peut impliquer une connexion avec l'occupation et l'exploitation des Palestiniens et de leurs ressources, ce qui en fait un acte complice d'une conduite criminelle. Comme les pamplemousses que Mary Manning a refusé de scanner à la caisse de Dunnes, il y a 40 ans.

Face à une situation comme celle-ci, qui doit être dénoncée sans détour et combattue de toutes nos forces, l'appel du mouvement BDS, qui est pleinement conforme au droit international, mérite d'être soutenu par tous les moyens possibles : ce que l'on achète, où l'on investit, où l'on part en vacances, pour qui l'on vote… Chacun de nous devrait être appelé à faire des choix « sans apartheid ». La justice pour la Palestine commence par nos gestes quotidiens, elle devient chaque jour plus nécessaire à mesure que les crimes commis par Israël se poursuivent. Les Blancs sud-africains n'ont jamais atteint un tel niveau de violence, ils ne voulaient pas anéantir toute la population noire ; leur objectif était de séparer et dominer. Aujourd'hui, en Israël/Palestine, la réalité est tout autre. La dénonciation de l'apartheid qui aurait pu servir comme vecteur de changement est une occasion manquée, surtout après les événements catastrophiques qui ont suivi octobre 2023.

À la fin du mois de mars 2025, mon ami et ancien collègue Lex Takkenberg, avec qui j'ai cosigné un livre consacré à l'histoire et au droit concernant les réfugiés palestiniens, m'a écrit : « En ce moment, il serait essentiel d'avoir Ingrid à mes côtés. Ça me manque de ne pas pouvoir lui parler, discuter avec elle pour comprendre. »

Ingrid était une source constante d'inspiration et d'optimisme. Pendant mes séjours à Bethléem, à l'époque où j'enseignais à l'université locale, je l'ai croisée plusieurs fois, et j'ai aussi eu l'occasion de lui rendre visite dans la belle maison de pierres recouverte de fleurs et de plantes grimpantes où elle vivait avec son mari, dans un quartier calme, à l'écart du tumulte de Bethléem et de la basilique de la Nativité, construite autour de la grotte où Jésus serait né.

La dernière fois que je l'ai vue, c'était en 2019. On s'était donné rendez-vous justement à la basilique, surtout parce qu'avec mon arabe pitoyable, rejoindre sa maison aurait été un cauchemar, pour moi comme pour le pauvre chauffeur de taxi.

Les murs de pierre de la grotte, recouverts de bougies vacillantes, créent une atmosphère intime et mystique. Même si je ne ressentais pas d'attachement religieux particulier, je n'ai pas pu m'empêcher d'éprouver,

face à l'étoile d'argent marquant le lieu de la naissance de Jésus, un profond respect pour la sacralité de cet endroit, pour l'histoire et les espoirs de ceux qui le vénèrent. Ce fut une rencontre très brève : Ingrid devait repartir. Dommage, car je traversais une période délicate et j'aurais eu besoin d'être rassurée par quelqu'un en qui j'avais confiance et que j'estimais. Lex et moi venions de terminer notre livre et avions lancé une consultation auprès de la société civile palestinienne, de quelques chercheurs et militants israéliens ainsi que d'experts internationaux, pour discuter des solutions durables que nous proposions. Selon le droit international, nous affirmions que les réfugiés palestiniens ont droit au retour, à une compensation et à l'autodétermination, mais nous ajoutions aussi que toute personne – qu'elle vive dans des camps au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Égypte ou ailleurs dans le monde en tant qu'apatride – devrait avoir la possibilité de s'installer ailleurs et de demander une citoyenneté, dans le cadre d'un processus de réinstallation légale. Cette dernière proposition avait suscité de la méfiance chez de nombreux Palestiniens. Certains m'ont même accusée de défendre une position « pro-israélienne », ou de chercher à affaiblir le droit au retour[30]. Je savais pourtant qu'Ingrid avait compris mon idée d'une politique fondée sur le droit face à cette « politique de la douleur » qui consiste à vouloir maintenir à tout prix les réfugiés dans les camps en attendant que le droit au retour soit enfin admis, un droit qui, 77 ans après la Nakba, a toujours aussi peu de probabilités d'être respecté.

Mais ce jour-là, j'ai gardé ces pensées pour moi. Après avoir salué Ingrid, je suis allée chercher un peu de silence dans l'église. Une église construite en mémoire d'un Palestinien né il y a 2000 ans, qui devait forcément avoir la peau sombre ; une église dans laquelle, pendant la seconde Intifada, les jeunes de la résistance palestinienne s'étaient réfugiés pour échapper au siège et aux attaques, sans succès évidemment. Chaque fois que je vois la basilique de la Nativité, je pense à la naissance et à la mort de ce garçon, à sa crucifixion. Aujourd'hui, j'ai l'impression de revoir tout cela dans la destruction de son peuple, ce peuple qui a tenté de résister et qui est en train de succomber. Si nous faisons l'effort de voir ce peuple comme un seul corps, un corps qui a tenu bon de toutes ses forces, qui s'est sacrifié pour

protéger les siens, alors peut-être que notre regard sur la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne peut aussi changer. Comprendre la résistance, bien sûr, ne veut pas dire justifier la violence contre les civils israéliens, mais cela permet de saisir qu'elle est née d'abord en réponse à la destruction. Ces gens sont aujourd'hui à bout de forces, proches de l'effondrement.

Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus d'espace pour la résistance en Palestine. Certains combattent encore ici et là, mais ils n'y arrivent plus. Ils n'ont pas les armes pour affronter l'armée la plus puissante du Moyen-Orient, soutenue par la première puissance militaire mondiale. Beaucoup n'ont plus la force de réagir, ils n'arrivent même plus à se relever. Ce n'est pas un combat à armes égales, et dans les luttes inégales, ceux qui n'ont rien se défendent comme ils peuvent. Nous ne sommes plus à l'époque des partisans italiens ou des mouvements de décolonisation d'après-guerre, quand la résistance était perçue comme héroïque. Aujourd'hui, nous avons oublié que Nelson Mandela est entré en prison pour y purger une peine de presque 30 ans, accusé de terrorisme, et que ce n'est qu'en 2008 que les États-Unis ont retiré son nom de leur liste noire de terroristes. Nous avons oublié que, pour les nazis, les « partisans » (*partigiani*) italiens, ces membres de la Résistance italienne qui ont combattu le fascisme et l'occupation nazie en Italie pendant la Seconde Guerre mondiale, étaient des terroristes. Et que, dans la logique oppresseur/opprimé, chacun peut être vu comme un terroriste par certains, et comme un héros par d'autres. La résistance, malheureusement, est parfois violente, et elle l'est d'autant plus que l'oppression est violente. En ce moment, les Palestiniens sont désespérés. Si chaque peuple est un corps, le corps palestinien a été violenté des centaines de fois, pendant très longtemps, et aujourd'hui plus que jamais.

J'étais enfant pendant la première Intifada, en 1987, mais je n'oublierai jamais les images que je voyais à la télévision, assise sur le canapé entre mon frère et ma mère. On voyait des Jeeps de police attraper des garçons qui lançaient des pierres et leur bander les yeux. Je me souviens de ce garçon au t-shirt vert, aux cheveux bouclés, les yeux couverts, et des soldats qui lui tenaient le bras pour lui casser les os à coups de pierres. Je

me souviens des Palestiniens assis par terre, attaqués par des chiens… Tant d'années de souffrances ! Aujourd'hui, la cruauté a pris des proportions inimaginables. En ce printemps étrange de 2025, j'ai du mal à imaginer l'avenir. Je n'arrive presque pas à imaginer Gaza reconstruite, sinon en tant qu'immense mémorial du génocide, même si cela ne veut pas dire que je crois à la fin du peuple palestinien : les Palestiniens renaîtront.

Pour l'instant, ce sont les Israéliens qui déchirent le corps de ce peuple opprimé, comme les Romains l'ont fait, il y a 2000 ans, avec le corps de ce garçon né à Bethléem. Et nous, nous devons nous demander si nous voulons faire partie de ceux qui s'en lavent les mains – de ceux qui, pour reprendre les paroles du poète Fernando Pessoa, seront condamnés à souffrir des blessures des batailles qu'ils n'ont pas osé mener. Au-delà de mon vieil anticléricalisme, je pense que Jésus était un révolutionnaire de l'amour, quelqu'un qui n'avait pas peur de faire une énorme *ammuina*, comme on dit chez moi à Naples, dans le temple. Il portait en lui une vérité plus grande, plus humaine, plus salvatrice que celle des érudits de son époque, les hommes du temple. Il ne se contentait pas de faire la révolution, il *était* la révolution, entièrement, dans chaque geste de sa vie, sans jamais chercher à normaliser quoi que ce soit. C'est cela que nous devons faire, nous aussi : ou bien nous nous engageons pleinement à *être* la révolution, ou bien nous échouerons. Parce qu'aucun changement dans le monde n'est possible si un changement profond ne se produit pas d'abord en nous. Il faut nous dépouiller, un préjugé à la fois, de tous les fardeaux que chacun de nous porte, pour aller chaque jour un peu plus à la rencontre de la vérité.

Ingrid Jaradat Gassner a elle aussi été une révolutionnaire infatigable et discrète. Sa révolution s'exprimait dans sa manière d'utiliser le système juridique international comme un jeu de Lego. Elle voyait toutes les pièces disponibles, les démontait, les recomposait pour renforcer les droits et garantir une protection. En expliquant comment le cadre juridique de l'apartheid s'applique à la Palestine, Ingrid a permis à beaucoup d'entre nous de voir ce que nos yeux ne percevaient pas encore. Là encore, il est essentiel de faire l'effort de considérer le peuple palestinien dans son ensemble, comme un corps unique. C'est pourquoi il ne faut pas oublier que

même les réfugiés palestiniens vivant en dehors de leur terre restent victimes de l'apartheid, qui les contrôle par d'autres moyens – par exemple via l'interdiction de retour.

Les réfugiés font partie intégrante de la question palestinienne. En contribuant à la création du centre de recherche BADIL, Ingrid a participé à un immense travail de cartographie, d'analyse des données et de recommandations politiques. Son dernier projet, intitulé « En défense des défenseurs », offrait une aide juridique gratuite à toutes les personnes visées par des attaques fondées sur l'instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme, un outil souvent utilisé par Israël comme bouclier contre toute critique. Beaucoup de militants du BDS étaient ainsi criminalisés simplement pour avoir dit la vérité et réclamé l'application du droit international. Ce projet servait donc à protéger ceux qui défendent la cause palestinienne.

Ingrid est décédée le 16 novembre 2023. Je ne savais même pas qu'elle était malade. Sa disparition m'a profondément attristée. Qu'une femme comme elle – révolutionnaire, activiste, intellectuelle, militante généreuse et brillante, capable d'agir en coulisses avec une grande clarté de vision et sans jamais chercher la célébrité – soit partie sans que j'aie pu la revoir, m'a peinée. J'aurais aimé la saluer et la remercier pour ce qu'elle nous a transmis. Certains disent que la connaissance n'est pas un processus d'acquisition, mais un dévoilement progressif, une libération des préjugés. Dans mon cheminement vers une meilleure compréhension de la question palestinienne, elle a été l'une de celles qui m'ont vraiment ouvert les yeux.

Je me souviens d'en avoir parlé avec Omar Barghouti, cofondateur du BDS. Après m'avoir témoigné de son estime, il m'avait dit franchement :

— Ne te crois pas être totalement exempte de biais raciaux, toi non plus.

— Je sais. Et oui, je les repousse, ou plutôt, je suis en train de les enlever petit à petit, comme on épluche un oignon.

C'est justement pour ça que l'héritage intellectuel d'Ingrid Jaradat Gassner reste si précieux, voire indispensable, il nous aide à retirer, couche

après couche, les strates d'ignorance et de préjugés que, malgré nous, nous portons tous, et qui alourdissent notre vision du monde.

Parmi ses enseignements les plus importants, il y a ce principe fondamental : quand un peuple est opprimé, il mérite un soutien total, inconditionnel et de principe. Il faut apprendre à écouter, à regarder vraiment les gens qu'on a en face de nous, à adopter une vision horizontale de la corésistance, et à éviter toute posture paternaliste. On parle souvent des Palestiniens comme de gens à guider, à encadrer – alors qu'ils ont juste besoin de soutien. C'est exactement ce qu'a fait Ingrid : relier le mouvement à la loi et à une véritable philosophie, qui, comme toute philosophie, doit être rigoureuse, et parfois même inflexible.

Voici un exemple frappant : le documentaire *No Other Land*. Un film documentaire réalisé en 2024 par Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham et Rachel Szor, un collectif israélo-palestinien de quatre activistes, qui traite de l'occupation israélienne en Cisjordanie, territoire palestinien occupé, et des destructions de propriétés palestiniennes par Israël. Beaucoup de gens, moi la première, l'ont trouvé admirable. Le film a remporté de nombreux prix, dont l'Oscar du meilleur film documentaire en 2025.

Et pourtant, dans le mouvement BDS, certains y ont vu une forme de normalisation et l'ont critiqué. Je ne comprenais pas. Je disais :

— Sérieusement ? Vous allez chercher la petite bête dans un projet comme *No Other Land* ?

— Attention, c'est la forme de normalisation la plus insidieuse, me répondaient-ils.

Aujourd'hui, je comprends.

Je vois aussi le danger.

Il est vrai, lors de la cérémonie des Oscars, Basel Adra a pris la parole en premier :

« Je vis aujourd'hui dans la crainte permanente de la violence des colons, des démolitions de maisons et des déplacements forcés que ma communauté, Masafer Yatta, subit et affronte chaque jour sous l'occupation israélienne. *No Other Land* reflète la dure réalité que nous endurons depuis des décennies et contre laquelle nous résistons encore, tout en appelant le

monde à agir pour mettre fin à l'injustice et au nettoyage ethnique du peuple palestinien. »

Et il est vrai aussi que Yuval Abraham, que j'estime énormément, a clairement articulé dans son discours ensuite le rapport d'inégalité entre lui et Basel :

« Quand je regarde Basel, je vois mon frère. Mais nous ne sommes pas égaux. Nous vivons sous un régime où je suis libre, protégé par la loi civile. Alors que Basel est soumis à des lois militaires qui détruisent sa vie et sur lesquelles il n'a aucun contrôle. »

Or, Yuval a aussi tout mis sur le même plan en disant : « L'horrible destruction de Gaza et de sa population, qui doit cesser, et les otages israéliens, enlevés brutalement lors des crimes du 7 octobre, qui doivent être libérés. »

Tout ce que Yuval a dit est vrai.

Oui, la destruction de Gaza doit cesser.

Et oui, les otages doivent rentrer chez eux.

Mais cela devrait inclure *tous* les otages : les Israéliens et aussi les milliers de Palestiniens, dont des centaines d'enfants, qui croupissent dans les prisons israéliennes, maltraités, souvent torturés jusqu'à l'insoutenable.

Pour les Palestiniens, la réalité de l'occupation, du nettoyage ethnique, de l'apartheid et maintenant du génocide n'est souvent pas admissible ni entendue que si elle est immédiatement relativisée, tempérée par l'expérience et la narration israélienne. Comme si les Palestiniens ne pouvaient raconter leur histoire, leur résistance, exprimer leur souffrance, dénoncer l'injustice qu'ils subissent qu'en la présence et avec l'approbation d'une voix plus légitime, celle de l'Israélien. Une voix palestinienne peut-elle exister pour elle-même ? Il faut se demander combien de films réalisés par des Palestiniens ont été financés, produits, distribués, vus et reconnus dans un milieu comme Hollywood. Il faut se demander si Basel aurait eu la chance de prendre la parole, ou même de venir à la cérémonie des Oscars s'il était seul, sans Yuval.

Il ne s'agit pas de remettre en question l'engagement de Yuval, ni l'impact du film, mais les biais et les mécanismes de normalisation sont puissants et penchés contre toute narration palestinienne à un point tel que

c’est la parole de Yuval qui sert en fin de compte de barème de légitimité et elle qui capte l’attention et la sympathie.

La vie de Yuval en Israël est devenue un enfer. Mais Awdah Hathaleen, un activiste palestinien qui a collaboré au film, a payé de sa vie. Il a été abattu le 28 juillet 2025 en Cisjordanie par Yinon Lev, un colon israélien déjà sanctionné par l’Union européenne et les États-Unis pour violences antérieures.

Il m’a fallu du temps, et des explications, pour comprendre les subtilités de la normalisation. C’est souvent inconscient, involontaire. Or, si tu choisis de te dresser contre l’idée de suprématie, alors tu dois te mettre totalement de côté. C’est une étape essentielle. Et c’est précisément pour cela, pour avoir su relier ses engagements concrets, comme « En défense des défenseurs », à un travail de réflexion, que je considère le travail du BDS, et la contribution d’Ingrid, comme essentiels. Une pensée vivante, qui continue à nous faire réfléchir, et que nous ne devons jamais oublier.

Les mots justes sont essentiels, à la fois comme prélude et comme préparation à des actions justes. Ainsi, en 2017, il ne s’agissait nullement pour moi d’un simple exercice de jurisprudence théorique que de comprendre à quel point la définition d’apartheid s’appliquait à la situation en Palestine – et ce n’est pas davantage excessif aujourd’hui de reconnaître la nécessité d’employer le mot *génocide* pour qualifier ce qui était déjà en préparation depuis longtemps et qui s’est déchaîné de façon manifeste depuis la fin de l’année 2023. Voir, comprendre, replacer les événements dans les cadres analytiques *justes* : ces étapes sont indispensables pour se préparer à agir, surtout face à ceux qui utilisent les mots comme des armes médiatiques au service d’un massacre.

Dans mon quatrième rapport aux Nations Unies, que j’ai intitulé *Anatomie d’un génocide*, j’ai dénoncé le fait qu’Israël mène ce que j’appelle un « camouflage humanitaire » : une dissimulation pseudo-humanitaire de ses violations systématiques et dominantes du droit. Ce camouflage lui permet de renverser les fondements mêmes du droit international humanitaire, en donnant au monde l’illusion qu’il est légitime

de frapper des civils, en les présentant comme des boucliers humains ou des dommages collatéraux. Quand Israël utilise des Palestiniens comme boucliers humains pour pénétrer dans des maisons, ou quand il extrait des prisonniers de leurs cellules pour les utiliser lors de ses assauts, il s'agit littéralement de *human shielding*[31], une pratique bien définie et explicitement interdite par le droit international. C'est cela, le renversement. Israël parle d'ordres d'évacuation, de zones protégées, mais c'est tout le langage du droit humanitaire qui est détourné, utilisé à rebours pour justifier sa conduite militaire et ses crimes de guerre au mépris des principes fondamentaux qui régissent la protection des populations en temps de conflit armé : la distinction entre civils et combattants, la nécessité militaire, la proportionnalité. À y regarder de plus près, ce camouflage humanitaire n'est-il pas ce qu'Israël pratique depuis toujours dans les territoires palestiniens occupés, aveuglant sciemment la communauté internationale qui, en retour, lui a permis de continuer ? Nous tous qui sommes, d'une manière ou d'une autre, engagés en Palestine, humanitaires, diplomates, experts, fonctionnaires internationaux, avons souvent été plus préoccupés par l'idée de ne pas froisser Israël que par l'action de dénoncer franchement l'oppression systématique du peuple palestinien. Cette attitude a laissé libre cours aux projets politiques israéliens d'expansion sur les restes de la Palestine historique, bien avant 1967, sous couvert de légalité, dissimulés derrière une façade de droit militaire, alors même qu'ils préparaient les fondations des pratiques qui, aujourd'hui, portent tous les signes avant-coureurs d'un génocide. La volonté, surtout en Occident, de maintenir une narration prétendument neutre et apaisée n'a fait que perpétuer l'injustice, en refusant d'entendre ce que les Palestiniens disent et réclament depuis toujours.

Quand je vivais en Palestine, je ressentais profondément cette incongruité, cette tension douloureuse. Ce qui me faisait le plus souffrir, c'était la conscience que même les Nations Unies, même les secteurs du développement et de l'humanitaire faisaient partie de ce plafond de verre qui empêche les Palestiniens d'avancer, car c'est toujours dans les faits que se lit la vérité. La juste compréhension d'une situation, tout comme le choix des mots pour la décrire, sont des étapes indispensables pour abattre

l’apartheid et stopper le génocide. Mais, comme toujours, les mots ne suffisent pas. Ils doivent se traduire en actes, sans quoi tout discours restera vain, incapable de changer, ne serait-ce que d’une virgule, l’atrocité de ce qui est en train de se produire.

Il y a quelques jours à peine, pendant que j’écrivais ces lignes, j’ai participé à une réunion avec un haut responsable d’un des gouvernements européens les plus proches de la Palestine. Je suis sortie de cette réunion submergée par la rage, au point d’éclater en larmes à peine la visioconférence terminée. Je discutais avec ce représentant d’État, cherchant à comprendre quelles actions concrètes son gouvernement avait entreprises pour s’opposer à l’injustice des colonies et encourager leur démantèlement.

— Que faites-vous concrètement à ce sujet ?

— Allons, maintenant tu viens nous critiquer, nous ? On n’est pas les pires d’Europe, m’a-t-il répondu, agacé.

Je lui ai fait remarquer que son pays investit dans les territoires occupés plus que tout autre. Il a haussé les épaules.

— Que veux-tu qu’on fasse ? Qu’on boycotte Israël ?

Quand j’ai insisté, en lui suggérant au moins d’éviter que leurs profits n’aggravent la situation, il m’a répondu clairement que je n’étais ni diplomatique ni constructive, et que je ne mesurais pas à quel point ils s’engageaient pour soutenir l’Autorité palestinienne – afin qu’elle chasse le Hamas de Gaza. Je lui ai alors répondu, calmement, en articulant chaque mot :

— Mais ce ne sont pas de vos affaires. Ce n’est pas à vous de décider qui doit gouverner la Palestine. Votre seule responsabilité est de contribuer à mettre fin à l’occupation, pour qu’il reste quelque chose… de la Palestine.

Et cela, c’est ce qu’exige le droit international. Il avait pourtant raison sur un point : oui, je ne suis pas constructive dans certaines situations. J’avoue être incapable de garder mon calme face à des politiciens qui s’enfoncent dans leurs propres mensonges. Je ne suis pas capable de supporter les blessures des batailles non menées, pour reprendre les mots de Pessoa. Ma seule consolation est de ne pas participer à l’effacement des Palestiniens. Et j’espère qu’un jour avant de mourir, j’aurai la conviction

d’avoir tout fait pour éviter cela. Je fais, et je continuerai de faire, tout ce qui est en mon pouvoir en ce sens. Je continue à apprendre, à éplucher les couches de mon ignorance, comme une pelure d’oignon, grâce à celles et ceux qui m’enseignent, comme Ingrid.

Voici les mots gravés sur sa tombe, près de Bethléem :

« Nous te promettons de sourire chaque fois que nous le pourrons, comme tu le faisais ; d’avancer à tout prix, en luttant, en réfléchissant, en défendant l’espoir malgré la douleur, en tombant, en nous relevant, en changeant de chemin, en reprenant la lutte, et enfin en obtenant notre libération. »

Et dans ce rêve de libération de la Palestine, il y a aujourd’hui un peu de la libération de nous toutes et tous.

---

27. Elio Vittorini, *Les hommes et les autres*, Gallimard, Paris, 1948.

28. BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights milite pour les droits des réfugiés palestiniens, en particulier leur droit au retour, tel qu’énoncé dans la résolution 194 de l’ONU (1948), qui reconnaît le droit des Palestiniens déplacés à revenir sur leurs terres et à être indemnisés.

29. Un livre très intéressant d’Antony Loewenstein analyse en profondeur ces aspects : *The Palestine Laboratory: How Israel Exports the Technology of Occupation Around the World*, Verso Books, London and New York, 2023.

30. Les Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés ou en exil craignent toute politique assimilationniste qui aurait pour effet de rendre permanent leur déracinement. (Note de l’éditeur.)

31. Le terme *human shielding* désigne l’utilisation délibérée de civils ou de personnes protégées (comme des prisonniers, des enfants ou du personnel médical) pour protéger des cibles militaires contre des attaques.

GHASSAN

Jusqu’où peut aller la cruauté d’un génocide ?

La machine de la propagande s’était déjà mise en route pour défendre la « lutte contre le terrorisme », justifiant sans trop de scrupules la nécessité de rendre justice et de défendre les droits de la personne – sans s’attarder sur le fait que la guerre elle-même est une forme de terrorisme légitimé, une injustice absolue, une violation irrémédiable de tous les droits.
— GINO STRADA, À PROPOS DE L’INTERVENTION D’URGENCE EN AFGHANISTAN EN 2001

Certains pensent que, dans le cas de la Palestine, il y a deux parties impliquées dans ce soi-disant « conflit ». D’autres, au contraire, estiment que ce n’est pas aussi simple. Si l’on devait représenter cette histoire sur la scène d’une tragédie grecque, les protagonistes seraient au moins trois : les Palestiniens, les Israéliens et l’impérialisme occidental, ce dernier soutenu par un chœur composé de la vassalité et de l’égoïsme oligarchique de plusieurs gouvernements arabes. « Cette “guerre” », affirme Ghassan Abu-Sittah[32], chirurgien naturalisé britannique, « a démontré que le lien entre l’impérialisme occidental et Israël est un continuum ininterrompu. Israël fait partie intégrante du projet impérialiste occidental dans la région, une colonie liée à l’Occident, comme l’étaient toutes les colonies des siècles passés. »

Ghassan Abu-Sittah a passé plusieurs semaines à Gaza après l’offensive lancée par Israël, prétendument au nom du droit à la vengeance contre un peuple tenu collectivement responsable de l’attaque sanglante du 7 octobre. Il a travaillé dans les hôpitaux de Gaza aussi longtemps qu’il lui a été matériellement possible d’opérer. Puis, au terme d’immenses difficultés, il est parvenu à quitter la zone :

> Quand je suis sorti de Gaza en novembre 2023 et que je suis arrivé au Royaume-Uni, j'ai compris que le projet génocidaire était comme un iceberg. Israël n'en est que la partie visible, mais le reste – qu'on ne voit pas aussi clairement depuis Gaza –, c'est tout l'appareil qui rend le génocide possible : la BBC, la CNN, le *Washington Post*, le *Wall Street Journal* et toutes les organisations qui le soutiennent.

Depuis son élection, en mars 2024, comme recteur de l'Université de Glasgow, Ghassan a été la cible de nombreuses attaques. Tout d'abord, le groupe pro-israélien UK Lawyers for Israel[33] a porté plainte contre lui, l'accusant d'être « inapte » à exercer la médecine en raison de certains propos qu'il aurait tenus sur les réseaux sociaux. Le General Medical Council a donc demandé la suspension de sa licence, mais la justice a rejeté cette requête, jugeant les preuves insuffisantes et les traductions des publications peu fiables. Le tribunal a reconnu que ces accusations relevaient davantage de motivations politiques déguisées en préoccupations éthiques, destinées à nuire à sa crédibilité publique et à restreindre sa liberté d'expression.

Des journalistes de la BBC lui ont ensuite rapporté que la chaîne l'avait inscrit sur une liste noire de Palestiniens à ne plus interviewer. Au printemps 2024, il s'est également vu interdire l'entrée en France, aux Pays-Bas et en Allemagne, où il devait donner des conférences. Les autorités allemandes l'ont même banni de l'espace Schengen, une décision jugée illégale peu après par le tribunal administratif de Potsdam. Il observe :

> Pendant ce temps-là, l'Allemagne multiplie par dix ses livraisons d'armes, l'aviation britannique assure le renseignement électronique en survolant Gaza et l'aviation italienne fournit les avions de chasse F-35 israéliens qui se préparent à bombarder Sanaa. Tout cela montre bien que la question palestinienne n'est pas un simple malentendu. Le vrai problème, c'est que les puissances occidentales

> utilisent Israël comme un outil pour défendre leurs intérêts dans la région. Mais ces élites politiques occidentales devront faire face à une réalité : l'opinion publique est en train de changer. Il suffit d'observer le niveau de répression qui s'abat en Occident même. Aux États-Unis, des milliers d'étudiants ont été arrêtés. Au Royaume-Uni, ce sont même des survivants de la Shoah et des organisateurs de manifestations pacifistes qui sont interpellés. En Allemagne, la brutalité policière contre les manifestants est devenue systématique.

À son retour au Royaume-Uni, Ghassan a décidé de collaborer avec Scotland Yard, en apportant son témoignage sur les crimes de guerre qu'il accuse Israël d'avoir commis. Il décrit la situation actuelle comme une vague de destruction sans équivalent par rapport aux guerres précédentes. Il affirme que les attaques menées depuis un an et demi constituent « un véritable tsunami de violence ». Par exemple, il raconte avoir vu des blessures caractéristiques de l'usage de phosphore blanc, des blessures qu'il connaissait bien. « L'usage du phosphore blanc est interdit par le droit international. Moi, je l'ai reconnu tout de suite : ces brûlures, je les ai déjà traitées, en 2009 justement. »

Un soir, à Londres, j'ai eu l'occasion de participer à un panel aux côtés de Ghassan Abu-Sittah lors d'une conférence à la London School of Hygiene and Tropical Medicine[34], et d'entendre de sa propre bouche des récits si terrifiants qu'ils me hantent encore aujourd'hui. Dans les hôpitaux al-Shifa et al-Ahli, où il opérait les victimes des bombardements israéliens, Ghassan a réalisé jusqu'à douze opérations par jour, dont beaucoup sur des enfants. Il évoquait une nuit tragique où il devait pratiquer six amputations sur des mineurs. Selon ses estimations, dans les premiers mois du conflit à Gaza, environ 900 enfants ont subi des amputations. « Quand tu commences à opérer un enfant, tu sais qu'il devra subir au moins dix ou quinze autres interventions d'ici l'âge adulte », nous a-t-il confié ce soir-là. Mais qui les réalisera ? Où pourront-elles avoir lieu, maintenant que le système de santé

à Gaza est anéanti ? Quel avenir attend ces enfants, s'ils survivent ? La justification avancée par Israël pour bombarder les hôpitaux repose sur l'accusation selon laquelle al-Shifa aurait été un centre de commandement du Hamas, ce que Ghassan a formellement démenti ce soir-là : « Dans les hôpitaux, je n'ai vu que des blessés et des morts. Pas la moindre trace du Hamas. »

Les travailleurs humanitaires et les journalistes le savent. Et même l'armée israélienne n'a jamais pu produire de preuve crédible. Par exemple, une image diffusée par les forces de défense israéliennes – qu'il vaudrait mieux appeler forces d'occupation israéliennes – montrait un officier pointant un papier affiché au mur de l'hôpital, présenté comme un plan militaire du Hamas ; on a ensuite découvert qu'il s'agissait simplement de la planification des équipes médicales.

Les images tournées par Ghassan, jugées trop violentes pour être diffusées, montrent des couloirs bondés, des cris de douleur, des membres mutilés, des corps calcinés.

> Quand les Israéliens ont assiégé l'hôpital al-Shifa, j'étais bloqué à al-Ahli, devenu le seul hôpital encore fonctionnel à Gaza, malgré les dégâts déjà subis. Dans d'autres hôpitaux du sud de Gaza, j'ai vu mes collègues assis, incapables d'agir, car il n'y avait plus d'électricité pour alimenter les blocs opératoires. À al-Ahli, il restait deux salles en état et une machine à rayons X, mais plus de scanner. Il y avait, avec moi, un chirurgien orthopédique et quelques autres médecins. Les frappes étaient si violentes, les blessés si nombreux, que nous avons dû opérer sans interruption pendant 22 heures. Puis, à 5 heures du matin, l'anesthésiste est sorti du bloc et a dit : « C'est fini. Il n'y a plus rien. Plus de propofol. Plus d'oxygène. Je n'ai plus rien pour endormir les patients. » Même l'hôpital al-Ahli a dû s'arrêter. Il ne restait plus un seul médicament à administrer. C'est à ce moment-là que j'ai compris : le problème principal n'était plus le manque de médecins, mais le fait

> que le système de santé était dépouillé de ses moyens, à tel point que nous étions devenus trop nombreux par rapport aux ressources disponibles. Lors de cette dernière nuit dans le sud, les blessés arrivaient tirés par des charrettes à âne, faute de carburant pour les ambulances. Je pense que plus de 250 soignants ont été arrêtés par l'armée israélienne. Certains ont été torturés, et des centaines d'autres sont toujours détenus dans les prisons israéliennes. Moi-même, j'ai sans doute évité l'arrestation en quittant al-Shifa pour le sud, où je pouvais encore essayer d'agir.

Ce qui s'est produit – et continue de se produire – à Gaza depuis l'automne 2023 confirme toutes les alertes de Ghassan. Comment peut-on encore refuser de parler de génocide, face à un tel degré d'horreur ? Qui peut croire à la propagande qui présente ce massacre atroce comme un simple « conflit » ? Était-ce un « conflit » aussi, quand les colons européens aux États-Unis ont exterminé des centaines de tribus autochtones à coups de fusils et de famines, en exhibant les têtes tranchées des chefs tribaux pour semer la terreur et décourager la résistance ?

Il y a peu, j'ai lu dans le *Guardian* le témoignage du docteur Abu Ajwa, arrêté par Israël. Il raconte que ses tortionnaires avaient reçu l'ordre explicite de lui briser les mains, pour qu'il ne puisse plus jamais opérer. Autre drame : celui du docteur Adnan al-Bursh, chef du service de chirurgie orthopédique à al-Shifa et ami proche de Ghassan. Il est mort à cinquante ans, en avril 2024, peu après avoir été arrêté et transféré dans la prison d'Ofer, en Cisjordanie occupée. Des collègues et codétenus affirment qu'il est mort des suites d'actes de violence sexuelle, ayant entraîné une perforation intestinale. Ce soir-là à Londres, Ghassan a expliqué :

> Les tortures et l'assassinat de près d'un millier de soignants sont une composante centrale de la destruction du système de santé. On peut reconstruire l'hôpital al-Shifa en deux ans. Mais il faut douze ans pour former un médecin comme Adnan al-Bursh. À Gaza, des cinq pathologistes présents

> avant le 7 octobre, seuls deux sont encore en vie. Il n'existe plus aucun chirurgien apte à pratiquer la médecine d'urgence. Tous les néphrologues ont été tués. Un chercheur en biostatistique a démontré que le personnel de santé à Gaza a 2,5 fois plus de risques qu'un civil ordinaire d'être délibérément pris pour cible par l'armée israélienne. Même s'il y avait un cessez-le-feu, le génocide continuerait. Car cette stratégie fera que les gens mourront encore, même de maladies parfaitement soignables.

Et hélas, le temps lui a donné raison. Depuis le 7 octobre 2023 jusqu'en janvier 2025, plus de 1 000 soignants ont été tués, et plus de 250 ont été emprisonnés.

« On reconnaît un génocide », a conclu Ghassan, « quand tout est détruit : le présent, l'avenir, et le passé. Tout ce que fut le peuple de Gaza est rasé, effacé. »

Ce soir-là, aux côtés de Ghassan, je me sentais pleine et vide, noble et insignifiante à la fois. Nos mots n'allaient sauver personne, pas dans l'immédiat, du moins. Le débat évolue chaque jour, mais c'est lent. Le directeur de la revue médicale *Lancet*, chez qui nous étions ce soir-là, avait décrit Gaza juste après le 7 octobre : « Je marchais dans des rues bordées d'images de "martyrs" en uniforme militaire, armes croisées sur la poitrine, dominant les enfants en route pour l'école… Un endroit où des hommes armés défilaient le visage masqué, sans que personne ne les arrête. Voilà l'environnement créé par le Hamas, d'où naissent les nouvelles générations à Gaza. Un environnement qui alimente et propage la terreur. » Réduire Gaza à un environnement qui alimente la terreur est injuste et dangereux. Oui, le Hamas gouvernait Gaza d'une main de fer, et les premières victimes en furent les Palestiniens eux-mêmes. Mais le Hamas a dirigé Gaza pendant 17 ans avec la tolérance d'Israël. Et ces images de martyrs en uniforme sur les murs, qu'on interprète trop vite comme une glorification de la violence, sont pour les Palestiniens une façon d'honorer les morts, de rappeler qu'il faut soutenir leurs familles, de faire mémoire de l'occupation. Oui, les enfants subissent profondément l'environnement dans lequel ils

grandissent. Et c’est pour cela que des ONG palestiniennes et israéliennes réclament depuis des années l’arrêt de l’occupation, de l’annexion, de l’apartheid. Quelle arrogance chez nous, Occidentaux, à juger des cultures et des mots dont nous ignorons tout : le sens, les racines, l’essence. Cette arrogance omniprésente dans le journalisme, à l’université, et plus encore en politique, a contribué à rendre l’humanité des Palestiniens invisible, les éloignant toujours plus de leur libération. C’est pourquoi il est essentiel de changer le débat, de diffuser des mots qui éclairent, qui brisent l’ignorance, en promouvant la connaissance. Et surtout, de continuer à se poser les seules questions qui comptent : que pouvons-nous faire pour arrêter tout cela ? Jusqu’où ira-t-on encore, tandis que le monde dort d’un sommeil de pierre, incapable d’ouvrir les yeux sur cette blessure aussi vaste qu’un peuple entier, une blessure que personne ne semble vouloir soigner ni même reconnaître ?

---

32. Les citations de Ghassan Abu-Sittah dans ce chapitre proviennent de plusieurs sources (discours, conférences et entretiens médiatiques). Consulter, entre autres, son discours rectoral à l’Université de Glasgow (12 avril 2024), son intervention à la People’s Conference for Palestine à Detroit (24 mai 2024), et l’entretien avec Democracy Now (1er avril 2024), tous disponibles en ligne.

33. UK Lawyers for Israel (UKLFI) est une organisation juridique pro-israélienne basée au Royaume-Uni, fondée en 2010. Elle se présente comme un groupe de juristes – avocats, juges, universitaires ou juristes retraités – qui utilise le droit et les procédures juridiques pour défendre Israël et lutter contre ce qu’elle considère comme une diabolisation ou délégitimation de l’État d’Israël.

34. La conference – disponible en ligne – a eu lieu le 12 novembre 2024. Elle s’intitulait, *The role of public health institutions in ethical reconstruction: Gaza and beyond*.

EYAL

Comment mesurer la destruction d'un peuple ?

> *Le génocide d'un peuple mène au génocide d'un autre : c'est un axiome confirmé par les siècles, par des générations d'occupants et d'occupés. Dans un empire totalitaire comme celui qui est en train de se construire sous nos yeux, les expéditions punitives sont la norme, l'essence. Aujourd'hui, c'est Untel qui passe à la guillotine ; demain, ce sera un autre, et le jour suivant, la petite Liana.*
>
> — ANNA POLITKOVSKAÏA, *QU'AI-JE FAIT ?*[35]

En théorie, bien avant de débattre d'opinions politiques ou personnelles, toute discussion sérieuse sur ce qu'est un génocide devrait s'appuyer d'abord sur le droit international. Voici donc les cinq premiers articles de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à New York le 9 décembre 1948 dans le sillage de la Shoah, qui fit environ 6 000 000 de morts parmi les juifs européens, plus de 250 000 Roms et Sintis, et 300 000 personnes en situation de handicap.

> CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE
>
> Les Parties contractantes,
> Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations Unies et que le monde civilisé condamne.
> Reconnaissant qu'à toutes les périodes de l'histoire le génocide a infligé de grandes pertes à l'humanité,
> Convaincues que pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux la coopération internationale est nécessaire,

Conviennent de ce qui suit :

Article I

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit international qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Article II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

a) Meurtre de membres du groupe ;

b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;

d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Article III

Seront punis les actes suivants :

a) Le génocide ;

b) L'entente en vue de commettre le génocide ;

c) L'incitation directe et publique à commettre le génocide ;

d) La tentative de génocide ;

e) La complicité dans le génocide.

Article IV

Les personnes qui auront commis le génocide ou l'un quelconque des actes énumérés à l'article III seront punies,

> qu’elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.
>
> Article V
> Les Parties contractantes s’engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour faire appliquer les dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces contre les personnes coupables du génocide ou de l’un quelconque des autres actes énumérés à l’article III.

Ce texte, et la conscience humaine qui en est le fondement, devrait être la base commune de toute réflexion, particulièrement pour ceux qui doutent encore ou pensent pouvoir contester l’idée que les actes commis par l’État d’Israël contre le peuple palestinien relèvent pleinement de la définition juridique de « délit de génocide ».

La première fois que j’ai entendu parler d’Eyal Weizman, c’était en 2017, alors que j’écrivais, avec Lex Takkenberg, le livre *Palestinian Refugees in International Law*. À cette époque, je vivais avec ma famille en Indonésie, mais je passais de longues périodes au Moyen-Orient, surtout en Jordanie et en Palestine, pour mener des recherches d’archives et rencontrer des gens capables de m’aider à reconstruire, sur le plan juridique, près de 80 ans d’exode forcé du peuple palestinien. Même s’il s’agissait d’un ouvrage très technique, je tenais à ne pas en perdre la dimension historique, car je voulais montrer comment la politique avait façonné certains aspects du droit, notamment à travers l’inaction juridique. Dans cette quête de compréhension et d’outils à transmettre aux lecteurs, j’ai passé de nombreux après-midi dans le cabinet du docteur Anis Kassim, grand juriste palestinien, érudit, auteur de nombreuses analyses fondamentales sur la question palestinienne, et ancien directeur du *Palestine Yearbook of International Law*.

C’était devenu un rituel : saluer les avocats présents, s’installer dans les fauteuils autour de la table pendant qu’Anis libérait de l’espace sur son

bureau débordant de livres et de dossiers, puis il apportait des biscuits, du thé, et commençait à raconter.

J'ai toujours adoré son ton posé, élégant, qui m'ouvrait des voies dans la compréhension de l'histoire – une histoire dont il avait lui-même été témoin, notamment pendant les années du processus de paix. C'est lors d'une de ces conversations qu'il m'a demandé : « Tu l'as lu, toi, *Hollow Land* d'Eyal Weizman[36] ? » Certains visages autour de la table se sont crispés à l'évocation de ce nom, mais je connaissais assez bien Anis Kassim pour savoir qu'il n'aurait jamais rejeté un auteur simplement parce qu'il est israélien. C'est lui qui, quelques années plus tôt, m'avait recommandé de lire Avi Shlaim, historien israélien avec qui j'ai noué plus tard une grande amitié et pour qui j'ai une profonde admiration.

Ce jour-là, le « docteur Anis » (comme nous l'appelions tous, par respect) m'a longuement parlé de ce livre que je considère depuis comme un ouvrage puissant et nécessaire pour comprendre ce qui s'est passé, et se passe encore en Palestine. La destruction systématique humaine et politique d'un peuple commence toujours par la création d'un vide, par l'effacement de son espace. En tant que fondateur et directeur du groupe de recherche Forensic Architecture, Eyal Weizman s'est engagé à révéler les conditions imposées par l'occupation israélienne à travers une analyse spatiale rigoureuse. Par son regard d'architecte médicolégal – c'est-à-dire un expert utilisant les outils de l'architecture et les technologies numériques pour reconstruire des événements liés à des crimes, des catastrophes ou des violations des droits de la personne –, il retrace dans ce livre l'histoire de l'occupation israélienne entre 1967 et 2007.

Ce regard, lui aussi très technique, sur des événements que je croyais pourtant bien connaître du point de vue juridique et historique m'a fait découvrir de nouveaux éléments d'ordre spécifiquement géographique sur la manière dont l'histoire s'inscrit dans le quotidien des individus. Tout cela m'a aidée à éclairer de l'intérieur ma compréhension de la violence en Palestine à travers la fragmentation du droit, qui suit – au lieu de résoudre – la fragmentation géographique.

Dans *Hollow Land*, il apparaît clairement qu'Israël a utilisé l'architecture *et* la géographie comme instruments de pouvoir pour

consolider son contrôle sur les territoires palestiniens occupés. L'espace urbain et le paysage ont été modifiés en fonction d'une domination militaire et politique, et cela se manifeste à de nombreux niveaux, dans la manière dont les colonies israéliennes en Cisjordanie ont été conçues stratégiquement – de sorte que la colonisation entraîne une fragmentation territoriale empêchant toute continuité – jusqu'à la gestion des infrastructures et de la mobilité. Comment se fait-il que l'ensemble du système de routes, de checkpoints et de murs de séparation, qui depuis des décennies borne la liberté de mouvement des Palestiniens, continue au contraire de garantir un accès rapide et sécurisé aux colons israéliens – sous le regard prétendument neutre de la communauté internationale ? Et dans quel but ?

Une idée qui m'a paru particulièrement concluante à la lecture de *Hollow Land* est celle de « politique verticale » : l'utilisation tridimensionnelle de l'espace démontre de manière incontestable que l'occupation israélienne ne se limite pas à une emprise horizontale sur le territoire, mais s'étend aussi au contrôle de l'espace aérien et du sous-sol – par exemple à travers les tunnels et les aqueducs. Grâce à ses recherches, à la diversité de ses centres d'intérêt et à sa personnalité polymorphe, Eyal Weizman éclaire de nombreuses réalités. Au fond, l'idée centrale du livre, c'est qu'Israël est parvenu à piéger les Palestiniens politiquement, en s'appuyant sur un chaos géographique paradoxalement structuré à leur désavantage. Selon lui, pratiquement tout le monde peut être complice de ce système, volontairement ou non, à moins de s'en distancier avec une rigueur absolue :

> L'organisation spatiale des territoires occupés est le résultat non seulement d'un processus ordonné de planification et de mise en œuvre, mais aussi – et de plus en plus – d'un « chaos structuré », où l'absence sélective, souvent délibérée, d'intervention de l'État favorise un processus dérégulé d'expropriation violente.
> Les acteurs qui interviennent dans cette zone frontalière – jeunes colons, armée israélienne, compagnies de téléphonie

> mobile et autres grandes entreprises capitalistes, militants des droits de la personne et politiques, résistance armée, juristes et experts humanitaires, ministres du gouvernement israélien, gouvernements étrangers, communautés de soutien à l'étranger, urbanistes d'État, médias, Haute Cour de justice israélienne –, malgré leurs objectifs divergents voire contradictoires, participent à la création et à la transformation de ces espaces de manière diffuse, anarchique mais collective[37].

Parmi les idées brillantes que j'ai dénichées dans ce texte se trouve celle qui touche au « paradoxe humanitaire » : la possibilité que des interventions humanitaires finissent, sans le vouloir, par soutenir l'occupation militaire au lieu de la contrer.

Eyal Weizman pense en effet qu'intervenir pour atténuer les conséquences de certaines décisions prises par les forces occupantes pourrait, d'une certaine manière, exonérer Israël de ses responsabilités, notamment ses responsabilités légales, en focalisant les ressources sur d'autres objectifs, ce qui rend l'occupation plus « efficace » et acceptable aux yeux de l'opinion publique. À partir de ce constat, on vient à penser que quiconque se meut, à quelque titre que ce soit, dans une situation aussi grave se doit de la considérer dans toutes ses dimensions, bien au-delà du cadre limité au sein duquel la personne exerce ses fonctions. Par exemple, comme l'a dit Rony Brauman de Médecins Sans Frontières, il est impératif que les organisations humanitaires, qui ont parfois accès à des lieux et à des informations interdites même aux journalistes, se servent de cette position privilégiée pour témoigner et dénoncer les injustices observées, sans sacrifier leur indépendance et leur impartialité dans l'action. Selon Brauman, tout travailleur humanitaire part sur le terrain avec des outils médicaux et revient avec un témoignage : sa mission ne consiste donc pas seulement à soigner, mais aussi à témoigner de la vérité des injustices commises et à assumer les responsabilités politiques qui en découlent.

Eyal et moi nous sommes rencontrés pour la première fois à Londres où je m'étais rendue pour une conférence. Après la présentation de mon rapport sur l'autodétermination à l'Assemblée générale des Nations Unies[38], je l'avais contacté. Je ressentais une profonde affinité entre nos manières d'aborder la matérialité et l'immatérialité du colonialisme de peuplement et de substitution en Palestine : lui par le prisme de l'espace, moi par celui du droit. Nous nous sommes vus chez lui, un matin où il faisait très froid, en compagnie de quelques-uns de ses collaborateurs les plus proches. Une des phrases qui m'a le plus marquée au cours de cette conversation concernait son rapport à Israël. « Je n'y retournerai que lorsque je pourrai avoir un passeport palestinien », m'a-t-il dit, me laissant sans voix. De cette rencontre est née une collaboration solide, qui s'est peu à peu transformée en une précieuse amitié. Nous nous sommes retrouvés en février 2025 à Berlin. Nous devions discuter des effets dévastateurs des opérations militaires israéliennes et des tactiques de destruction de la vie à Gaza. Cependant, nos deux interventions ont été annulées ou sabotées à la suite de pressions politiques, ce qui a révélé la situation très préoccupante du déclin de la liberté académique en Allemagne.

Malgré ce contexte de répression croissante à l'égard de toute personne désireuse de maintenir un débat ouvert, Eyal et moi partagions la volonté d'incarner l'espoir, main dans la main avec les Allemands qui refusent de se soumettre à l'oppression et les nombreux juifs et Palestiniens qui dans ce pays font face à une répression sans précédent en Europe. Nos conférences ont eu lieu en dépit des obstacles et du climat de peur, grâce à la détermination de toutes les personnes impliquées – même si cela s'est fait dans des lieux improvisés, sous haute surveillance policière[39].

En s'appuyant sur sa méthode et sa perspective d'architecte, Eyal a articulé un constat qui m'a profondément touchée : pour les Palestiniens, depuis plusieurs générations, la maison est *quelque chose qu'on quitte, pas un endroit où l'on reste*. Une phrase très proche de ce que je dis souvent au sujet du génocide par le biais du colonialisme de peuplement ou du nettoyage ethnique : pour les peuples autochtones, la terre, c'est *qui on est* – pas seulement le lieu où l'on vit.

Le colonialisme de peuplement, expliquait Eyal, fonctionne selon une double dynamique : la construction et la destruction. D'un côté, on construit des colonies, des infrastructures, des implantations ; de l'autre, on détruit systématiquement les conditions de vie de la population colonisée.

La conférence que nous devions tenir ensemble à l'Université de Berlin – mais que les autorités allemandes ont ordonné d'annuler, nous forçant à la déplacer dans un lieu bien plus petit – portait précisément ce titre : *Conditions de vie calculées pour détruire*, en référence à l'article 2(c) de la Convention sur le génocide qui interdit d'imposer à un groupe humain des « conditions de vie calculées pour entraîner sa destruction physique, totale ou partielle ». Eyal a ajouté ce jour-là : « On pourrait dire que le simple fait de *calculer* les conditions de vie d'un peuple est en soi un concept inhérent au colonialisme de peuplement. » Ce type de colonialisme, selon son analyse, agit de deux façons opposées : d'une part, en améliorant les conditions de vie dans les territoires occupés pour attirer de nouveaux colons et renforcer le poids démographique israélien ; d'autre part, en détruisant de mille façons les conditions de vie de la population palestinienne. « La bande de Gaza », a-t-il dit, « n'est rien d'autre que le fruit d'un effort d'ingénierie destiné à anéantir les conditions de vie à l'intérieur de ce territoire. C'est une expérience dont l'objectif est de dégrader les conditions de vie au point de pousser les gens à partir. » Et il ne parlait pas seulement du siège imposé depuis 20 ans, ni de la catastrophe que nous observons depuis octobre 2023, mais plus généralement de la configuration spatiale et politique de la bande de Gaza depuis sa création en 1948. Selon lui, Gaza a été façonnée comme un espace où la vie devient progressivement invivable, selon un système que la chercheuse américaine Sara Roy a qualifié de *dé-développement*[40] : coupures progressives d'eau et d'électricité, destruction des infrastructures, pollution du sous-sol, effondrement du bassin aquifère, appauvrissement économique, affaiblissement des hôpitaux et de la recherche scientifique. Le tout dans ce qui est en réalité un ghetto, car, malgré les évolutions juridiques importantes, Gaza est depuis 1948 un ghetto, comme Eyal nous l'a rappelé.

Avec le temps, la croissance de la population et son refus de se plier à l'idée d'une migration volontaire, qu'Israël a tenté en vain d'imposer

pendant des décennies, y compris à travers les Nations Unies, ont conduit les autorités israéliennes à envisager des mesures extrêmes pour réduire la menace démographique que représente Gaza à leurs yeux. Tandis que la Cisjordanie, moins densément peuplée, permet plusieurs formes de gestion de sa population locale, Gaza est l'un des territoires les plus densément peuplés du monde – ou, devrais-je dire, l'était.

« Ces 20 dernières années », raconte Eyal, « les conditions de vie à Gaza ont été calculées avec une telle minutie qu'on a même déterminé le nombre de calories. » Israël décidait quels aliments faire entrer, quelles quantités selon le minimum nécessaire en fonction de l'âge et du genre. Tout au long de cette période, les Palestiniens ont eu droit à l'eau et à l'électricité selon un seuil défini du « minimum humanitaire ». Ce qui frappe, c'est la manière dont l'État israélien a amélioré en parallèle les conditions de vie dans les zones proches de Gaza, afin d'encourager les Israéliens à s'y installer : subventions, infrastructures, transferts d'eau du nord vers le sud de la Palestine historique. « Il n'a pas été simple de convaincre de nouveaux colons de venir vivre près de Gaza », a observé Eyal, qui qualifie de « colon » toute personne n'étant pas originaire de cette terre mais qui est venue s'installer en Palestine historique (aujourd'hui Israël). En fait, pour exposer la destruction calculée des conditions de vie, il était indispensable de calculer les conditions de vie dans l'autre sens.

Toutes les formes d'oppression dont sont victimes les Palestiniens – nettoyage ethnique, occupation permanente, apartheid, génocide – ne sont en réalité que des facettes d'un même système colonial. Et sur ce point, Eyal a prononcé une phrase inoubliable : « Lorsqu'un système de calcul des conditions de vie d'un peuple est en place, il suffit de le renforcer et de le pousser à l'extrême pour aboutir à l'extermination de ce peuple. » Avant même que l'organisation dirigée par Eyal ne réalise une véritable cartographie du génocide à Gaza (la plateforme interactive A Cartography of Genocide[41] date de 2024), d'autres historiens israéliens étaient arrivés aux mêmes conclusions. Ilan Pappé, par exemple, a approfondi la notion de nettoyage ethnique dans le contexte de la Nakba, et Raz Segal a décrit la situation actuelle à Gaza comme un exemple paradigmatique de génocide :

« L’attaque génocidaire d’Israël sur Gaza est assez explicite, ouverte, et sans honte[42]. »

Le génocide, selon Eyal, ne commence jamais de rien, ce n’est pas une escalade soudaine, il repose toujours sur des structures et des mécanismes préexistants. Cela vaut pour les actions israéliennes en Palestine, mais aussi pour d’autres contextes sur lesquels Eyal a travaillé, comme le génocide au Guatemala dans les années 1980, commis par l’armée contre les populations indigènes mayas accusées de soutenir les rebelles de gauche, ou celui des Nama et des Herero en Namibie, entre 1904 et 1908, lorsque les forces allemandes réprimèrent le soulèvement contre l’oppression coloniale par la déportation, les camps de concentration, la famine et les épidémies.

Dans les deux cas, explique Eyal, on voit un même schéma qui se sert de la destruction du territoire et de celle des conditions de vie comme moyen d’extermination : « La violence ne s’abat pas seulement sur les êtres humains, mais aussi sur l’environnement qui les soutient – les hôpitaux, les écoles, les communautés, les lieux de culte. »

Le génocide dont parle Eyal est une sorte de modèle archétypal d’élimination de l’autre. C’est le massacre d’un corps collectif par tous les moyens disponibles, y compris le démantèlement du territoire, car si pour tuer un corps il suffit de quelques balles, pour tuer un peuple il faut mobiliser tous les instruments possibles, afin que ce corps collectif soit vidé, anéanti, même s’il continue à respirer. J’imagine une série d’électrochocs dont le but est d’éteindre la vie dans son essence même. C’est ce sort que l’on a réservé aujourd’hui aux Palestiniens sur leur propre terre, le même sort réservé aux juifs d’Europe il y a un siècle : après des années de discrimination et de persécution sont venues les lois raciales, l’exclusion de la vie civile, la ghettoïsation extrême, la faim, la maladie. Puis, les juifs d’Europe étant encore trop nombreux, sous la direction de criminels sans scrupules et dans le quasi-silence des contemporains, on est passé à la « solution finale ». Cet effroi inédit sur le sol européen, une extermination mécanisée à l’échelle industrielle, a poussé le monde à dire « plus jamais ça », et à définir le génocide comme un crime.

Aujourd’hui en Palestine, le génocide ordonné au lendemain de l’attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023 apparaît clairement comme une action systématique visant à détruire un peuple à travers une série d’opérations militaires qui ciblent sans distinction les civils, et sèment mort et dévastation partout. Les forces israéliennes, dotées d’un arsenal meurtrier, ont rasé des villes entières, détruit des maisons, des écoles, des hôpitaux et jusqu’aux réseaux mêmes qui soutiennent la vie quotidienne. Les blessures infligées à la population palestinienne sont visibles. Des dizaines de milliers de morts, dont plus de 17 000 enfants, et des centaines de milliers de blessés ; un million d’enfants – c’est cela, la démographie de Gaza – atteints dans leur corps et dans leur âme, réduits au silence par une violence indiscriminée qui n’épargne rien ni personne.

Depuis octobre 2023, ce n’est qu’une succession de bombardements et de massacres, dans un contexte où l’accès à des ressources essentielles comme l’eau ou les médicaments a été délibérément entravé, poussant la population à la faim et au désespoir. Les mots employés pour déshumaniser les Palestiniens – « animaux humains », « il n’y a pas de civils innocents », « même les enfants ne sont pas innocents » – accompagnent une politique de violence et d’impunité qui résonne avec un passé infâme que nous, Européens plus que quiconque, n’aurions jamais dû oublier.

Je le dirai sans détour : nier la gravité de ces actes, c’est fermer les yeux sur un génocide en cours. Ce crime aurait dû susciter la mobilisation urgente de la communauté internationale, mobilisation qui, hélas, n’a toujours pas eu lieu ; car aujourd’hui comme hier, avant de pouvoir arrêter un génocide, il faut d’abord le *voir.*

Le génocide se reconnaît à ses victimes : un peuple pris pour cible en tant que lui-même. Depuis des décennies, les Palestiniens sont traités comme une présence encombrante et indésirable, même dans la parcelle de terre qu’il leur reste, Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, là où ils auraient dû pouvoir construire l’État auquel ils aspirent depuis si longtemps et que la communauté internationale prétend soutenir. Au lieu de cela, Israël a continué à régner d’une main de fer et à chasser les Palestiniens de leurs maisons pour revendiquer sur cette terre la « souveraineté exclusive du peuple juif », un concept déjà absurde il y a 100 ans, puisque cette terre n’a

jamais été habitée uniquement par des juifs, mais constituait un tissu accueillant de cultures, de religions et de peuples divers, dont les juifs formaient une minorité. Tout ceci est encore plus absurde aujourd'hui à la lumière du droit international qui interdit toute forme de discrimination, dont celle fondée sur la religion ou la « race », ce mot terrible qui a tant nui à l'humanité depuis cinq siècles.

La tragédie qui se perpétue en Palestine, c'est, hélas, l'histoire d'un génocide annoncé. Les spécialistes du sujet en avaient depuis longtemps identifié les signes avant-coureurs : exécutions sommaires, arrestations arbitraires, ségrégation raciale. Des conditions sciemment mises en place pour mener un peuple à sa destruction. Mais tout cela a été systématiquement ignoré, voire banalisé, au fil du temps. L'expansion des colonies israéliennes, menée sous prétexte de négociations interminables et stériles, a montré combien l'idée d'une paix sans droits est illusoire. En même temps, l'histoire que l'on raconte de la Palestine est tout autre.

L'Italie illustre de façon éclatante comment l'opinion publique a été progressivement façonnée par une politique de plus en plus alignée sur les gouvernements successifs de la droite israélienne (la soi-disant « gauche » italienne incluse, et nombre de membres du Parti démocrate activement engagés dans la défense des intérêts israéliens), puis, dans la foulée, par des médias qui suivent les orientations de cette politique. Après le 11 septembre 2001, avec l'avènement de la « guerre contre le terrorisme », la résistance de ceux qui défendaient ce qui leur restait de terre a été condamnée sans appel. Les Palestiniens ont été étiquetés comme des terroristes, sans jugement ni recours, et, en tant que tels, jugés éliminables. L'idée qu'un peuple en situation d'oppression et de désavantage ait le droit de se défendre et de voir reconnu son droit à l'autodétermination semble avoir disparu du débat public italien. Nos propres *partigiani*, – y compris le président Pertini, Nuto Revelli, Carla Capponi et tant d'autres que nous honorons comme fondateurs de la liberté de notre pays auraient-ils, eux aussi, été considérés comme des terroristes ? Depuis le 7 octobre 2023, plus de 17 000 enfants ont été tués, dont 1 000 âgés de moins d'un an. Et pourtant, cette narration sur les Palestiniens continue imperturbablement : 17 000 enfants accueillis dans l'indifférence par une presse complice et une

politique soumise aux intérêts israéliens. Voilà la réalité des Palestiniens en 2025 : une réalité qui exige d'être reconnue et dénoncée.

Nous sommes nombreux à lutter contre ce génocide et contre le silence qui l'accompagne ; dans ce combat, il est justement essentiel de s'informer et de comprendre. Ce jour-là, dans son discours à Berlin, Eyal a conclu son intervention en nous disant que, même si le cessez-le-feu venait réellement à être instauré, la destruction du peuple palestinien ne cesserait pas pour autant, et qu'elle ne cessera pas tant que « prévaudront les logiques qui ont engendré cette destruction ». Quant à certaines propositions avancées pour l'avenir de Gaza, comme celle qu'il a qualifiée de « délirante », de déplacer toute la population, Eyal nous a rappelé l'importance d'examiner avec la plus grande attention tout projet de reconstruction, car « ce n'est qu'une poursuite de la destruction déguisée en aide humanitaire ». Je comprends parfaitement cet argument. Depuis des années, je dénonce le fait que l'aide humanitaire a souvent été utilisée pour masquer et brouiller l'immoralité profonde du projet de conquête israélien, un projet qu'aucun membre occidental des Nations Unies n'a le courage de combattre. Au contraire, beaucoup d'États comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie le soutiennent activement.

Par une tiède matinée d'hiver berlinois, dans la deuxième année du génocide du peuple palestinien, face à une foule d'étudiants démoralisés et de policiers en tenue antiémeute, Eyal a clos son discours par un dernier avertissement : « Dans ce cas, la reconstruction ne serait pas un remède à la destruction, mais plutôt sa continuation. Elle servirait à achever ce que le génocide n'a pas réussi à accomplir. »

Je partage avec Eyal la stupeur devant la proposition du président Trump de reconstruire Gaza en « Riviera méditerranéenne » après l'avoir « nettoyée » de ses habitants. Une absurdité totale, illégale et immorale qui, à y regarder de près, relève pleinement de la « purification ethnique » ou, plus exactement, de l'incitation au transfert forcé, un crime reconnu par le droit international et qui, avec les dernières déclarations de l'administration américaine, fait officiellement son entrée pour la première fois dans la politique étrangère des États-Unis. Des transferts forcés et de nouvelles

expropriations, dans le contexte de ce génocide, ne feraient que renforcer la complicité des autres pays dans les crimes qu'Israël a déjà commis au fil des décennies et intensifiés de façon exponentielle depuis octobre 2023, aggravant encore la crise qui menace de détruire le peuple palestinien. Le simple fait que, tandis qu'Eyal Weizman et moi parlions de ces sujets, l'arrière-plan de notre conversation soit ponctué de fourgons de police, d'agents en tenue antiémeute encerclant les étudiants et de menaces d'arrestation à mon encontre, montre à quel point le système dans lequel nous vivons est déjà gravement compromis. Il nous faut donc être prêts à apporter chacune et chacun notre contribution, notre témoignage et, autant que nous le pouvons, notre engagement actif, pour que les horreurs du passé et du présent cessent de hanter notre quotidien.

---

35. Anna Politkovskaïa, *Qu'ai-je fait ?*, Gallimard, Folio, Paris, 2009.

36. Eyal Weizman, *Hollowland: Israel's Architecture of Occupation*, Verso Books, London and New York, 2007.

37. *Ibid.*

38. *Situation des droits de la personne dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967*. Rapport présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 septembre 2022 : A/77/356.

39. La conférence qui a eu lieu le 21 février 2025 est disponible en ligne sur la chaîne YouTube DiEM25, sous le titre « Francesca Albanese, Eyal Weizman & More Expose Western Complicity on Gaza Genocide ».

40. Le terme « dé-développement » a été popularisé par la politologue et économiste américaine Sara Roy, spécialiste de l'économie politique de la bande de Gaza. Le dé-développement est le démantèlement organisé et systématique de la capacité d'une société à se développer normalement.

41. Il s'agit d'une plateforme interactive et d'un rapport d'investigation développé par Forensic Architecture, un collectif basé à l'Université Goldsmiths de Londres, spécialisé dans l'analyse spatiale et juridique des violences d'État. Ce projet documente en détail le comportement militaire israélien dans la bande de Gaza depuis octobre 2023.

42. « Gaza : pour l'historien juif Raz Segal, ce qui s'y passe est un génocide », dans *Nouveau Monde*, 19 octobre 2023 [en ligne].

MALAK

Où est le chez-soi d'une personne réfugiée ?

Quand je voyage, j'emporte toujours trop de choses […].
En y réfléchissant, j'en suis venu à la conclusion que j'ai une peur secrète, mais tenace, de ne pas revenir.
— EDWARD W. SAID, *À CONTRE-VOIE : MÉMOIRES*[43]

Ce que les Palestiniens appellent la Nakba, c'est-à-dire la « catastrophe », désigne l'exode forcé qui, entre la fin du mandat britannique et les premières années suivant la création de l'État d'Israël (1948-1949), a contraint 750 000 Palestiniens à quitter leurs maisons, victimes de violences, de massacres et de la destruction systématique de leurs villages. Pendant cette période, les Palestiniens ont été dépossédés de vastes territoires. Ces derniers ont d'abord été poussés à fuir les exactions commises par les milices sionistes Irgoun, Haganah et Lehi, intégrées à l'armée israélienne après 1948, puis expulsés sous la menace des armes, à pied ou entassés dans des camions organisés par ces milices. En peu de temps, environ 500 villages ont été détruits ou vidés de leurs habitants. Les historiens recensent plusieurs dizaines de massacres – exécutions sommaires, viols et autres crimes contre des personnes âgées, des hommes, des femmes et des enfants, comme ceux tristement célèbres de Tantoura et Deir Yassin – qui ont accéléré le dépeuplement de la Palestine historique. Les villages détruits n'ont pas simplement été abandonnés. Beaucoup ont été délibérément rasés, et leurs terres réaffectées, souvent pour y bâtir de nouvelles communautés juives ou pour d'autres usages au sein du nouvel État d'Israël.

Salman Abu Sitta, fondateur et président de la Palestine Land Society (PLS), basée à Londres et consacrée à la documentation de la terre et du peuple palestinien, ainsi que de nombreux historiens et spécialistes de la

Nakba ont attesté que les terres abandonnées par les Palestiniens ont été ensuite occupées et exploitées par le nouvel État d'Israël. Abu Sitta a mené de nombreuses recherches visant à cartographier les localités palestiniennes d'avant 1948 et à analyser les possibilités de retour des réfugiés, soutenant que ce droit n'est pas seulement légitime, mais parfaitement réalisable. Pour les centaines de milliers de Palestiniens enfermés depuis 1948 dans la bande de Gaza, les juifs qui occupent leurs terres ne sont que des colons, des colons qui, dès les premiers jours de l'État d'Israël, ont défendu les terres confisquées aux propriétaires légitimes à coups de fusil, utilisant les kibboutz comme avant-postes militaires, alors qu'à l'étranger ils étaient considérés comme le fleuron du modèle socialiste du jeune État juif.

Cette histoire douloureuse et jamais réparée se transmet de génération en génération parmi les Palestiniens. Il faut rappeler que leur dépossession a commencé bien avant 1948, pendant les 30 années de colonisation britannique (1920-1948). Les autorités britanniques favorisèrent presque sans interruption les vagues migratoires amenant des juifs d'Europe à s'installer en Palestine pour fuir les persécutions et bâtir une nouvelle vie sur la « terre de leurs ancêtres ». Mais cette terre était déjà habitée, et l'idée de chasser sa population existait dès le départ. Comment pourrait-on ne pas enseigner cette histoire, ou exiger que les gens l'oublient ? Ce serait comme demander aux Arméniens de ne pas parler des violences lors du génocide commis par les Ottomans, qui a entraîné la disparition de leur terre et tenté l'effacement de leur culture, ou demander aux peuples autochtones d'Australie, d'Amérique et de tant d'autres lieux marqués par l'histoire des génocides d'effacer leur mémoire.

Pourtant, lorsque je travaillais en Palestine comme juriste à l'UNRWA, j'ai souvent eu l'impression que les administrations américaines attendaient de l'agence qu'elle joue un rôle de pacification des Palestiniens. Peu importe les abus commis à l'encontre de leurs grands-parents, de leurs terres, de leurs vies depuis 1948, le peuple palestinien devrait non seulement accepter Israël, mais quasiment l'aimer, et certainement ne pas le contester. L'un de mes premiers dossiers, en arrivant en Palestine en 2010, a été un audit sur le programme de l'agence en matière de droits de la personne, de plans d'études et de contenus pédagogiques utilisés dans les

écoles de l'UNRWA. Cet audit était commandité par le principal bailleur de l'agence, les États-Unis. Mon rôle consistait à préparer tout ce qu'il fallait pour que les trois auditeurs venus d'Amérique puissent examiner le matériel scolaire et vérifier qu'il ne contenait rien qui puisse « inciter au terrorisme, à l'antisémitisme ou à la violence ». Bien sûr, il n'y a jamais eu dans ce matériel scolaire de « messages anti-israéliens ou antisémites », mais, depuis des années, ces programmes sont la cible constante d'attaques de la part du gouvernement israélien et de ses alliés.

Depuis 1967, en vertu d'un protocole d'accord avec Israël, l'UNRWA a pris en charge environ cinq millions de réfugiés palestiniens dans les territoires occupés, soulageant Israël – puissance occupante – de cette responsabilité. Mais à partir du processus de paix lancé lors de la Conférence de Madrid en 1991, la donne a changé. La question des réfugiés, presque tombée dans l'oubli jusque-là, a refait surface. Palestiniens et observateurs ont commencé à s'interroger sur ce que la paix et la solution à deux États impliqueraient pour eux. Les études, analyses juridiques, reconstitutions historiques et projections démographiques ou économiques se sont multipliées ; c'était pour Israël une véritable épine dans le pied, tant l'État considérait le dossier comme clos. « C'est de l'histoire ancienne, qui s'en préoccupe encore ? » m'a lancé, avec désinvolture, un juriste israélien lors d'un atelier en 2017.

Israël ne voit pas les Palestiniens, ne les écoute pas et, pire encore, ne les « ressent » pas. Pour la plupart des Israéliens qui s'expriment publiquement, mais aussi pour de nombreux membres de la diaspora juive, il n'existe qu'une seule perspective, celle d'Israël, la manière dont Israël vit l'histoire, éprouve sa propre douleur et se situe dans son propre contexte. De nombreux intellectuels, tout en se disant modérés et opposés à l'occupation, se concentrent uniquement sur la condamnation de la violence du Hamas, tout en restant silencieux face au nombre écrasant de victimes palestiniennes et à la destruction perpétrée par l'armée israélienne après le 7 octobre 2023. Ils reprennent des accusations jamais vérifiées, comme celle des viols de masse, mais évitent de reconnaître la brutalité infligée à la population palestinienne.

Le langage change lorsqu'on parle des Palestiniens.

En 2010, pour préparer mon audit, j'ai visité pour la première fois la bande de Gaza, et y suis revenue plusieurs fois dans les mois suivants. Lors de l'une de ces visites, dans le hall d'une école, il y avait une exposition de dessins d'enfants. Certains m'ont profondément marquée. Ils n'étaient pas sur papier mais sur toile, et témoignaient d'une maîtrise et d'une beauté inattendue dans ce contexte.

— Qui a peint cela ? ai-je demandé aux enseignants.

— Une élève de sixième, elle est très douée, n'est-ce pas ?

— J'aimerais en acquérir un… celui-ci, par exemple, ai-je dit.

Je pointais le portrait de deux petites filles au visage rond et aux yeux bleu clair. Derrière elles, dans un ciel azur, volait une grande colombe blanche toute dodue.

— Puis-je rencontrer cette élève ?

C'est ainsi qu'un après-midi, il y a 15 ans, j'ai rencontré Malak Mattar. Elle avait onze ans, une jolie figure encadrée par deux longues tresses noires. Magnifique et très timide, elle ne parlait pas anglais, mais, par l'intermédiaire de ses professeurs, elle m'a expliqué qu'elle ne pouvait pas me vendre le tableau. Il appartenait à l'école, et elle n'aurait pas su en fixer le prix sans l'avis de son oncle, un peintre connu de Gaza qui lui avait appris à peindre.

Des années plus tard, en cherchant en ligne une image pour l'affiche d'une conférence, je suis tombée sur une toile représentant des colombes blanches tournoyant autour de visages aux grands yeux et aux traits doux. J'ai eu une intuition.

— C'est palestinien ? demandai-je.

— Oui, c'est palestinien.

— Ça doit être de Gaza, non ?

— Oui, l'artiste est de Gaza. Elle s'appelle Malak Mattar.

C'était la fillette que j'avais rencontrée des années auparavant. Je lui ai écrit aussitôt et j'ai décidé qu'il nous fallait absolument l'une de ses œuvres pour l'affiche de notre événement : une conférence à Londres, le 3 octobre 2023, en hommage à Edward Said, éminent intellectuel palestinien et professeur à l'Université Columbia. L'événement a eu lieu quelques jours

avant que tout ne bascule pour les Palestiniens, les Israéliens et les habitants de Gaza, dont Malak et sa famille.

Nous sommes restées en contact depuis lors, mais il a fallu attendre la fin de 2024 pour nous revoir, cette fois à Londres, lors d'une conférence à la London School of Hygiene and Tropical Medicine où j'intervenais avec Ghassan Abu-Sittah. Ce soir-là, dans la foule, j'ai immédiatement reconnu Malak et, après la conférence, nous avons pu nous embrasser. Elle m'a raconté avoir quitté Gaza la veille du 7 octobre pour s'installer à Londres, où elle avait été admise à la maîtrise au Central Saint Martins College of Art and Design. Sa famille – ses parents et ses deux frères – était restée à Gaza, cherchant désespérément à rejoindre l'Égypte. Il a fallu des mois pour qu'ils y parviennent, miraculeusement vivants mais en état de choc. Au début, une partie de la famille avait choisi de rester : « C'est notre terre, nous devons la protéger. Ils peuvent nous tuer, nous ne partirons pas. » La mémoire de la Nakba pesait : ceux qui avaient quitté leurs terres en 1948 n'avaient jamais pu y revenir. Mais le bombardement de l'école où enseignait la mère de Malak avait convaincu le reste de sa famille de fuir : elle venait tout juste de quitter l'école, elle était dans sa voiture quand c'est arrivé.

Ils ont d'abord trouvé refuge dans le nord de la bande de Gaza, dans un quartier appelé al-Karama, plus tard près de l'hôpital al-Shifa. La famille a été obligée de se séparer : les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre. Une situation insensée. Ensuite, ils ont décidé de descendre vers le sud. Les alertes s'étaient multipliées, les gens quittaient les maisons, et les pressions s'intensifiaient pour que les habitants du nord se déplacent vers le sud.

Malak m'a raconté :

— Ma famille est partie à Deir al-Balah et a vécu pendant cinq mois chez ma tante. Pour moi, c'était un cauchemar. Je venais juste de m'installer à Londres et je n'arrivais pas à les rejoindre. Je n'avais aucune nouvelle, je ne savais même pas s'ils étaient vivants ou morts. J'essayais de les appeler sans cesse, mais il n'y avait pas de réseau, juste une petite musique d'attente. De l'enthousiasme pour ma nouvelle vie à Saint Martins, qui

devait me permettre de grandir comme artiste, j'ai basculé dans l'angoisse de ne pas savoir si les personnes que j'aimais le plus étaient en sécurité.

Ce soir-là, après l'événement londonien, Malak et moi avons échangé seulement quelques mots. Elle n'avait pu me raconter le reste de l'histoire que quelques mois plus tard. En mars 2025, alors que je terminais la rédaction de ce livre, je me suis retrouvée à nouveau à Londres. J'ai réussi à organiser un dîner plus intime, et Malak a enfin pu me raconter la seconde partie de cette histoire compliquée et douloureuse :

— Et encore, bien moins tragique que tant d'autres, a-t-elle précisé aussitôt après que nous nous sommes assises, avant même de choisir ce que nous allions manger. Les membres de la famille de mon ami Ahmed, par exemple, ces derniers mois, sont tous morts. Il ne lui reste plus personne.

La famille de Malak, elle, a réussi à survivre.

— Après avoir tout essayé, nous avons compris qu'il n'y avait pas d'autre solution que de réunir assez d'argent pour soudoyer les Égyptiens, une somme énorme, 5 000 dollars par personne, soit 20 000 dollars au total, puisqu'il y avait mes parents, mon frère et ma sœur. Le jour de l'évacuation, je suis allée en Égypte et j'ai enfin pu les revoir. Ils étaient traumatisés, sous le choc, blessés aussi. Quand l'immeuble d'en face a été bombardé, les vitres ont explosé et ma sœur a été touchée. Plus tard, elle m'a dit que les moments les plus terrifiants avaient eu lieu au cours du trajet entre Deir al-Balah et la frontière, la route était jonchée de corps. Ils ont prié tout le temps, et, lorsqu'ils sont enfin arrivés en Égypte, un terrible sens de culpabilité les a submergés. Ma mère était bouleversée ; elle ne cessait de me dire : « Comment ai-je pu laisser derrière moi tant de gens et toutes mes choses ? Tous ceux qui m'ont accueillie, mes amis, mes proches… mes affaires… » Aujourd'hui encore, elle ne s'en remet pas.

Une autre bataille a commencé, cette fois juridique, car le gouvernement britannique avait refusé le visa permettant aux proches de Malak de la rejoindre. Ils ont dû intenter une action en justice pour annuler cette décision :

— Nous avons assisté à une infinité d'audiences, et les avocats ne cessaient de me répéter : « Malak, tu mènes un combat que tu perdras

probablement. » Mais je me disais : « Eh bien, au moins, nous le mènerons. »

Son arme, raconte-t-elle, reposait sur la démonstration de l'importance vitale d'avoir sa famille à ses côtés. Psychologues, sociologues et autres spécialistes ont soutenu sa demande par leurs témoignages. L'obstacle principal restait l'argument selon lequel ses proches pourraient constituer « une menace pour la sécurité » et, à chaque audience, un avocat de la partie adverse parlait d'eux comme de personnes dangereuses. Il a fallu prouver qu'ils aimaient tous l'art, le théâtre… comme si, implicitement, ceux qui n'aimaient pas la culture ne méritaient pas cette chance. Après de longs mois, ils ont gagné. Au début de l'année 2025, les visas ont été délivrés, officiellement au titre du regroupement familial. Très bientôt, ses proches la rejoindraient à Londres. C'est seulement à ce moment de son récit qu'elle a pris sa fourchette, et après avoir poussé un soupir, elle a commencé à manger.

— Mes deux parents ont grandi à Gaza en tant que réfugiés. Les familles de ma mère et de mon père, après 1948, avaient été expulsées de force de leurs villages. Mon père vient d'Al-Jura, ma mère d'Al-Batani al-Sharqi, dont il ne reste aujourd'hui presque rien. Même si je n'ai jamais pu visiter ces lieux, j'ai l'impression de les connaître par cœur. Mes grands-parents en ont toujours beaucoup parlé. Depuis l'enfance, j'ai développé un fort sentiment d'appartenance à ces villages où sont mes racines ; et, bien sûr, mon lien avec Gaza est assez complexe.

Les villages dont me parle Malak ont été rayés de la carte avec la création de l'État d'Israël ; mais en réalité, la terre, les ruines des maisons, les tombes des ancêtres palestiniens déplacés en 1948 sont toujours là, en Israël.

— Alors, tu ne considères pas Gaza comme chez toi ? lui ai-je demandé.

— Eh bien…, m'a-t-elle répondu avec un sourire éloquent, en fait, si. Je suis réfugiée, l'histoire de ma famille ne s'y est pas déroulée, mais c'est là que j'ai grandi et que j'ai appris le langage de l'art grâce à mon oncle, Mohammed Musallam, artiste de renommée internationale et professeur d'art à Gaza. Donc oui, je pourrais dire que Gaza n'est pas ma maison, mais

aujourd'hui je la choisirais comme telle. D'autant plus maintenant que le quartier où j'ai grandi a été pratiquement rasé et ne vit plus que dans notre mémoire. Mes plus beaux souvenirs sont à Gaza et, malgré tout, c'est pour moi un lieu où l'on peut rêver. Quand j'avais quinze ans, j'ai été invitée à faire une exposition à Bristol, au Royaume-Uni. J'étais évidemment ravie. Je suis allée voir mon père et je lui ai demandé : « Papa ! Puis-je y aller ? Me donneront-ils la permission ? Ces gens disent qu'ils paieront tout, ils veulent juste que j'aille là-bas parler un peu de ma peinture. » Mais il m'a répondu : « Tu crois vraiment qu'Israël te laissera partir pour une exposition, alors qu'ils ne donnent même pas la permission aux malades du cancer, qui restent bloqués ici à mourir sans soins ? » Ses paroles m'ont fait très mal, mais elles ne m'ont pas empêchée de continuer à peindre, à rêver et à avoir des ambitions. Et je sentais la même chose chez tous mes amis. Chacun de nous avait cette volonté de réaliser quelque chose.

C'est une chose qui m'a toujours frappée chez les Palestiniens. Même sous une dictature militaire, même sous un véritable état de siège, celui que Gaza subit pleinement depuis 2007, doublé d'un blocus militaire (et pas que), même sous l'occupation qui les plonge dans des conditions de vie extrêmement dures, les Palestiniens ont réussi à préserver cette force, cet amour de la vie qui transparaît dans chaque mot et chaque respiration dont Malak m'a parlé, et que j'ai vu chez tellement de personnes. Ils ne se sont jamais laissé écraser, et cela change tout, car lorsqu'on se bat de toutes ses forces pour mener une vie juste et digne, personne ne peut interférer ou décider à votre place. Je suis d'autant plus émue de voir l'œuvre de Malak figurer en couverture de ce livre.

Après avoir obtenu son diplôme de fin d'études secondaires avec mention et remporté une bourse pour perfectionner son art en Turquie, Malak a mis une année entière à décrocher les autorisations nécessaires pour partir. De là, elle aurait pu poursuivre ses études en France ou au Royaume-Uni, mais les deux pays lui ont refusé le visa.

Elle m'a raconté que, durant sa première année hors de Palestine, presque tous les pays lui avaient refusé l'entrée. L'idée de liberté qu'elle avait chérie si longtemps s'est heurtée de plein fouet à la réalité. Elle pensait qu'une fois sortie de Gaza, elle serait enfin libre, avec des ailes pour

voler où elle voudrait. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. En Turquie, elle a compris qu'il ne suffit pas de quitter Gaza physiquement. Tant que le monde entier continue de percevoir les Palestiniens comme une menace, la liberté reste un mirage.

— En tout cas, m'a-t-elle dit en redressant la tête, les yeux plus vifs, aujourd'hui je vis ici et je voyage tellement qu'il ne reste qu'une seule page vierge dans mon passeport. Et ça aussi, pour moi, c'est une forme de résistance !

Elle a éclaté de rire.

— C'est idiot, non ?

— Pas du tout, lui ai-je répondu.

Je souriais moi aussi, mais j'avais envie de pleurer en pensant à toutes les épreuves qu'elle avait traversées, aux tampons qui marquent les passeports de mes propres enfants.

— Pour moi, c'est important de pouvoir dire aux colons : « Vous savez quoi ? Je pars parcourir le monde pour faire connaître mon art ! » C'est dans cet esprit que j'ai grandi, comme femme et comme artiste, à Gaza. Imagine : à ma toute première exposition personnelle, j'ai présenté une grande toile sur la corruption et les mécanismes du pouvoir. Un vieux professeur est venu me dire : « Ta peinture est intéressante, mais tu es une jeune femme. Ne vaudrait-il pas mieux peindre des fleurs, des vases, quelque chose de joli, et laisser la politique aux hommes ? » Peut-être que ce genre de remarques, loin de me décourager, m'a poussée à tout faire pour que nos voix résonnent et puissent être entendues. Ces épisodes, en réalité, ont été des étapes décisives de mon parcours artistique.

Les véritables épreuves, m'a confié Malak, ont été tout autres. La boutique d'art où elle achetait ses couleurs a été bombardée et n'existe plus ; la galerie où elle rêvait d'exposer a été détruite ; beaucoup d'amis qui venaient chez elle pour peindre et discuter ont été tués. Voilà la réalité de ceux qui créent à Gaza. Vivre et faire de l'art sous occupation. Les yeux en feu, elle m'a raconté qu'à quatorze ou quinze ans, elle avait reçu une commande des États-Unis, du Tennessee, une peinture représentant un sapin de Noël. Mais au moment de l'expédier, le bureau de poste lui avait demandé : « C'est une œuvre politique ? » Tout artiste vivant à Gaza devait

composer avec une forme de censure sur ce qu'il pouvait peindre, sur les symboles qu'il pouvait inclure. Si une œuvre était jugée politique, l'armée la confisquait. Alors, si elle peignait un keffieh, serait-ce considéré comme politique ? Lui prendraient-ils son œuvre ?

— Est-ce difficile de devenir artiste sous occupation ?

— Énormément, a-t-elle répondu gravement. Incroyablement difficile. Tu sais pourquoi ils nous haïssent et veulent détruire tout ce qui touche à l'art ? Parce que l'art, c'est l'espoir. C'est pour ça qu'ils ont tué Refaat Alareer qui, par ses poèmes, donnait de l'espoir à tant de gens. La vérité la plus insupportable pour l'occupation, c'est que nous parlons le langage de l'art, le langage le plus puissant contre toute forme de déshumanisation. Parvenir à toucher les autres avec un poème ou une peinture, c'est la meilleure façon de balayer tous les stéréotypes. C'est pour ça que je crois vraiment que l'art est dangereux, a-t-elle conclu avec un sourire.

Après le dîner, nous sommes allées marcher et avons traversé un petit square du centre de Londres. Je regardais le visage pâle et doux de Malak, marqué par la violence et l'oppression, tandis qu'elle me confiait que même à Londres, beaucoup de choses restaient très difficiles pour elle. Par exemple, elle cherche un logement assez grand pour accueillir toute sa famille quand elle pourra la rejoindre, mais les loyers sont hors de prix et, avec sa bourse, c'est presque impossible. Sa situation est pourtant enviable, comparée à l'angoisse sans nom qu'elle a vécue avant que les siens atteignent l'Égypte, quand elle savait qu'ils manquaient de nourriture, subissaient les bombardements et risquaient la mort à chaque instant. Et pourtant, m'a-t-elle dit, chaque fois qu'ils parvenaient à se parler au téléphone, son père ne lui demandait qu'une chose :

— Alors, qu'est-ce que tu peins ces jours-ci ?

Au début, Malak ne comprenait pas.

— Mais qu'est-ce que ça change, papa ?

Il lui a expliqué :

— Tu es là pour une raison, Malak. Tu dois peindre notre vie, notre lutte, tout ce que nous vivons. Tu es une artiste, donc tu es notre voix.

Ces mots, m'a-t-elle confié, elle ne les oubliera jamais. Entendre un survivant d'un génocide lui demander de témoigner, par la peinture, de ce

que son peuple traverse, a été pour elle à la fois une responsabilité immense et un honneur. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une œuvre monumentale, une toile de près de cinq mètres sur deux, où elle a cherché à dire tout ce que les mots ne pouvaient exprimer. On l'a surnommée « La Guernica de Gaza », même si son vrai titre est *No Words*. C'est une œuvre née au cœur du génocide, entièrement en noir et blanc, car, comme elle l'a expliqué dans une entrevue, « seul le noir peut refléter la réalité, une réalité atroce qui nous réduit au silence ». Malak ne voit plus les couleurs de sa terre. Sur les murs, des graffitis crient en arabe et en anglais « Gaza vivra pour toujours » et « Gaza vous hantera ». Sur la toile, des animaux se nourrissent de cadavres pourrissants. Au centre, un homme hagard chevauche un âne, la bouche grande ouverte dans une expression de douleur, de stupeur et de honte. Autour de lui, des corps, des ruines – femmes, hommes, enfants. La composition est saturée de détails bruts, d'une violence suffocante. Maisons, écoles, mosquées, centres culturels. Tout est anéanti. Personne ne parle plus dans cette œuvre.

Malak a peint le silence. Elle a peint la disparition des journalistes, des artistes, des poètes, des intellectuels. Une toile qui glace le sang. L'artiste le sait. Son art est une expression pure, sans filtre.

Au moment de nous quitter, en nous serrant dans les bras, Malak m'a lancé avec un sourire à la fois triste et mordant : « Apparemment, les gens veulent voir la douleur de Gaza peinte. Mais il n'y a pas assez de peinture pour tout raconter. »

---

43. Edward W. Said, *À contre-voie : mémoires*, Le Serpent à plumes, Paris, 2002.

GABOR

Pourquoi est-il si important de préserver la mémoire d’un peuple ?

Neytiri : Peuple du Ciel ne peut pas apprendre, vous ne voyez pas.
Jake : Alors apprends-moi à voir !
— AVATAR

« Un mois avant la libération de Budapest, alors que nous marchions dans la rue, ma mère m’a confié à une parfaite inconnue, parce qu’elle n’était plus sûre de pouvoir garantir ma survie. Les juifs étaient à nouveau déportés et tués par les nazis hongrois. Elle ignorait quand ce serait notre tour et, ce jour-là, elle m’a tout simplement mis dans les bras d’une étrangère croisée dans la rue. »

C’est l’un des souvenirs fondateurs de Gabor Maté, médecin et psychothérapeute canadien d’origine hongroise. Aujourd’hui, il consacre sa vie à travailler sur les traumatismes et la guérison, en puisant dans sa propre douleur pour offrir aux autres quelque chose d’essentiel : l’espoir. Il parle avec clarté, pertinence et simplicité. Lors d’une rencontre autour de la situation en Palestine, je l’ai entendu affirmer, sans détour mais d’une voix douce comme une caresse : « Il faut être vraiment ignorant pour ne pas savoir, pour ne pas comprendre, pour ne pas voir le colonialisme à l’œuvre en Palestine, ou pour nier que les Palestiniens sont les opprimés et les Israéliens les oppresseurs. »

Pour lui, il y a quelque chose de profondément choquant chez ceux qui ne voient pas que le judaïsme, sa propre religion, est instrumentalisé au nom d’un ethnonationalisme reposant sur une idéologie discriminatoire. Et c’est ce qui, à mes yeux, fait de lui plus qu’un thérapeute individuel : il est aussi un thérapeute du collectif.

Selon Gabor Maté, un traumatisme n’est pas tant ce qui arrive à une personne de l’extérieur que ce qui se produit à l’intérieur en réaction à un

événement douloureux. C’est ainsi que naît une blessure intime qui, tôt ou tard, se manifestera, risquant de limiter à jamais les capacités émotionnelles, psychologiques et relationnelles d’un individu. Mais si l’on parvient à développer conscience et compassion, un processus de guérison peut commencer.

La déconnexion de soi et des autres que Maté décrit comme une conséquence inévitable de tout traumatisme ne frappe pas seulement l’individu. Une personne peut se sentir isolée, méfiante, coupée des autres, et finir par somatiser sa souffrance. Mais ce sentiment peut aussi découler de traumatismes historiques, générant des expériences partagées qui affectent des familles entières, des communautés, voire des peuples, en transformant leurs liens collectifs et leur identité.

Il souligne que la transmission du traumatisme, surtout quand elle s’accompagne d’une absence de régulation émotionnelle, peut aussi s’inscrire dans une dimension intergénérationnelle ou collective. Si les adultes d’une société portent des expériences douloureuses profondément ancrées, ce traumatisme peut être transmis culturellement aux générations suivantes. Les cicatrices invisibles des ancêtres peuvent modeler la façon dont les jeunes se perçoivent eux-mêmes et perçoivent le monde, reproduisant un cycle de souffrance et de déconnexion. Il faut alors un travail conscient et, ajouterais-je, empreint de compassion, pour briser le cycle.

Pour Gabor Maté, « le traumatisme modifie la perception du monde ». Quand des groupes entiers intègrent une vision de la vie façonnée par leur traumatisme et leur peur, cela nourrit un sentiment permanent de menace et de méfiance, et influence leur manière collective de voir le monde. On comprend aisément combien ce phénomène est central pour les populations qui ont vécu l’oppression, la guerre, la persécution, l’exil et l’extermination. C’est là un point de contact profond et durable entre les populations juives et palestiniennes.

L’idée que le traumatisme se situe au cœur de l’expérience collective des uns comme des autres est explorée par des chercheurs que j’apprécie, tels qu’Amos Goldberg et Bashir Bashir. Dans l’ouvrage qu’ils ont dirigé, *The Holocaust and the Nakba: A New Grammar of Trauma and History*[44],

ils montrent comment ces deux événements – malgré leurs différences fondamentales – ont marqué l'identité et la mémoire collectives des deux peuples, de génération en génération. Ces traumatismes ont nourri les expériences passées, mais aussi les relations présentes et les luttes pour la dignité et la justice.

Préserver la mémoire est essentiel, car comme Gabor Maté le rappelle souvent, notamment dans l'un de ses livres les plus marquants, *Le mythe de la normalité*[45], le traumatisme ne réside pas seulement dans ce qui est vécu, à titre personnel ou collectif, mais surtout dans ce qui continue de se produire à l'intérieur de nous en réponse à cet événement. Et cela vaut d'autant plus quand il s'agit d'une blessure immense, par exemple le génocide des juifs pendant la Shoah, ou le génocide du peuple palestinien qui a commencé à Gaza et se poursuit sous les yeux du monde entier.

Pour Gabor Maté, toute guérison véritable présuppose qu'on ait le courage d'affronter la douleur que nous portons en nous. Les croyances profondes et récurrentes des personnes traumatisées, comme le fameux « il y a quelque chose qui ne va pas chez moi », ne sont pas seulement des pensées négatives, mais des réalités inscrites dans notre neurophysiologie, qui créent un ensemble de processus mentaux interconnectés. Quand on cherche à éviter le souvenir de la douleur, en le niant ou en l'enfouissant sous la culpabilité, l'auto-sabotage ou le mépris de soi, on empêche la guérison. Cultiver la mémoire émotionnelle, au contraire, c'est se restituer la vérité, en tant qu'individu, certes, mais aussi en tant que peuple blessé et bafoué. Reconnaître la blessure est la première étape pour la soigner.

Une collègue israélienne m'a fait remarquer que les juifs, et pas seulement ceux vivant en Israël, ont eu de nombreuses occasions d'affronter et d'apaiser leur traumatisme collectif, fruit de siècles de persécutions culminant dans l'un des plus tragiques génocides de l'histoire. Cette possibilité a pris forme à travers des moments de compassion collective et de deuil : journées commémoratives, musées, monuments à travers le monde. Dans les écoles, du moins en Europe, là où la Shoah a eu lieu, l'histoire du génocide juif est enseignée avec sérieux et respect, offrant aux jeunes générations l'occasion de réfléchir à ce passé douloureux. En revanche, on parle bien peu du génocide des Roms et des Sinti – le

Porrajmos (grande dévoration en romani) ou *Samudaripen* (meurtre de tous) – qui a pourtant eu lieu durant la Seconde Guerre mondiale, principalement sous le régime nazi. Ce massacre a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes issues de ces communautés, encore discriminées dans de nombreuses régions d'Europe.

Quant aux Palestiniens, cette possibilité de reconnaissance et de deuil collectif leur a toujours été refusée. Ils n'ont jamais pu refermer le cercle de leur passé ni élaborer la douleur de la perte de leur terre, de leurs maisons et de leur vie d'avant 1948. Non seulement leurs droits et leurs revendications légitimes n'ont pas été reconnus, mais leur souffrance est souvent invisibilisée, incomprise, tant par Israël que par l'ensemble du système politique occidental, décisionnaire face aux injustices qu'ils subissent aujourd'hui.

Le génocide à Gaza en est la preuve. Dans le discours dominant en Occident, on ne peut évoquer la violence quotidienne subie par les Palestiniens sans commencer par rappeler Israël et son « droit à se défendre », même quand ce droit est revendiqué sur ce qui reste du territoire où les Palestiniens devraient avoir leur État – ce qui le rend illégitime. Bien sûr, comme tout État membre de l'ONU, Israël peut invoquer le droit à la légitime défense, prévu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, mais seulement sous certaines conditions : être attaqué par un autre État ou obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité. Sans cela, l'usage de la force pour mener une guerre est illégal. Or, dans le cas de Gaza et du reste de la Palestine occupée, Israël, en tant que puissance occupante, ne peut attaquer militairement la population qu'il occupe, c'est ce que rappelle le droit international. Une simple logique inscrite dans la loi. (Et, soit dit en passant, le droit à se défendre vaut aussi pour les Palestiniens, non ?) Par ailleurs, on dirait qu'il est impossible de parler de la situation actuelle en Palestine sans commencer par l'horreur du 7 octobre 2023, comme si des décennies de violences indicibles commises par Israël avant cette date, tout comme la douleur des civils israéliens lors d'autres épisodes, par exemple pendant la vague d'attentats-suicides de la seconde Intifada, ne comptaient pas. Cette lecture sélective de l'histoire laisse des générations entières dans un état de traumatisme non seulement non résolu, mais renouvelé chaque

jour. Un traumatisme qui se perpétue dans la négation de la valeur de leur souffrance et dans la poursuite, voire l'aggravation, de la violence même qui nourrit cette souffrance.

L'absence quasi totale de reconnaissance des droits palestiniens les rend invisibles dans la vie comme dans la mort, contraints à une subalternité imposée face aux logiques et exigences d'Israël, un État qui, jour après jour, avale toujours plus de terres qui appartiennent à un autre peuple, tout en parvenant à recentrer le débat sur son droit à exister. Lui, et seulement lui. Partout où il le veut, comme il le veut, par tous les moyens qu'il juge nécessaires. L'histoire récente l'a montré à maintes reprises. Le colonialisme ne se contente pas d'imposer son pouvoir à un peuple en anéantissant son avenir possible, il parachève son œuvre en effaçant sa mémoire. Détruire ou minimiser le souvenir et la douleur d'un génocide, et des autres atrocités, c'est ajouter un obstacle de plus sur le chemin de toute guérison.

Il y a quelque chose de presque cathartique à entendre une personne comme Gabor en parler avec des mots clairs et puissants, lui qui en tant que juif a connu les effets d'un traumatisme historique et personnel qui l'a marqué à vie. Aujourd'hui installé au Canada, il vit au sein d'une « société coloniale » sur une terre qui appartenait à d'autres peuples avant que les Européens ne viennent y imposer leur domination politique et ne forcent les peuples autochtones à s'assimiler à leur langue et à leurs normes culturelles. Non seulement ces peuples autochtones ont été privés pendant des siècles de leur droit à l'autodétermination, mais on continue à leur refuser la préservation de leur mémoire collective et culturelle. Et, au sens large, cela est aussi un génocide.

La dernière fois que je suis allée au Canada, à la fin octobre 2024, je connaissais déjà la réputation de Gabor Maté, mais nous ne nous étions pas encore rencontrés.

À ce moment-là, mon corps traduisait clairement, par des symptômes physiques, l'accumulation de fatigue et de préoccupations. À l'autre bout du monde, ma mère, malade depuis des années, traversait une période difficile. Le sentiment de culpabilité, de ne pas être auprès d'elle et de

laisser ma famille affronter seule la situation, était aggravé par un problème de santé imprévu de mon mari. J'étais émotionnellement et physiquement épuisée et, comme cela m'arrive souvent en période de surcharge, un mal de dos intense était survenu, accompagné de migraines et de nausées.

Je me souviens du trajet en voiture entre Ottawa et Toronto. Je tentais, en vain, de méditer, j'essayais par la pensée d'apaiser mon mal de dos, mais je me sentais si faible. C'est dans cet état que, le lendemain, je me suis rendue à une rencontre avec une délégation d'universitaires du Centre for Indigenous Studies de l'Université de Toronto. En Europe, et notamment en Italie, peu de gens savent que le Canada a été le théâtre d'un vaste génocide des populations autochtones.

De la moitié du XIX^{e} siècle jusqu'aux années 1990, le gouvernement canadien a mené des politiques systématiques pour stériliser les populations autochtones ou les assimiler de force à la culture dominante. L'assimilation passait surtout par le système des écoles résidentielles, créées pour séparer les enfants de leurs familles et les obliger à choisir la langue et les valeurs européennes. L'adoption par des familles non autochtones visait à rompre tout lien avec leurs racines, qu'elles soient inuites, métisses ou issues des Premières Nations. Beaucoup de ces enfants ont subi de mauvais traitements, des violences physiques et sexuelles ; un grand nombre sont morts dans des conditions de vie inhumaines. Des enquêtes récentes ont mis au jour des fosses communes et recueilli des témoignages confirmant l'horreur de ces politiques génocidaires.

Ces pratiques ont eu des conséquences dévastatrices : privation de langues, de cultures, d'identités. Ces blessures profondes continuent aujourd'hui encore à marquer ces communautés. Le Canada reconnaît ce génocide, un processus de réconciliation est en cours, mais la justice véritable pour les peuples autochtones de cette partie de Turtle Island (nom que donnent au continent nord-américain de nombreux peuples, dont les Haudenosaunee et les Anishinaabeg) est toujours inaccessible.

Puisque je travaille sur la Palestine, j'ai toujours considéré qu'en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, il était de mon devoir de rencontrer des représentants des communautés autochtones.

Ce jour-là, à l'Université de Toronto, nous étions une vingtaine autour de la table, dont ma collaboratrice et moi. Les premières minutes ont été empreintes d'un certain embarras : je ne faisais pas partie de ce groupe, je ne savais pas comment amorcer la conversation ni quel protocole suivre. Qui devait saluer en premier ? Qui devait briser la glace ? Mais ce flottement n'a pas duré. La connexion qui s'est installée, l'énergie partagée et l'ouverture réciproque ont transformé la rencontre en une expérience inoubliable de communauté et de compassion.

Les universitaires m'ont accueillie en prononçant leur salutation dans leur langue autochtone. Une invocation de gratitude adressée d'abord à la nature et aux éléments – l'eau, la terre, le feu, l'air. Une façon d'être au monde qui ne place pas l'homme au centre, mais comme un fil dans l'immense tissu de l'existence. Une vision qui restitue aux choses leurs proportions oubliées, qui nous ramène à une sagesse ancienne, porteuse d'un symbolisme profond, une révélation qui aujourd'hui peut encore nous murmurer des vérités longtemps enfouies.

Une manière d'être au monde qui nous invite à *voir.*

Pour ouvrir la rencontre, l'un des universitaires, un musicien, s'est mis à chanter. Un chant ancestral, puissant, qui gagnait en intensité et pénétrait jusqu'aux tréfonds. Dans cette salle universitaire, on aurait dit que les vitres tremblaient. C'était si fort, si chargé de sens, que j'en ai ressenti presque de la crainte, une crainte sacrée. Nous n'étions plus dans une simple pièce. Sa voix nous avait transportés dans un autre espace, un autre temps.

En l'écoutant, j'ai momentanément oublié ma douleur. C'était comme si quelque chose de plus grand me traversait. Puis ils ont commencé à faire circuler du tabac, chacun en prenait un peu et le déposait dans le creux de la main. Ils m'ont ensuite expliqué que ce geste servait à absorber la douleur. Ils venaient de perdre un de leurs chefs et ce rituel les aidait à se concentrer, à entrer dans un espace de connexion profonde avant de parler aux autres.

Ils serraient cette petite boule de feuilles séchées dans leurs mains, y déposaient leur vœu, puis me racontaient leur histoire. Des récits durs, tranchants. Beaucoup descendaient de familles mixtes. L'un ou les deux parents avaient été arrachés à leur foyer et placés dans des écoles ou

adoptés par des familles blanches canadiennes. Ces enfants étaient retirés à leurs parents autochtones pour briser la lignée, interrompre la transmission culturelle, effacer l'identité.

Et pourtant, une par une, ces personnes et les communautés auxquelles elles appartiennent reprennent aujourd'hui leur place, réaffirment leur identité. Ce processus de libération et de réappropriation culturelle, politique et spirituelle ne date pas d'hier, mais il semble qu'aujourd'hui il soit animé d'une vigueur nouvelle. Cela m'a poussée à réfléchir plus à ce qui est en train de se passer.

Depuis quelque temps, je sens un frémissement de renouveau, comme si germaient partout les graines d'une révolution contre l'injustice politique. Comme dans un corps malade où les anticorps se mobilisent pour sauver les cellules, ces germes de résistance sont les anticorps d'une société vivante. Cette force agit aussi entre les peuples. La solidarité de nombreuses nations autochtones avec la Palestine en est la preuve. Mais la glace à briser est épaisse. Et ancienne.

Ce jour-là, les chercheurs m'ont raconté que le bâtiment où nous nous trouvions avait été construit sur un fleuve qu'ils considèrent comme sacré. « Ce béton l'étouffe », m'ont-ils dit. « Les arbres ont été détruits, on nous les a volés, mais nous continuons à entendre leur voix. » Leur conscience était si vive qu'on aurait dit que la terre parlait à travers eux. Une femme d'une trentaine d'années nous a confié avoir été adoptée par une famille juive sioniste : un double arrachement, une fracture identitaire difficile à refermer. Une autre femme, frêle mais à la présence imposante, assise à côté de moi, a expliqué qu'elle avait été une *hidden child*, une enfant cachée pour ne pas être arrachée à sa famille. Elle parlait donc parfaitement la langue de son peuple, que d'autres doivent aujourd'hui réapprendre. Tous partageaient un lien profond avec la terre et une blessure tout aussi profonde, un traumatisme qu'on ne peut guérir qu'en préservant la mémoire.

Dans de nombreux pays occidentaux, on ne comprend toujours pas exactement ce qu'est le colonialisme de peuplement et ce qu'il implique. La

plupart des manuels scolaires, en Italie comme ailleurs, parlent de manière totalement neutre, voire héroïque, des violences coloniales qui ont permis l'essor des civilisations grecque et romaine sur notre sol, effaçant des peuples entiers et supprimant leurs cultures, leurs langues, leurs savoirs. Des faits présentés comme acquis, qui n'appellent à aucune réflexion.

Il en va de même pour le colonialisme plus récent, celui inauguré par les caravelles de Christophe Colomb, souvent idéalisé comme la « découverte de l'Amérique », alors qu'il marque le début d'une ère de colonisation et d'exploitation entraînant la mort de dizaines de millions d'Autochtones sur tout le continent. Ces épisodes, rarement mis en avant, ont pourtant eu des conséquences profondes et durables.

Je me demande donc comment nous pouvons réellement comprendre ce qui se passe lorsqu'un peuple est détruit, lorsqu'un corps collectif est disloqué, privé de reconnaissance et de soin, ce qui entraîne des blessures intérieures et des traumatismes sur plusieurs générations, comme l'explique Gabor. Mais en même temps, aujourd'hui, il y a une nouvelle prise de conscience, accompagnée d'actions concrètes. Au Canada, bien sûr, mais aussi dans de nombreux autres pays, se développent et se consolident des études sur les cultures autochtones, pour guérir mémoires et blessures.

Quelques semaines avant de partir pour le Canada, j'avais participé à un événement public à Washington, dans l'une des librairies de la chaîne indépendante Busboys and Poets. Depuis leur création, ces endroits accueillent des voix rebelles, celles de la littérature afro-américaine, par exemple, ou des textes de résistance, qui incarnent une véritable contre-culture face au monde des lobbys de la capitale américaine.

Durant les années où, après avoir quitté la Palestine, je vivais à Washington, Busboys and Poets était l'un de mes refuges. J'y venais souvent pour assister à des rencontres, des débats et des présentations de livres, mais aussi pour m'offrir un moment de lecture et un café, les jours de pluie ou de neige, avec Leila, alors bébé, qui me suivait partout dans sa poussette.

Ce soir-là, au Busboys and Poets situé à l'angle de la 14^{e} Rue et de V Street NW, se trouvait aussi Hope, une femme du peuple Piscataway – l'un

des nombreux peuples autochtones exterminés par les colons européens. Hope s'est présentée comme Firestarter, « celle qui allume le feu », et nous a donné les offrandes traditionnelles de son peuple, ainsi qu'un salut dans la langue lenape, qu'elle a ensuite traduit. La langue piscataway est aujourd'hui éteinte, mais elle partage des racines communes avec le lenape.

Elle a alors lu un poème de Nora Thompson Dean, dont le nom en lenape était Weènchipahkihëlèxkwe, « femme qui touche les feuilles », l'une des dernières locutrices du dialecte unami méridional. Cette poétesse avait consacré sa vie à documenter, enseigner et transmettre les traditions spirituelles et culturelles de son peuple, travaillant avec des chercheurs et des institutions pour les préserver.

Voici son texte :

Kuxëna Kishelëmienk,
wanìshi tili nkàski nipain yushe tali,
òk wèmi weltëk kèku ènta milian,
wanìshi, mpi òk yu ènta kishux pèchi òxekamakuna
yushe xkwithakamika.
Milinèn weltëk tëmakàn tìlìch kàski ikalìchi
pèchi pètawsinèn yushe ènta xkwithakamika.
Punelìntàmainèn wèmi ènta ahchanilan
òk ènta ahchanaptunhe.
Wanìshi Nuxati, wètënëmai winëweokàn.
Na në lekèch[46].

Et voici la traduction :

Père qui nous a créés, je te remercie de me permettre d'être ici aujourd'hui, et merci aussi pour toutes les bonnes choses que tu as mises dans ma vie.
Merci pour l'eau et pour le soleil qui éclaire cette terre.
Guide nos pas sur le bon chemin, afin que nous puissions continuer à vivre longtemps en ce lieu.
Pardonne-nous lorsque nous faisons le mal ou prononçons des paroles qui ne conviennent pas.
Merci, Père bien-aimé, reçois ma prière. Amen.

Être accueillie ainsi fut un moment profondément émouvant. Je crois que ce fut aussi une leçon pour les centaines de personnes venues écouter le débat. Voilà précisément ce que nous devons apprendre à faire : saisir chaque occasion pour mieux voir, mieux comprendre, préserver et honorer la mémoire de ce qui a disparu, en luttant aux côtés de ceux qui résistent, pour apaiser ensemble les blessures des peuples offensés.

L'union des luttes pour l'autodétermination, encore inachevée, se tisse à travers une multitude d'actes, qu'ils soient pratiques ou symboliques, capables de rompre avec le passé et de s'inscrire dans notre vie quotidienne dès que l'occasion s'en présente. En ouverture de mon intervention chez Busboys and Poets, j'ai posé cette question : « Comment est-il possible que, depuis des décennies, l'on se réunisse en Amérique du Nord pour parler de la Palestine sans jamais inviter les peuples autochtones, qui vivent et continuent de vivre une expérience coloniale et un génocide ? »

Quelques jours plus tard, lorsque j'ai pris la parole aux Nations Unies pour présenter mon rapport, j'ai repris mon discours de ce soir-là, « nous nous réunissons aujourd'hui sur la terre de la nation Piscataway, qui leur appartient encore », et j'ai fait le salut à la terre que Hope m'avait appris. J'ai été frappée par le fait que personne n'a semblé relever mon incipit. Au cœur même de ce bâtiment de verre et d'acier, symbole du pouvoir international, quelqu'un venait de rappeler que « nous sommes aujourd'hui sur une terre appartenant à des peuples, les Autochtones, victimes d'un génocide perpétré par l'un des membres permanents du Conseil de sécurité ». Ce contraste entre l'apparente élégance du pouvoir, faite de béton et de façades miroitantes, et la terre qu'il recouvre, saturée d'histoire, de souffrance et de luttes oubliées, était tangible.

Personne n'est libre tant que tous ne le sont pas.

Tous.

Tous ceux qu'on a rendus invisibles ; tous les peuples dont la mémoire, les traditions et la culture ont été réduites à du folklore ; tous ceux pour qui la liberté, affranchie de l'oppression et du besoin, n'est qu'un horizon et non une réalité.

Je me souviens de la première fois que j'ai vu le film *Avatar*, à Jérusalem.

En sortant de la salle, j'ai eu une révélation : « Quelle chance pour la Palestine, ce film ! »

Tout y était : l'invasion, l'exploitation des ressources, le lien viscéral à la terre, la résistance et l'ancrage spirituel qui soutient un peuple opprimé.

J'ai été frappée de voir tant d'Israéliens quitter le cinéma en larmes. Il m'a fallu un moment pour comprendre, en les écoutant et en échangeant quelques mots avec eux, qu'ils ne pleuraient pas pour ce que moi j'avais vu, mais parce qu'ils se reconnaissaient eux aussi dans le peuple Na' vi. Ils s'identifiaient aux persécutés, à ceux que l'on chasse de leur terre. Cela m'a fait réfléchir au fait qu'à cause des persécutions subies pendant des siècles en Europe et en Russie, de nombreux Israéliens portent en eux une mémoire de la douleur semblable à celle dont parle Gabor Maté – une forme de dissociation émotionnelle, parfois inconsciente, mais qui laisse des traces. Réelle ou projetée, elle reste inscrite dans le corps, dans le langage, dans l'imaginaire. Comprendre cette complexité rend, à mes yeux, la situation actuelle moins simpliste, moins univoque.

Lorsque les gens s'engagent pour les droits de la personne, ils devraient le faire à partir d'une position radicalement *humaine* – mais aussi radicalement ouverte. Cette ouverture d'esprit permettrait un vrai *discernement*, à savoir qu'il existe des actes justes et d'autres injustes sans qu'il soit nécessaire de séparer les « bons » et les « méchants ». Il serait alors possible de comprendre tous les êtres humains, sans exception. Tous.

Il y a quelque chose de profondément perverti chez celui qui ne parvient pas à reconnaître l'humanité de l'autre. Pour beaucoup d'Israéliens, cela signifie ne pas voir, ou ne pas vouloir voir les Palestiniens comme des êtres humains. Et, inversement, certains Palestiniens peinent à reconnaître l'humanité des Israéliens. Heureusement, même s'ils sont encore peu nombreux, il existe des citoyens israéliens et des juifs de la diaspora qui se battent avec force pour les droits des Palestiniens. C'est le sens du mot d'ordre « *decolonize your mind* » – « décolonise ton esprit » : abattre les frontières et les murs, faire de son mieux pour se libérer, des deux côtés, des constructions mentales qui nous empêchent de rester en contact avec ce qu'il y a de plus humain et de plus vrai en commun, sur

cette Terre que nous partageons et qui, au fond, est la seule chose qui compte vraiment.

« La Grande Mère (*Great Mother*) ne prend le parti de personne », dit Neytiri dans *Avatar*. « Elle protège seulement l'équilibre de la vie. »

Préserver l'humanité de l'autre, s'efforcer de continuer à voir son unicité sans normaliser ni aplatir, c'est déjà lutter contre le génocide. Tous les colonisateurs et tous les instruments du génocide ne se contentent pas de tuer physiquement, ils effacent aussi l'identité d'un peuple.

Quel était le sens du numéro tatoué sur la peau des déportés dans les camps de concentration, sinon celui-là ? Dans cet espace, leur nom n'avait plus de valeur, et une partie de la lutte pour survivre consistait à accomplir ce geste précieux : se souvenir de qui l'on était, préserver, jusque dans l'horreur, ce qu'il y a de plus beau dans l'être humain.

Cordelia Edvardson, déportée à quinze ans à Theresienstadt puis à Auschwitz, matricule A3709, devenue ensuite correspondante à Jérusalem pour l'un des plus grands quotidiens suédois, et l'une des premières voix juives à dénoncer les atrocités commises par l'État d'Israël contre le peuple palestinien, a raconté son expérience dans *L'enfant brûlée cherche le feu*. Dans ses souvenirs de jeune fille, presque une enfant encore, il apparaît clairement que s'accrocher à la culture, au savoir, à la poésie a été un exercice vital pour continuer à se voir comme un être humain dans le sens le plus noble du terme. Ainsi, l'histoire de Perséphone – la déesse qui, comme la graine, descend dans les ombres de la terre pour en ressortir au bon moment, avec sa fleur et son fruit – n'est pas seulement un mythe magnifique, mais aussi une promesse de renaissance, qui nous rappelle qui nous sommes et ce que nous pouvons devenir.

C'est de cette même conscience qu'est née l'organisation palestinienne d'auteurs émergents We Are Not Numbers, « Nous ne sommes pas des chiffres ». En ces temps de guerre et d'extermination, l'un des plus grands risques pour les victimes est de voir leur identité engloutie sous des vagues de statistiques, ces listes de morts qui, à Gaza, reviennent par cycles depuis toujours. Les victimes perdent leur visage, leur histoire,

leur nom ; elles deviennent des chiffres dans des bulletins de guerre auxquels, jour après jour, on finit par s'habituer. En 2015, dans une Gaza déjà meurtrie par le siège, le poète Refaat Alareer, qui croyait au pouvoir des mots comme forme de résistance et de guérison, a entrepris de renverser cette logique. Il a enseigné la littérature et la poésie, et accompagné de nombreux jeunes de Gaza dans un parcours de création littéraire. Aux côtés d'autres militants, écrivains et associations, il a soutenu We Are Not Numbers pour rendre aux victimes et aux survivants des crimes israéliens la dignité de leur propre récit. Grâce à ces ateliers d'écriture, de jeunes Palestiniens ont pu raconter leur vie, leurs rêves, ce qu'ils avaient perdu, et cette part d'espoir qui restait, affirmant ainsi leur pleine humanité, au-delà des étiquettes et des statistiques.

Refaat Alareer a été tué le 6 décembre 2023 dans un bombardement israélien, avec son frère, sa sœur et quatre enfants.

La dernière vidéo que nous avons de cet homme qui aimait Shakespeare, qui avait appris l'hébreu et se donnait pour mission de « réhumaniser » les Israéliens, dure moins d'une minute. On le voit bouleversé, retenant difficilement ses larmes, mais gardant une voix ferme et claire pour dire :

> Nous savons que la situation est terrible, sans espoir, sans issue. S'il n'y a pas d'eau, si nous ne pouvons pas sortir de Gaza, que devrions-nous faire ? Nous jeter à la mer et nous noyer ? Accepter un suicide collectif ? C'est cela que veut Israël ? Eh bien, nous ne le ferons pas. L'autre jour, je disais à des amis : je suis un universitaire, probablement l'objet le plus dangereux que je possède chez moi est un crayon. Mais si les Israéliens nous envahissent, s'ils entrent maison par maison pour nous massacrer, j'utiliserai ce crayon, je le leur lancerai, fût-ce la dernière chose que je fasse dans ma vie. C'est ainsi que nous nous sentons tous : dans un état d'impuissance totale, sans plus rien à perdre[47].

Quelques jours plus tard, il était mort. Il avait quarante-quatre ans. On peut l'honorer aujourd'hui en faisant connaître, chacun à sa manière, ce qui arrive au peuple palestinien. Car la connaissance est cruciale, et la mémoire indispensable à tout processus de guérison, comme nous l'enseigne Gabor Maté. On peut aussi se souvenir de lui à travers les mots qu'il a écrits dans la préface d'un livre rassemblant les récits de nombreux jeunes Palestiniens : *Gaza Writes Back*[48]. Pas *Strikes Back*, pas *Fights Back*, mais *Writes Back* – « Gaza répond en écrivant ».

> À notre tour d'écrire.
> Gaza écrit Gaza parce que raconter, c'est construire l'identité et l'unité palestiniennes.
> Gaza écrit Gaza parce qu'il y a une Palestine à préserver, ne serait-ce qu'un récit à la fois.
> Gaza écrit Gaza parce que la Palestine est à portée de récit.
> Gaza écrit Gaza pour que personne n'oublie.
> Gaza écrit Gaza parce que seule l'imagination peut créer de nouvelles réalités.
> Gaza écrit Gaza parce qu'écrire est un devoir – envers la nation, envers l'humanité – et une responsabilité.

Tous les Palestiniens, et pas seulement les Palestiniens, aiment, en souvenir de Refaat, faire voler des cerfs-volants blancs, en hommage à son poème *If I Must Die* (Si je dois mourir) :

> S'il est écrit que je dois mourir
> Il vous appartiendra alors de vivre
> Pour raconter mon histoire
> Pour vendre ces choses qui m'appartiennent
> Et acheter une toile et des ficelles
> Faites en sorte qu'elle soit bien blanche
> Avec une longue traîne
> Afin qu'un enfant quelque part à Gaza
> Fixant le paradis dans les yeux
> Dans l'attente de son père

Parti subitement
Sans avoir fait d'adieux
À personne
Pas même à sa chair
Pas même à son âme
Pour qu'un enfant quelque part à Gaza
Puisse voir ce cerf-volant
Mon cerf-volant à moi
Que vous aurez façonné
Qui volera là-haut
Bien haut
Et que l'enfant puisse un instant penser
Qu'il s'agit là d'un ange
Revenu lui apporter de l'amour
S'il était écrit que je dois mourir
Alors que ma mort apporte l'espoir
Que ma mort devienne une histoire[49]

---

44. Columbia University Press, New York, 2018.

45. Gabor et Daniel Maté, *Le mythe de la normalité : le traumatisme, la maladie et la guérison dans une culture toxique*, Ed. Guy Trédaniel, Paris, 2025.

46. *Kuxëna Kishelëmienk/Our Father Who Created Us…* Prière lenape de Nora Thompson Dean, interprétée à l'Université de Tulsa, en Oklahoma, en octobre 1980. (Note de l'éditeur.)

47. Vidéo reprise sur le compte Instagram @theslowfactory le 7 décembre 2023.

48. Refaat Elareer, Ed. *Gaza Writes Back*, Just World Books, Washington, 2014. Traduit en français par un collectif de traducteurs sous le titre *Gaza écrit Gaza*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2025.

49. Collectif, *Que ma mort apporte l'espoir. Poèmes de Gaza*, textes sélectionnés et traduits par Nada Yafi, édition bilingue arabe-français, éditions Libertalia, coll. « Orient XXI », Montreuil, 2024.

MAX

Mon compagnon de route

Au début de ce livre, j’ai annoncé avoir choisi dix personnes comme point d’ancrage de mes récits, puisque chacune d’elles m’a appris quelque chose d’essentiel sur la Palestine. La première est Hind ; le deuxième, Abu Hassan ; le troisième, George ; le quatrième, Alon ; la cinquième, Ingrid ; le sixième, Ghassan ; le septième, Eyal ; la huitième, Malak ; le neuvième, Gabor.

Le dixième est Max, mon compagnon de vie, la personne avec qui j’ai mis les pieds pour la première fois en Palestine et avec qui j’ai décidé de la quitter, trois ans plus tard. La Palestine est ainsi : on peut choisir de la quitter, mais pour qui y a vécu, l’a vue, l’a traversée, c’est elle qui ne vous quitte plus. Ma vie en est la preuve.

Au début, lorsque nous nous sommes installés à Jérusalem, Max et moi voyagions beaucoup. Nous nous déplacions sans cesse, cherchant à comprendre cette terre ; paradoxalement, c’était comme si nous n’en percevions pas les frontières. Sur les traces de la Palestine historique, nous avons été à Nazareth, visité la Galilée, la côte, de Haïfa à Jaffa, puis le sud, le désert. Tout cela fait aujourd’hui partie de l’État d’Israël. En parcourant cette terre, nous avons appris à reconnaître ses blessures. Des blessures visibles, gravées dans la pierre. Le dimanche, nous allions marcher ensemble dans la forêt autour de la ville, sur les collines qui ceinturent Jérusalem, elles aussi désormais incluses dans Israël, dans le bois sous lequel se trouve le village d’Ein Karem, avec ses petites maisons de pierres carrées nichées parmi les agrumes et les jasmins. Au fil de ces promenades, nous avons lié des amitiés précieuses qui nous ont accompagnés longtemps, et c’est là que nous avons commencé à comprendre ce que les Palestiniens voulaient dire lorsqu’ils affirmaient : « Ici, même les pierres racontent notre histoire. » En marchant dans la forêt, il nous arrivait souvent de tomber sur des ruines, des pans de murs, vestiges des villages arabes vidés de leurs

habitants et détruits lors de la Nakba, en 1948, puis recouverts de plantations d'arbres. Beaucoup de ces forêts furent offertes par des juifs de la diaspora à l'État d'Israël, qui se projette dans le monde comme un phare pour l'ensemble du peuple juif.

Nous avons découvert cette terre pas à pas ; quelque temps après notre installation à Jérusalem-Est commencèrent les protestations à Sheikh Jarrah, précisément dans le quartier où nous vivions, sur une colline, dans une partie de la ville aussi belle que délabrée. Mais tout Jérusalem-Est est délabré, avec des Palestiniens qui paient des impôts exorbitants mais ne reçoivent en échange que des services dérisoires : collecte des déchets, électricité, à peine 13 % de ce qu'ils versent. Nous-mêmes payions une taxe municipale très élevée. Autour de nous vivaient de nombreuses familles palestiniennes, comme celle de notre ami George, et beaucoup furent expulsées, littéralement sous nos yeux. Pendant ce temps arrivaient les colons, soutenus par des organisations comme Ateret Cohanim, Elad-Ir David Foundation, Israel Land Fund, qui engageaient de véritables batailles juridiques contre les habitants palestiniens, brandissant des titres de propriété d'authenticité douteuse datant de l'Empire ottoman. Et pourtant, les tribunaux israéliens acceptaient ces titres, qui autorisaient l'expulsion des Palestiniens qui, n'ayant nulle part où aller, se retrouvaient dans les petites maisons construites par l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, sur des terrains administrés par la Jordanie entre 1949 et 1967. Nous avons assisté à des scènes dramatiques : des familles chassées même en pleine nuit par la police, qui jetait dehors meubles de cuisine, tables, lits. Quelques Israéliens venaient protester, mais ils étaient très peu nombreux. Les Palestiniens, eux, ne voulaient pas de simples protestations, mais des actions concrètes, surtout de la part des Israéliens juifs, ceux qui votent. Ceux qui ont des droits en Israël et qui ne peuvent se contenter de battre le tambour et de brandir des banderoles une fois par semaine à Sheikh Jarrah. C'est ce que disaient ouvertement les Palestiniens qui, en 2010, refusaient de se joindre à ces manifestations.

Ainsi, nous nous sommes nous aussi retrouvés entraînés dans le tumulte des protestations, auxquelles Max participait activement (moi non, mon travail avec les Nations Unies me l'interdisait). Et c'est ainsi que Max

a rencontré de nombreux pacifistes de Tel-Aviv. Certains sont restés nos amis, même s'il est aujourd'hui devenu impossible de nous revoir.

Après des années de discussions et de vie commune, c'est à Jérusalem que j'ai vu émerger pleinement l'esprit politique et combatif de Max. Cela m'a marquée. Il se révélait être quelqu'un qui s'engage en première ligne, avec son intelligence raffinée, sa pensée intègre avant tout. Il partageait la même intolérance que moi face à l'injustice ; il rejoignait souvent les Israéliens de Ta'ayush, une organisation qui s'interpose physiquement entre colons et Palestiniens en Cisjordanie, accompagnant ces derniers dans leurs activités quotidiennes – cultiver la terre, mener les troupeaux au pâturage – afin de les protéger des agressions, de documenter les abus éventuels et de dissuader la violence. Souvent, le vendredi, il les rejoignait, ou bien participait aux manifestations à Ni'lin et Bil'in. Un jour, il est rentré d'une visite dans une oliveraie avec un panier rempli de balles noires en caoutchouc. Je n'avais jamais vu une chose pareille. C'étaient des grenades lacrymogènes tirées par l'armée israélienne contre les manifestants. « Noël approche. On va décorer le sapin », m'a-t-il lancé avec son ironie mordante habituelle.

Max pourrait écrire à lui seul un livre sur nos années à Jérusalem, sur son expérience avec le mouvement israélien de résistance pacifique. Il voyait dans ce mouvement le germe indispensable d'une voie commune, un avenir qui allait voyager sur deux rails séparés et parallèles, un rail pour les Palestiniens et l'autre pour les Israéliens. Les uns et les autres avaient encore un bout de route à faire séparément avant de pouvoir se rejoindre, trop nombreux étaient, pour beaucoup d'Israéliens, les privilèges auxquels il faudrait renoncer pour accepter les Palestiniens en tant que peuple libre.

De la vie à Jérusalem, je garde de très beaux souvenirs. Nous avions nos repères dans la ville : notre falafel préféré, la librairie Educational Bookshop où Max avait rencontré George et dont les propriétaires se souviennent encore de mon mari, parce qu'il y faisait ses réunions en ligne à l'étage et qu'on n'entendait que sa voix ! Pourtant, cette période fut très lourde pour moi. Il m'était difficile de vivre immergée dans l'apartheid. Jérusalem, comme le reste de la Cisjordanie, est une ville dystopique.

À chaque visite, nous finissions par montrer à nos invités le calvaire de l'occupation. Où les emmenions-nous ? Pas à Tel-Aviv ni à Nazareth. Non, nous les conduisions au cœur même de l'occupation : Jérusalem, la vieille ville et ses quartiers sectionnés, Bethléem balafrée par le mur, Hébron envahie de colons violents, les Bédouins déplacés de la vallée du Jourdain, puis Naplouse, Jénine, Tulkarem, le camp de Balata. Combien d'amis et de parents venus nous voir ont changé d'opinion sur Israël et la Palestine… Certains arrivaient avec des positions très tranchées, défendant inconditionnellement Israël, sans aucune sympathie pour les Palestiniens perçus comme des fauteurs de troubles, des « terroristes ». Aucun n'est reparti en Italie avec la même opinion. Certains ont eu de véritables réactions hystériques : « Mais pourquoi tu m'emmènes à Hébron ? Je ne suis pas venu pour voir ces monstres ! Pourquoi aller là où il y a tous ces soldats ? J'ai peur, au milieu de tous ces gens armés ! J'ai peur ! Vous n'êtes pas normaux ! »

Après deux ou trois scènes semblables, nous avons réduit le nombre de visiteurs que nous emmenions dans ces lieux névralgiques de l'occupation, même si Max et moi avons continué à parcourir la Palestine. Nous avons même trouvé nos refuges, nos niches de répit au cœur même de la colonisation. Par exemple, à Sebastia, un petit village perché sur les collines de Cisjordanie, à quelques kilomètres de Naplouse, un paysage ponctué de colonnes romaines, les ruines d'un amphithéâtre et celles d'une basilique datant des Croisades cachées parmi les oliviers et, au centre du village, la soi-disant tombe de Jean-Baptiste. Cet endroit magique fut notre refuge, avec sa vieille ville en grande partie restaurée par un couple d'architectes italo-palestiniens qui en avait fait une expérience d'« hospitalité diffuse ». Je me souviens de la maison d'hôtes et de la petite bâtisse où l'on organisait des cours de mosaïque, en plein cœur du village. Les habitants palestiniens ne pouvaient pas faire grand-chose, puisque la zone était sous contrôle israélien, ce qui interdisait tout plan de développement ou de restauration. Mais la partie du village gérée par les Palestiniens avait été transformée en un réseau de petites maisons accueillantes, avant-garde d'une résistance entrepreneuriale. C'est là que

nous avons fait notre dernier voyage avant de quitter la Palestine. J'étais enceinte de cinq mois de Leila.

Aujourd'hui, quand je pense à Sebastia, mon cœur se serre, car les Israéliens sont en train de la détruire.

Je me souviens aussi de l'offensive israélienne contre Gaza, en 2014, au cours de laquelle 2 000 personnes ont péri, dont plus de 500 enfants. Nous étions alors à Washington. Je passais mes journées avec Leila serrée contre moi, à lire les nouvelles qui arrivaient de Gaza. Tant de collègues de l'UNRWA tués, tant de destruction ! Cela nous paraissait inimaginable, à l'époque. Et c'est précisément durant ces jours-là que Max m'a poussée à accepter la proposition que mon ancien collègue, Lex Takkenberg, me faisait depuis deux ans déjà : écrire avec lui un nouveau livre sur les réfugiés palestiniens. « Ne t'en fais pas », me répétait Max. « Si tu trouves du financement, tant mieux. Sinon, tant pis. Consacre-toi à une chose utile, nécessaire. Parce qu'il est vraiment essentiel de mieux comprendre la question des réfugiés palestiniens. »

J'avais plein de doutes, mais je lui ai dit que j'y réfléchirais. Je ne savais pas encore comment écrire un livre, mais j'apprendrais.

Durant cette période, Max m'a beaucoup soutenue, et plus encore au cours de la rédaction du livre, lorsque, un peu obsessionnelle, je refusais de lâcher ne fût-ce qu'un instant cette créature qui grandissait en même temps que mes enfants, me prenant tant de temps, d'espace et d'énergie mentale. Une grande partie de cet ouvrage a été rédigée entre Washington et l'Indonésie. Nos amis plaisantaient : « Il est plus facile de voir Francesca sans ses enfants que sans son ordinateur. »

Il faut dire que je n'ai jamais su établir de véritable frontière entre travail et vie privée, et cette digue s'est totalement rompue lorsque j'ai commencé mon mandat de Rapporteuse spéciale de l'ONU, en 2022.

Au début, ce fut très difficile pour notre vie familiale. Jusqu'alors, même avec un travail prenant qui me faisait voyager souvent, j'avais toujours assumé moi-même la gestion des enfants – de l'école aux pyjamas, de la maison et du quotidien, des courses aux vacances. Soudain, je n'étais plus capable de m'occuper de grand-chose. Le premier été, passé en Sicile, je l'ai consacré à mon rapport sur l'autodétermination, réfugiée sur la

terrasse du Lido dei Ciclopi pour écrire, tandis que Max et les enfants se baignaient et profitaient de la présence des proches. Le deuxième été s'est déroulé de façon semblable, avec les entretiens auprès des enfants palestiniens pour le rapport sur l'enfance.

Puis est arrivé le 7 octobre, qui a balayé le monde tel que nous le voyions et le vivions jusque-là, complètement et brutalement. Pour la première fois, nous avions réussi à nous accorder trois jours de vacances dans un hôtel près de Tunis, avec les enfants ; c'était juste après la remise de mon rapport sur les mineurs. Je revenais tout juste de Londres, où j'avais donné une conférence importante pour le vingtième anniversaire de la mort d'Edward Said (pour laquelle nous avions choisi une affiche illustrée par Malak Mattar). Je me souviens de cette matinée glaciale, nous étions réveillés par des appels incessants, obligés de bondir du lit et de nous précipiter sur la télécommande pour syntoniser Al Jazeera. Devant l'écran, à six heures du matin, Max et moi tentions de comprendre ce qui s'était produit, tous deux muets.

« Mais qu'ont-ils fait ? Combien de personnes… combien d'enfants ont-ils tués ? » De ces premières heures, je garde le souvenir d'un choc assourdissant, de l'absence totale de compréhension, de la peur de ce qui allait advenir, de mes supplications pour que Max éloigne les enfants de la chambre. À neuf heures, j'avais repris le contrôle de la situation. J'ai passé les journées suivantes au téléphone, répondant sans relâche aux sollicitations des journalistes. Les premières phrases que j'ai prononcées, et qui résonnent encore en moi, ont été : « J'espère que le monde saura comprendre Israéliens et Palestiniens, avec compassion et bon sens. Puissent-ils se rejoindre dans ce moment de douleur et de reconnaissance du traumatisme de l'autre. » Malheureusement, personne, dans le camp politique, n'a accueilli mes paroles.

Pendant ce temps, Max et moi continuions de tout vivre ensemble, surtout ce qui touchait à la Palestine.

Au cours de cette dernière année et demie – l'ère du génocide – Max a encore changé, prenant entièrement en main la famille et devenant mon soutien numéro un. Au début, il me lançait parfois des piques du genre « tu sais, moi aussi j'ai un travail », ou encore « de toute façon, tu n'es jamais

là ». Mais avec le temps, il a évolué. Parfois, il se fâche parce que je travaille trop, parce que je ne mets jamais de limites. Pourtant, il me soutient toujours. Même lorsqu'il pense que mes tweets sont trop provocateurs. C'est même Max qui, parfois, me dit : « Vas-y, frappe fort, quand tu es brutalement honnête, les gens t'aiment encore plus. »

Je lui suis reconnaissante pour tout cela, et je le remercie aussi pour son travail d'analyste économique, et pour ce qu'il a écrit sur la Palestine. Je n'oublie pas que, dans l'un des derniers rapports que mon prédécesseur, Michael Lynk, a rédigés pour l'ONU, en 2021, à une époque où Lynk ne savait même pas que j'existais, il adressait une critique sévère à la Banque mondiale pour avoir contribué à normaliser l'occupation israélienne, mais ajoutait que le seul rapport de la Banque mondiale qui trouvait grâce à ses yeux était celui sur le coût de l'occupation en Cisjordanie pour l'économie palestinienne : c'était le premier sur lequel Max avait travaillé lorsqu'il avait été embauché à la Banque mondiale, en 2012.

Merci, Max, d'avoir toujours plein d'idées. Merci d'être bon et généreux, et aussi parce que, pour moi, cela n'aurait aucun sens de parler de la Palestine sans toi. Merci pour les larmes que tu as recueillies ces dernières années et pour celles que tu m'as aidée à retenir, grâce à ta force et à ton ironie. Merci de m'avoir soutenue durant ces années éprouvantes, m'encourageant sans cesse à persévérer. Même face à l'horreur de la mort qui, bien que lointaine physiquement, a soufflé de façon oppressante sur nos vies, déchirant nos nuits durant de longs mois. Merci pour toutes les fois où tu m'as aidée à transformer la tristesse et la colère en détermination, me permettant d'agir avec fermeté, sans jamais reculer. Merci de m'avoir aidée à voir, à comprendre et à commencer à révéler aux autres la nature mafieuse du système contre lequel nous luttons ensemble, afin de construire un présent dont nous n'ayons pas à rougir, un présent qu'il ne faut pas détruire ni hypothéquer davantage, afin de préserver l'avenir de nos enfants et de tous les autres enfants, *qui sont toujours des enfants*.

CONCLUSION

Le vice de l’espérance

Je marche fier, je marche la tête haute.
Dans ma main, un rameau d’olivier ; sur mes épaules, un corps.
Et je marche. Et je marche.
Mon cœur est une lune rouge,
Mon cœur est un jardin plein de baies et de basilic.
Mes lèvres sont un ciel qui ruisselle,
Parfois de feu, parfois d’amour.
Dans ma main, un rameau d’olivier ; sur mes épaules, un corps.
Et je marche. Et je marche.
— SAMIH AL-QASIM, *JE MARCHE DEBOUT*

C’est lorsque le monde dort que naissent les monstres. Et des monstres, nous en avons déjà beaucoup parmi nous. Le premier d’entre eux : notre indifférence.

Comme le dit l’éducatrice et militante afro-américaine Mariame Kaba, l’espérance est une discipline. Et j’oserais ajouter que l’espérance peut, et devrait devenir aussi une disposition intérieure, une habitude, quelque chose d’aussi indispensable et familier que l’air que l’on respire, et dont on ne saurait se passer, au-delà de toute logique ou raison. Même si la pratiquer n’est pas toujours aussi simple que de la nommer.

Février 2025. Je rentre chez moi, à Tunis, après une éprouvante expérience en Allemagne. Entre la peur d’être arrêtée – et de devoir rester loin de ma famille pour une durée indéterminée – et la conscience de la gravité de ce qui se passe en Europe, je ressentais une agitation intérieure que je n’avais probablement jamais connue auparavant. J’avais l’impression de vivre un état de stress post-traumatique, et peut-être était-ce le cas. Les nerfs à vif, je m’emportais pour un rien, me surprenant à élever la voix contre mes enfants

pour des broutilles. Ce n'était pas moi. Ma propre famille me regardait sans vraiment me voir, sans pouvoir m'*identifier*.

Puis un événement curieux est survenu.

Alors que mon mari avait emmené les enfants en promenade, je tournais en rond dans la maison comme un lion en cage, cherchant un moyen de retrouver mon calme. En passant devant la bibliothèque de la chambre, mon regard est tombé sur un mince volume : *La sérénité de l'instant : illuminer le quotidien et vivre le moment présent*[50], du moine vietnamien Thich Nhat Hanh. Sans même m'en rendre compte, j'ai commencé à le feuilleter… et j'ai été saisie, comme si les pages s'étaient soudain mises à me parler directement. Beaucoup de mes amis n'auraient sans doute pas partagé mon enthousiasme de l'instant. Le livre emploie un langage si simple, si épuré, qu'on pourrait le prendre à tort pour de la naïveté.

Pourtant, ces mots m'ont touchée en plein cœur, précisément parce qu'ils étaient limpides et qu'ils parlaient de quelque chose qui, à ce moment-là, me paraissait à la fois impossible et nécessaire : ramener *en moi* la paix pour laquelle je me bats chaque jour. Me rappeler que, pour changer le monde, il faut d'abord se changer soi-même ; que rien ne peut être transformé sans une transformation intérieure ; qu'on ne peut œuvrer à la paix dans le monde si l'on n'a pas d'abord trouvé la paix en soi, si l'on n'est pas soi-même un véritable artisan de paix. C'est un concept que je connais, qui m'est cher : tout en lisant, je me suis souvenue d'une intervention que j'avais faite en 2023, à l'ouverture de la Marche pour la paix à Assise, où j'avais dit : « Si nous ne commençons pas par nous-mêmes, que nous reste-t-il ? La paix se construit par la paix, non en pensant à la guerre. Nous devons changer notre manière de vivre et de voir les choses. Pourquoi enseigne-t-on la gestion des conflits plutôt que le rétablissement de la paix ? Pourquoi gérer les conflits plutôt que les éviter ? Qu'est-il advenu de la diplomatie ? »

Mais amener la paix dans notre quotidien, faire de l'espérance notre « vice », voilà la plus grande des épreuves. Et, comme l'explique ce petit livre providentiel qui a croisé ma route ce jour-là, il n'existe aucune frontière entre notre manière de faire de la politique et notre manière de

vivre dans ce monde. Les paroles de Thich Nhat Hanh m'ont poussée à réfléchir : comment étaient les pas avec lesquels, à cet instant précis, j'arpentais le sol de mon salon ? Avec quelle colère, avec quelle violence frappais-je cette terre qui me soutient ? Pour la première fois depuis des jours, trop de jours, je me suis souvenue de ma pratique du yoga et j'ai inspiré profondément. Je me suis laissée tomber, les épaules contre le dossier du canapé, j'ai fermé les yeux un instant… puis j'ai repris ma lecture.

> Lorsque je vivais au Vietnam, nos villages furent bombardés. Avec mes frères et sœurs de la communauté monastique, nous avons dû décider si nous devions rester dans nos monastères pour pratiquer, ou quitter les salles de méditation et porter secours aux victimes. Après mûre réflexion, nous avons choisi de faire les deux : aider les gens tout en restant conscients. Nous appelions cela le bouddhisme engagé. La pleine conscience doit s'engager. Après avoir vu, il faut agir – sinon, à quoi bon voir ? Si nous conservons l'attention à notre respiration et le sourire même dans l'épreuve, beaucoup – humains, animaux, plantes – bénéficieront de notre manière d'agir. Massez notre Terre-Mère chaque fois que vous la touchez avec vos pieds. Plantez-vous des graines de joie et de paix à chaque pas ? J'essaie de le faire, et je sais que la Terre-Mère l'apprécie. La paix est dans chaque pas. Sommes-nous prêts à poursuivre le voyage ?

La paix, c'est aussi la pleine conscience. Être attentif à ce que l'on fait, à chaque instant, que l'on mange, que l'on marche, que l'on pense, que l'on soit avec ses enfants. Combien de fois perdons-nous cette présence au fil de la journée ? Combien de fois courons-nous en vain, nous laissant happer par quelque chose qui semble plus important que ce que nous faisons réellement ? Ce petit livre m'invitait simplement à me donner le temps d'un souffle apaisé, à porter attention à l'air qui entre et sort de mon corps.

Un souvenir m’est revenu : celui d’une soirée à Rome, en décembre 2023, lors d’une conférence. Le génocide était déjà en cours. J’avais dit, avec angoisse : « Un jour, il y aura la paix en Palestine. Mais à quel prix ? Je suis terrifiée par ce qui pourrait suivre, car après tout ce que subissent les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, j’ai peur de la violence qui pourrait alors se déchaîner contre les Israéliens. »

Un homme dans le public a demandé la parole. C’était Wasim Dabash, professeur italo-palestinien d’histoire à l’Université La Sapienza. Il m’a répondu :

> Non. Il n’y aura pas de violence. Si tout cela s’arrête – et quand cela s’arrêtera –, s’il n’y a plus de violence, il n’y aura pas d’autre violence. Parce que nous, Palestiniens, ne sommes pas mus par la soif de vengeance, mais par la soif de justice. Depuis 1948, comme avant, nous avons cherché à revenir en Palestine et à y vivre en paix. Certes, il y a eu des réactions à l’oppression, des actes de résistance, lorsque la coupe débordait. Mais la majorité des Palestiniens n’ont jamais pris part à des actes violents contre les Israéliens. Être religieux ne signifie pas être bigot, mais avoir Dieu en soi : c’est-à-dire l’amour de la vie, en honorant à la fois ce qui reste et ce qui est perdu – comme quelque chose à porter dans cette vie, non comme quelque chose pour quoi il faudrait mourir.

Ses mots ont été pour moi une révélation. Ils m’ont permis de comprendre qu’inconsciemment, ce soir-là, j’avais utilisé mon regard occidental, façonné par la loi du talion. Ces mots m’ont rassurée, et ils m’ont appris quelque chose d’essentiel sur le sens de l’espérance. C’est cela que j’ai tenté de transmettre dans ce livre, l’idée que chacun de nous peut être porteur et messager de cette espérance, et qu’on peut l’apprendre, jour après jour, jusqu’à en faire une posture, un *doux vice* dont on ne se défait plus.

Peu importe que l’on soit journaliste, boulanger ou avocat : ce qui compte, ce n’est pas ce que l’on fait, mais comment on le fait, comment on

se tient au monde.

Parce que, comme l’écrit Thich Nhat Hanh, à quoi sert de voir, si ce n’est pour agir ?

J’espère donc que ceux qui liront ces pages, maintenant qu’ils ont rencontré ces femmes et ces hommes qui m’ont appris à ouvrir les yeux pour voir plus clairement et agir pour la Palestine, emporteront avec eux cette certitude : on peut être lumière, toujours, dans n’importe quel recoin de la Terre.

---

50. Thich Nhat Hanh, *La sérénité de l’instant : illuminer le quotidien et vivre le moment présent*, Paris, J’ai Lu, coll. « Aventure secrète », 2009. Voir aussi : *La Terre est ma demeure. Autoportrait d’un artisan de paix*, Belfond, Paris, 2017.

Merci aux belles âmes rencontrées au fil des années, trop nombreuses pour les nommer toutes : je vous garde en moi.

Merci à mon équipe de « bâtisseurs de paix » infatigables : Sara Troian, qui s'est donnée corps et âme à mon mandat pendant deux années incertaines mais cruciales. Je t'aime, Sara, et je suis heureuse de savoir que tu accomplis ailleurs des choses magnifiques.

Merci à mes plus proches collaboratrices, sans lesquelles rien de ce travail aujourd'hui rendu public n'aurait pu se concrétiser : Melissa O'Donnell, un pilier pour moi depuis les mois funestes du début du génocide ; Amal Loubani, dont la patience et la douceur n'ont d'égales que la ténacité ; et enfin Teresa Rasella, qui incarne tout ce qu'un ange gardien doit être. À vous trois, je dis : je n'ai pas assez de mots pour vous remercier. Simplement, avançons, le chemin est encore long.

Merci aux chercheuses et chercheurs, aux collègues universitaires, parmi lesquels Nicola Perugini de l'Université d'Édimbourg, qui avec Luigi Daniele de l'Université de Nottingham sont comme Merlin l'Enchanteur, sources d'inspiration et de soutien constant.

Merci à la société civile palestinienne, sous occupation et dans la diaspora – vous êtes trop nombreux, mais je vous remercie tous – et, en Israël, merci à Amos Goldberg et Itay Epshtain. Quant à Daniel Levy, qui n'est plus en Israël, il en représente pour moi la meilleure part.

Je remercie ma famille élargie d'amis, surtout ceux de Tunis, qui nous ont tant soutenus dans ces mois difficiles : Marija Maya Nikolić et Budimir Buda Milić, Iman Simon, Ahmed Shihab-Eldin, Vittoria Capresi, Stefano Cozzani, Manal Warde et les amis tunisiens, précieux défenseurs des droits de la personne.

Merci à tous ceux rencontrés en chemin, ceux avec qui tout a commencé, à partir de ma ville natale bien-aimée Ariano ; et puis maman Libera, mon frère Giuseppe et ma sœur Lella. À ma mère va la gratitude la

plus grande, pour tout ce qu’elle m’a donné, pour toutes les petites graines qu’elle a semées en moi, m’enseignant l’indépendance, fondement nécessaire à la liberté.

Merci à mes enfants Leila et Giordano. Merci pour l’émerveillement que me procure l’expérience d’être votre mère, et pardon pour le poids que j’ai fait peser sur vos frêles épaules ces dernières années, années d’absences et de tourments engendrés par le génocide ; pardon pour cette douleur que je n’ai pas toujours su contenir dans mon bureau.

Merci enfin à Angela Lombardo, Marina Mercuriali, Marianna Loy, Adele Lannone et au Studio Littera, qui ont aidé cette créature que vous tenez aujourd’hui entre vos mains à naître ; sans leurs questions, leurs conseils et leur patience, ce livre qui m’est si cher n’aurait jamais vu le jour.

DANS LA COLLECTION ROMAN

Gouverneurs de la rosée, Jacques Roumain
Trilogie tropicale, Raphaël Confiant
Brisants, Max Jeanne
Une aiguille nue, Nuruddin Farah
Mémoire errante (coédition avec Remue-Ménage), J. J. Dominique
Dessalines, Guy Poitry
L'allée des soupirs, Raphaël Confiant
Je ne suis pas Jack Kérouac (coédition avec Fédérop), Jean-Paul Loubes
Saison de porcs, Gary Victor
Traversée de l'Amérique dans les yeux d'un papillon, Laure Morali
Les immortelles, Makenzy Orcel
Le reste du temps, Emmelie Prophète
L'amour au temps des mimosas, Nadia Ghalem
La dot de Sara (coédition avec Remue-Ménage), Marie-Célie Agnant
L'ombre de l'olivier, Yara El-Ghadban
Kuessipan, Naomi Fontaine
Les latrines, Makenzy Orcel
Vers l'Ouest, Mahigan Lepage
Soro, Gary Victor
Les tiens, Claude-Andrée L'Espérance
L'invention de la tribu, Catherine-Lune Grayson
Détour par First Avenue, Myrtelle Devilmé
Éloge des ténèbres, Verly Dabel
Impasse Dignité, Emmelie Prophète
La prison des jours, Michel Soukar
Coulées, Mahigan Lepage
Maudite éducation, Gary Victor
Je ne savais pas que la vie serait si longue après la mort, collectif dirigé par Gary Victor
L'amant du lac, Virginia Pésémapéo Bordeleau
La nuit de l'Imoko, Boubacar Boris Diop
Les chants incomplets, Miguel Duplan
La dernière nuit de Cincinnatus Leconte, Michel Soukar
Cures et châtiments, Gary Victor
Des vies cassées, H. Nigel Thomas (traduit par Alexie Doucet)
Le testament des solitudes, Emmelie Prophète

Première nuit : une anthologie du désir, collectif dirigé par Léonora Miano
La maison des épices, Nafissatou Dia Diouf
L'enfant hiver, Virginia Pésémapéo Bordeleau
Fuites mineures, Mahigan Lepage
Les brasseurs de la ville, Evains Wêche
Le vieux canapé bleu, Seymour Mayne
Volcaniques : une anthologie du plaisir, collectif dirigé par Léonora Miano
Le bout du monde est une fenêtre, Emmelie Prophète
Manhattan Blues, Jean-Claude Charles
Le parfum de Nour, Yara El-Ghadban
Le jour de l'émancipation, Wayne Grady (traduit par Caroline Lavoie)
Le petit caillou de la mémoire, Monique Durand
Bamboola Bamboche, Jean-Claude Charles
Nuit albinos, Gary Victor
Le bar des Amériques, Alfred Alexandre
De glace et d'ombre, H. Nigel Thomas (traduit par Christophe Bernard et Yara El-Ghadban)
Le testament de nos corps, Catherine-Lune Grayson
La femme tombée du ciel, Thomas King (traduit par Caroline Lavoie)
Sans capote ni kalachnikov, Blaise Ndala
Adel, l'apprenti migrateur, Salah El Khalfa Beddiari
Phototaxie, Olivia Tapiero
Écorchées vivantes, collectif dirigé par Martine Fidèle
Manikanetish, Naomi Fontaine
Sainte dérive des cochons, Jean-Claude Charles
160 rue Saint-Viateur Ouest, Magali Sauves
Masi, Gary Victor
Je suis Ariel Sharon, Yara El-Ghadban
Tireur embusqué, Jean-Pierre Gorkynian
Cartographie de l'amour décolonial, Leanne Betasamosake Simpson (traduit par Arianne Des Rochers et Natasha Kanapé Fontaine)
Le rossignol t'empêche de dormir, Steven Heighton (traduit par Caroline Lavoie)
Le chant de Corbeau, Lee Maracle (traduit par Joanie Demers)
Les enfants du printemps, Wallace Thurman (traduit par Daniel Grenier)
Ben Aïcha, Kebir Ammi
La balançoire de jasmin, Ahmad Danny Ramadan (traduit par Caroline Lavoie)
Jonny Appleseed, Joshua Whitehead (traduit par Arianne Des Rochers)
Débutants, Catherine Blondeau
Mère à Mère, Sindiwe Magona (traduit par Sarah Davies Cordova)
On se perd toujours par accident, Leanne Betasamosake Simpson (traduit par Arianne Des Rochers et Natasha Kanapé Fontaine)
Boat-People, Sharon Bala (traduit par Véronique Lessard et Marc Charron)
Ayiti, Roxane Gay (traduit par Stanley Péan)

Balai de sorcière, Lawrence Scott, (traduit par Christine Pagnoulle)
Laisse folie courir, Gerda Cadostin
Les villages de Dieu, Emmelie Prophète
Dans le ventre du Congo, Blaise Ndala
Annie Muktuk et autres histoires, Norma Dunning (traduit par Daniel Grenier)
Tisser, Raharimanana
Le K ne se prononce pas, Souvankham Thammavongsa (traduit par Véronique Lessard)
Le chant de Celia, Lee Maracle (traduit par Joanie Demers)
Noopiming. Remède pour guérir de la blancheur, Leanne Betasamosake Simpson (traduit par Arianne Des Rochers)
Ferdinand je suis à Paris, Jean-Claude Charles
Maisons vides, Brenda Navarro (traduit par Sarah Mustad)
Le testament des solitudes, Emmelie Prophète
Difficult Women, Roxane Gay (traduit par Olivia Tapiero)
Tomber, Carlos Manuel Álvarez (traduit par Éric Reyes Roher)
Seuil de tolérance, Thomas King (traduit par Daniel Grenier)
Neige des lunes brisées, Waubgeshig Rice (traduit par Yara El-Ghadban)
Jamais l'oubli, Wayne Grady (traduit par Catherine Ego)
Hors-Sol, Philippe Yong
L'or des mélèzes, Carole Labarre
Mon cœur bat vite, Nadia Chonville
La sirène de Black Conch, Monique Roffey (traduit par Gerty Dambury)
Le violon d'Adrien, Gary Victor
Dissident, Jean-Pierre Gorkynian
Tainna, Norma Dunning (traduit par Daniel Grenier)
Ce corps à pleurer, Tsitsi Dangarembga (traduit par Nathalie Carré)
Du bitume et du vent, Vincent Vallières
Les Indiens s'amusent, Thomas King (traduit par Catherine Ego)
Des cendres dans la bouche, Brenda Navarro (traduit par Sarah Mustad)
Béatrice et Croc Harry, Lawrence Hill (traduit par Stanley Péan)
La danse des flamants roses, Yara El-Ghadban
Je remercie la nuit, Véronique Tadjo
Petite-Ville, Mélikah Abdelmoumen
Un Égyptien peut-il parler anglais ?, Noor Naga (traduit par Marie Frankland)
Benoît Blues, Jean-Christophe Folly
Les déterrées, Katia Belkhodja
Le désespoir des anges, Henry Kénol
L'envers de la peau, Jeferson Tenório (traduit par Lara Bourdin et Emanuella Feix)
La Coyota, Domingo Cisneros (traduit par Antoinette de Robien)
Gaza écrit Gaza, Refaat Alareer, dir. (traduction collective)
Les yeux clos, Philippe Yong
Eka ashate. Ne flanche pas, Naomi Fontaine

L’équation avant la nuit, Blaise Ndala
Silence animal, Vanessa Londono (traduit par Sarah Mustad)

Édition — Rodney Saint-Éloi, Yara El-Ghadban
Révision — Capucine Ruat, Madeleine Savart
Correction — Caroline Décoste
Direction artistique et design graphique — Julie Espinasse
Atelier Mille Mille
Œuvre en couverture — © Malak Mattar
You and I

Mémoire d'encrier reconnaît l'aide financière du Gouvernement du Canada par l'entremise du Conseil des Arts du Canada, du Fonds du livre du Canada et du Gouvernement du Québec par le Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres, Gestion Sodec.

Mémoire d'encrier est diffusée et distribuée par :
Harmonia Mundi livre — Europe
Groupe Madrigall – Équipe Gallimard — Canada

Dépôt légal : 4e trimestre 2025
© Mémoire d'encrier 2025 pour l'édition française
© Mondadori Libri S.p.A., 2025
Édition originale : *Quando il mondo dorme*, par Francesca Albanese, Rizzoli, Milan, Italie Tous droits réservés

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada
ISBN (PAPIER) : 978-2-89872-064-2
ISBN (EPUB) : 978-2-89872-065-9
ISBN (PDF) : 978-2-89872-066-6

CIP : LCC PQ4901.L33 Q3614 2025 | CDD 853/.92—dc23

Francesca Albanese écoute, recueille et raconte.
Elle mêle sa voix à celle des femmes, hommes et enfants
qui vivent l'injustice au quotidien en Palestine : une enfant
tuée à Gaza, un chirurgien marqué par l'horreur
dont il a été témoin, une artiste exilée, un penseur juif
brisé par l'apartheid. Toutes ces voix s'engagent à dire NON
à l'horreur et à l'inacceptable. Lucide et troublant,
Quand le monde dort est un acte d'amour,
de courage et de vérité.

ISBN 978-2-89872-064-2
32,95 $ / 20 €

Pressentie pour le Prix Nobel de la paix, Francesca Albanese est Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits humains dans les territoires palestiniens occupés. Juriste, elle est l'autrice de *Palestinian Refugees in International Law* (2020) et de *J'accuse* (2023).

MÉMOIRE D'ENCRIER